



BCEAO

BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE D'INFORMATION

4^e trimestre 2008

N° 16



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

Siège - Avenue Abdoulaye FADIGA
BP : 3108 - DAKAR (Sénégal)
Tél. : +221 33 839 05 00
Télécopie : +221 33 823 93 35
Télex : BCEAO 21833 SG /
21815 SG / 21530 SG / 21597 SG
Site internet : <http://www.bceao.int>

Directeur de Publication

Ismaila DEM

*Directeur de la Recherche
et de la Statistique
Email : courrier.drs@bceao.int*

Impression :

Imprimerie de la BCEAO
BP : 3108 - DAKAR

ISSN 08505772

Cette revue est conçue pour la seule documentation des destinataires. Bien qu'établie selon les meilleures sources, elle est diffusée sans garantie ni responsabilité de la Banque Centrale.



BCEAO
BANQUE CENTRALE DES ETATS
DE L'AFRIQUE DE L'OUEST

NOTE D'INFORMATION

4^e trimestre 2008

N° 16

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	5
SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'UMOA	7
Situation monétaire de l'UMOA	9
Evolution des prix dans les Etats membres de l'UEMOA et perspectives	29
INFORMATIONS GENERALES	39
Communiqués de presse des Organes de l'UMOA	41
Chronologie des principales mesures de politique monétaire	45
Situation du système bancaire de l'UMOA	48
CHRONOLOGIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DES ETATS	81
REPERTOIRE LEGISLATIF	84
LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO	87

AVANT-PROPOS

Les Notes d'Information et Statistiques (NIS), régulièrement publiées par la BCEAO, ont été réaménagées. Cinq revues autonomes et séparées – le Bulletin mensuel de statistiques monétaires et financières, le Bulletin mensuel de conjoncture, la Note trimestrielle d'information, la Revue économique et monétaire, l'Annuaire statistique – ont ainsi été substituées aux cahiers qui, naguère, constituaient les NIS.

La présente Note d'Information participe de cette réforme. Elle vise à informer trimestriellement le public sur les décisions des organes de l'Union, la situation monétaire de l'UMOA, les interventions de la BCEAO, l'évolution des prix, les faits marquants de la vie économique et politique des Etats de l'Union, ainsi que sur les textes réglementant l'activité bancaire et financière approuvés au cours de la période.

La Banque Centrale accueillera favorablement toutes les observations et suggestions susceptibles d'améliorer la qualité et la présentation des informations contenues dans la présente publication.

Le Directeur de Publication

SITUATION ECONOMIQUE ET MONETAIRE DE L'UMOA

SITUATION MONETAIRE DE L'UNION AU 30 SEPTEMBRE 2008

Le présent chapitre porte sur l'analyse de la situation monétaire dans l'Union au troisième trimestre 2008. Il est structuré autour des quatre parties ci-après :

- Environnement économique et financier de l'Union ;
- Evolution des agrégats monétaires ;
- Marchés financier et monétaire ;
- Mise en œuvre de la politique monétaire.

I - ENVIRONNEMENT ECONOMIQUE ET FINANCIER DE L'UNION

Au cours du troisième trimestre 2008, la conjoncture internationale a été marquée par l'intensification de la crise financière, en particulier, dans les pays industrialisés. Le trimestre a également été caractérisé par les effets de ces chocs sur la liquidité des marchés interbancaires et les perspectives de croissance de l'économie mondiale.

Aux Etats-Unis, l'activité économique s'est contractée de 0,1% en variation trimestrielle, contre une progression de 0,7% au trimestre précédent. Selon les prévisions du Fonds Monétaire International (FMI), le taux de progression du produit intérieur brut, en termes réels, se situerait à 1,4% en 2008 contre 2,0% en 2007. La zone euro, qui a enregistré pour le deuxième trimestre consécutif un repli de 0,2% du produit intérieur brut en variation trimestrielle, est entrée en récession. La croissance économique y est attendue à 1,2% en moyenne en 2008, après 2,6% en 2007.

Dans les économies émergentes, notamment en Chine et en Inde, l'activité économique montrerait quelques signes de ralentissement. Le taux de croissance du PIB de la Chine et de l'Inde serait, en termes réels, de 9,7% et 7,8% respectivement en 2008 après 11,9% et 9,3% en 2007.

A l'échelle mondiale, les dernières estimations du FMI situent le taux d'expansion de l'économie à 3,7% en 2008 contre des prévisions de 3,9% établies en août 2008 et une réalisation de 5,0% en 2007.

La dégradation des perspectives économiques a pesé sur les cours des matières premières. En effet, une inversion de tendance des prix des produits de base a été observée, consécutive à l'affaiblissement

de la demande mondiale. L'indice mensuel des prix des produits énergétiques, calculé par le FMI, a enregistré un repli de 21,1% au troisième trimestre 2008 contre une progression de 28,8% le trimestre précédent. Pour leur part, les cours du pétrole brut qui avaient atteint un niveau record de plus de 145,0 dollars le baril début juillet 2008, se sont inscrits en baisse continue pour se situer à environ 100,0 dollars à fin septembre 2008.

L'indice des prix des matières premières d'origine agricole et celui des métaux ont enregistré des baisses respectives de 5,7% et 11,9% durant le trimestre. La plupart des produits de base exportés par les Etats membres de l'Union se sont inscrits dans cette tendance baissière, à l'exception de la noix de cajou dont les cours ont progressé de 9,9%. Les cotations du cacao, du café, du coton et de l'or ont ainsi diminué respectivement de 11,1%, 5,6%, 14,5% et 6,8%. Celles du caoutchouc, des huiles de palme et de palmiste ont reculé de 2,8%, 36,5% et 28,5%.

Selon l'indice calculé par le FMI, les prix des produits alimentaires, exprimés en dollars des Etats-Unis, se sont repliés de 13,5% sur les marchés internationaux, au cours du troisième trimestre 2008. En particulier, ceux du maïs, du blé et du riz ont diminué respectivement de 18,5%, 15,2% et 13,5% durant le trimestre sous revue.

Les signes de décrue de l'inflation se confirment. L'affaiblissement de la demande mondiale et le reflux des cours des matières premières constituent les principaux facteurs explicatifs de cette tendance. Dans la zone euro, le taux d'inflation s'est situé à 3,6% au troisième trimestre 2008, après 4,0% un trimestre plus tôt.

Dans un contexte de modération des tensions inflationnistes et de dégradation des perspectives économiques, les principales banques centrales ont amorcé un assouplissement de leur politique monétaire. La Réserve Fédérale américaine a abaissé son principal taux directeur, à deux reprises, durant le mois d'octobre 2008, après cinq mois de pause, pour le fixer à 1,0%. La Banque Centrale Européenne a mis fin au processus de relèvement de ses taux directeurs, après la hausse opérée en juillet 2008. Pour leur part, la Banque d'Angleterre et la Banque du Canada ont repris le processus de détente de leurs taux directeurs à partir d'octobre 2008.

Les banques centrales ont également mené des actions concertées d'injections de liquidités, en vue d'assurer la fluidité des marchés monétaires et interbancaires.

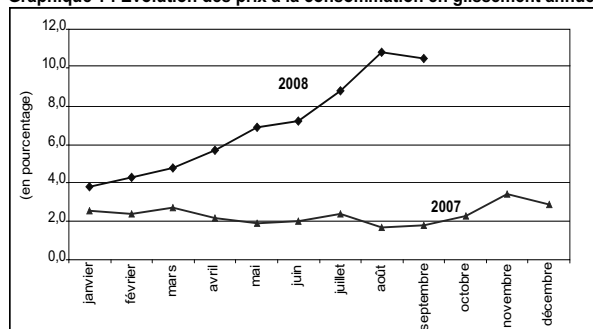
L'évolution des marchés des changes traduit une forte volatilité des principales devises. Pour la première fois depuis 2002, la monnaie européenne s'est dépréciée de manière substantielle, notamment par rapport au dollar des Etats-Unis. A fin septembre 2008, un euro s'échangeait contre 1,4303 dollar, soit une baisse de 9,3% par rapport à son niveau de fin juin 2008.

Au sein de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), les dernières estimations tablent sur un taux de croissance du produit intérieur brut, en termes réels, de 3,9% pour l'année 2008, contre des prévisions initiales de 4,2% et une réalisation de 3,1% en 2007. Cette amélioration du taux de croissance porte l'empreinte des niveaux satisfaisants de la récolte de la campagne agricole 2008/2009.

Les tensions inflationnistes se sont poursuivies au troisième trimestre 2008. En variation trimestrielle, l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) s'est inscrit en hausse de 3,3% à fin septembre 2008, soit la même progression que le trimestre précédent. Cette évolution s'explique par les ajustements importants des prix des carburants au Togo et en Côte d'Ivoire, après plusieurs mois de blocage. De même, le relèvement des prix de l'électricité au Sénégal et la poursuite du renchérissement des céréales locales notamment le maïs et le mil, ont contribué à alimenter l'inflation. L'évolution des prix serait toutefois atténuée par les perspectives de bonnes récoltes au titre de la campagne 2008/2009.

En glissement annuel, le taux d'inflation est ressorti à 10,5% à fin septembre 2008 contre 7,2% à fin juin 2008. En moyenne, il s'est établi à 7,0% en septembre 2008 contre 2,2% un an auparavant.

Graphique 1 : Evolution des prix à la consommation en glissement annuel



Source : BCEAO.

Par pays, le taux d'inflation en glissement annuel à fin septembre 2008 a atteint des niveaux particulièrement élevés. Il s'est établi à 15,4% au Niger, 13,1% au Burkina, 12,9% en Guinée-Bissau et au Mali, 12,1% au

Togo, 12,0% au Bénin, 9,7% en Côte d'Ivoire et 7,9% au Sénégal.

Sur la base du taux d'inflation moyen à fin septembre 2008, l'Union a enregistré un différentiel d'inflation défavorable de 3,4 points de pourcentage, en comparaison à la zone euro. En revanche, le différentiel est favorable à l'Union comparativement à ses principaux partenaires de la CEDEAO, notamment le Nigeria et le Ghana, avec qui l'écart entre les taux d'inflation ressort respectivement à 3,0 points et 11,0 points de pourcentage.

La compétitivité globale de l'Union, évaluée à partir de l'évolution du taux de change effectif réel, s'est détériorée. En effet, au troisième trimestre 2008, l'Union a enregistré une perte de compétitivité de 9,6% sur un an, contre 6,9% au trimestre précédent. Cette érosion de la position concurrentielle de l'Union résulte d'une dépréciation de 5,0% des monnaies des principaux pays partenaires, amplifiée par un différentiel d'inflation défavorable à l'UEMOA de 4,4 points de pourcentage.

L'exécution des opérations financières des Etats* laisse apparaître, sur la base des données disponibles à fin septembre 2008, une accentuation des tensions sur la trésorerie publique, consécutive à une forte progression des dépenses courantes. L'inadéquation entre le niveau des ressources et le rythme d'engagement des dépenses a entraîné dans certains Etats membres une accumulation d'arriérés de paiement.

Comparativement à septembre 2007, les recettes totales ont enregistré une augmentation de 425,2 milliards. Un an plus tôt, les recettes avaient connu une hausse de 737,0 milliards. L'évolution observée sur les neuf premiers mois de 2008 est imputable à la progression de 259,1 milliards ou 11,0% des recettes fiscales et à l'accroissement de 160,5 milliards ou 39,9% des recettes non fiscales, en relation notamment avec la concession de licences d'exploitation pétrolière et minière dans certains Etats membres.

Les dépenses totales se sont accrues de 317,6 milliards pour se chiffrer à 3.173,6 milliards, sous l'effet de la hausse de 253,9 milliards des dépenses courantes. Les transferts et subventions ont augmenté de façon sensible, en rapport avec les mesures d'atténuation de l'impact de la hausse des prix des produits pétroliers et des produits alimentaires sur le coût de la vie.

* Données à fin août 2008 pour le Niger. A la date de finalisation de cette note, le TOFE du Sénégal n'était pas disponible.

Au total, le déficit budgétaire, base engagements, hors dons, s'est établi à 527,2 milliards en septembre 2008 contre 607,2 milliards une année plus tôt. Sur une base caisse, le déficit budgétaire, hors dons, ressort à 491,4 milliards en septembre 2008.

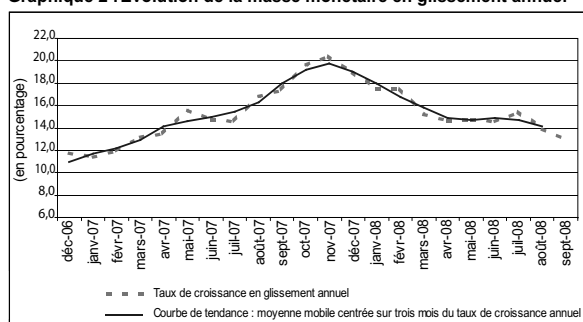
II - EVOLUTION DES AGREGATS MONETAIRES

La situation monétaire de l'Union à fin septembre 2008, comparée à celle à fin juin 2008, est caractérisée par une progression de la masse monétaire, tirée exclusivement par l'augmentation des crédits à l'économie. Pour leur part, les interventions globales de la BCEAO ont poursuivi leur tendance à la hausse.

2.1 - La masse monétaire

Au troisième trimestre 2008, la masse monétaire a progressé de 1,7%, pour s'établir à 8.721,3 milliards. A la même période de l'année précédente, une hausse de 3,0% avait été enregistrée. L'accroissement de la masse monétaire sur le trimestre est essentiellement porté par les dépôts. En glissement annuel, le rythme de progression de la masse monétaire demeure soutenu, bien qu'en décélération, se situant à 13,0% à fin septembre, après 14,6% à fin juin 2008.

Graphique 2 : Evolution de la masse monétaire en glissement annuel



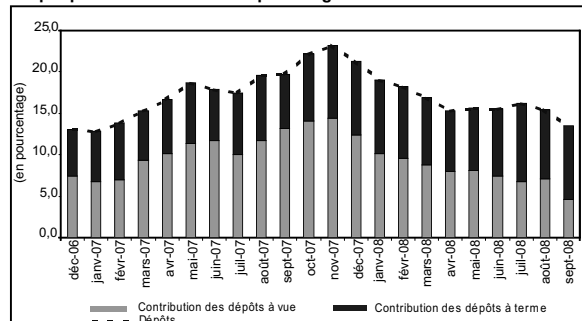
Source : BCEAO.

2.1.1 - Les dépôts

Les dépôts ont continué de se consolider, en progressant de 2,2% au troisième trimestre 2008, pour ressortir à 6.310,8 milliards à fin septembre 2008, après une hausse de 1,6% le trimestre précédent. Ils sont tirés par les dépôts des particuliers et des entreprises privées. Les évolutions les plus importantes ont été enregistrées en Côte d'Ivoire (61,7 milliards), au Togo (28,1 milliards), au Mali (24,3 milliards) et au Niger (20,0 milliards). En Côte d'Ivoire et au Togo, la hausse du chiffre d'affaires des sociétés pétrolières explique la progression des dépôts. Au Mali et au Niger, l'accroissement des dépôts est consécutif à l'encaissement, par le secteur minier, de recettes d'exportation.

En glissement annuel, le rythme de croissance des dépôts est en décélération, se situant à 13,5% à fin septembre contre 15,4% à fin juin 2008. Cette évolution confirme une tendance générale, observée depuis décembre 2007, notamment au niveau des dépôts à vue.

Graphique 3 : Evolution des dépôts en glissement annuel



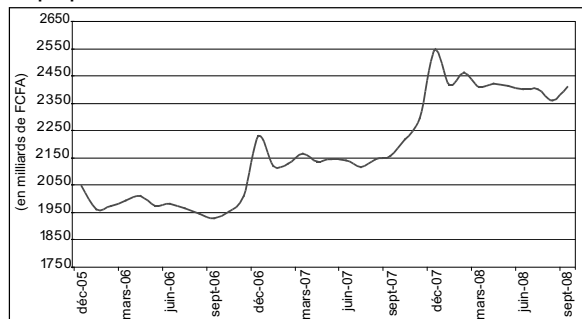
Source : BCEAO.

2.1.2 - La circulation fiduciaire

La circulation fiduciaire a enregistré une hausse de 0,3%, pour s'établir à 2.410,5 milliards à fin septembre 2008. A la même période de l'année 2007, elle était en progression de 0,8%.

Sur un an, la circulation fiduciaire est en hausse de 11,8% à fin septembre 2008, soit au même rythme qu'à la période correspondante de l'année précédente.

Graphique 4 : Evolution de la circulation fiduciaire



Source : BCEAO.

2.2 - Les contreparties de la masse monétaire

2.2.1 - Le crédit intérieur

Durant le troisième trimestre de l'année 2008, l'encours du crédit intérieur s'est accru de 4,6%, après une hausse de 1,7% enregistrée le trimestre précédent. Cette évolution est imputable à la forte progression des crédits à l'économie, la position nette des Gouvernements vis-à-vis du système bancaire s'étant légèrement améliorée.

2.2.1.1 - Les crédits à l'économie

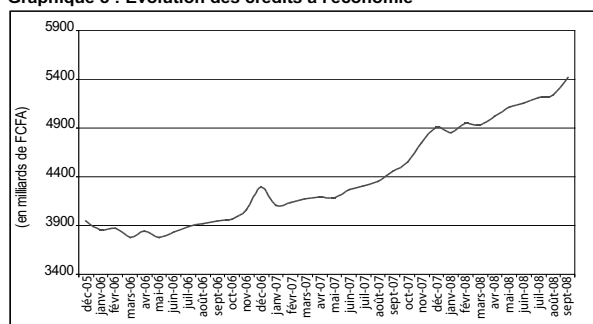
L'encours des crédits à l'économie a augmenté de 5,0% sur le trimestre, pour ressortir à 5.416,5 milliards.

L'évolution observée durant le trimestre sous revue résulte de l'accroissement de 315,1 milliards des crédits ordinaires, consécutif aux avances de trésorerie et prêts en faveur des entreprises opérant dans les secteurs de l'énergie, de l'agro-industrie, des télécommunications, ainsi que des bâtiments et travaux publics.

Les crédits de campagne ont enregistré un recul saisonnier de 55,7 milliards sur le trimestre sous revue, soit une ampleur similaire au retrait de 58,8 milliards observé à la même période de 2007.

En glissement annuel à fin septembre 2008, les crédits à l'économie sont en progression de 21,6% contre 12,9% en septembre 2007, tirés principalement par les crédits à court terme. Les taux d'accroissement les plus significatifs sont relevés au Niger (+35,5%), au Togo (+26,1%) et au Sénégal (+24,7%).

Graphique 5 : Evolution des crédits à l'économie



Source : BCEAO.

Cette hausse des crédits à l'économie s'est accompagnée d'une évolution défavorable du taux net de dégradation du portefeuille des banques de l'Union qui s'est établi à 8,7% à fin septembre 2008 contre 8,2% à fin juin 2008.

2.2.1.2 - La position nette des Gouvernements (PNG)

Au cours du troisième trimestre 2008, la position nette des Gouvernements vis-à-vis des institutions monétaires s'est améliorée de 5,5 milliards. L'évolution ainsi observée résulte d'une baisse des engagements des Trésors publics, notamment vis-à-vis des banques (-76,0 milliards), supérieure au recul des créances des Etats vis-à-vis du système bancaire, en particulier les dépôts auprès de la Banque Centrale (-68,6 milliards). Des améliorations de la PNG ont été enregistrées au Sénégal (-38,0 milliards), au Togo (-20,3 milliards), en Côte d'Ivoire (-17,4 milliards) et en Guinée-Bissau (-4,8 milliards). Ces évolutions sont en partie liées aux tombées d'échéances sur le marché des titres publics. Elles occultent cependant des accumulations d'arriérés de paiement dans certains Etats.

Des dégradations de la PNG ont été notées au Bénin (+31,9 milliards), au Niger (+28,1 milliards), au Burkina (+26,6 milliards) et au Mali (+16,8 milliards). Ces évolutions résultent, en partie, des souscriptions des banques aux émissions de titres publics.

Par rapport à septembre 2007, la position nette des Gouvernements s'est consolidée de 5,9 milliards, sous l'effet du renforcement de 26,6 milliards des créances des Etats et du recul de 20,7 milliards de leurs engagements.

2.2.2 - Les avoirs extérieurs nets

A fin septembre 2008, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont ressortis à 4.546,3 milliards, en baisse de 15,4 milliards par rapport à fin juin 2008, après une progression de 117,9 milliards le trimestre précédent. A la même période de l'année 2007, la position extérieure nette des institutions monétaires avait enregistré un repli de 43,9 milliards.

La baisse de ces avoirs s'explique essentiellement par le repli saisonnier de 32,5 milliards de la position extérieure nette des banques. Cette situation est en rapport avec l'accroissement des engagements extérieurs des banques, suite aux emprunts auprès des correspondants étrangers en vue de la préparation de la campagne agricole. En outre, il a été noté une diminution des avoirs des banques, imputable aux règlements des importations pour le compte de la clientèle, dans un contexte de hausse des prix des produits alimentaires importés et des produits pétroliers.

La position extérieure nette de la Banque Centrale s'est, pour sa part, renforcée de 17,1 milliards. Cette évolution reflète le dégonflement de 38,9 milliards des engagements extérieurs, atténué par la baisse de 21,8 milliards des avoirs extérieurs bruts.

Sur un an, les avoirs extérieurs nets des institutions monétaires sont en accroissement de 243,7 milliards ou 5,7% à fin septembre 2008 contre 16,2% à la même période de l'année 2007.

2.3 - Les interventions de la Banque Centrale

Les interventions de l'Institut d'émission se sont établies à 506,0 milliards au 30 septembre 2008, en hausse de 15,4 milliards sur le trimestre sous revue. Cette évolution s'explique par la hausse des refinancements en faveur des banques et établissements financiers, les concours aux Trésors nationaux ayant pour leur part baissé.

Les refinancements en faveur des banques et établissements financiers se sont accrus de 19,2 milliards sur le guichet de la pension, pour s'établir à 127,2 milliards. Le montant des enchères régionales est resté stable, à 100,0 milliards à fin septembre 2008.

Les concours aux Trésors nationaux sont ressortis à 278,8 milliards à fin septembre 2008, en baisse de 3,9 milliards par rapport à fin juin 2008. Cette diminution est imputable aux remboursements des concours monétaires directs consolidés effectués par l'ensemble des Etats concernés, à l'exception de la Côte d'Ivoire et du Niger qui n'ont pu honorer les échéances dues pour des montants respectifs de 5,7 milliards et 0,9 milliard.

Les arriérés de paiement accumulés par ces deux pays se chiffrent respectivement à 62,2 milliards et 10,0 milliards.

III - MARCHES FINANCIER ET MONETAIRE

Sur le marché des capitaux, deux émissions de bons du Trésor ont été réalisées durant le troisième trimestre 2008 par le Burkina et le Togo, pour des montants respectifs de 21,4 milliards et 10,0 milliards. Les taux effectifs des bons du Trésor se sont situés dans une plage de 4,80% à 6,15%. Au cours du trimestre précédent, quatre émissions de bons du Trésor avaient été réalisées par la Côte d'Ivoire, le Sénégal, le Bénin et le Niger, pour des montants respectifs de 59,2 milliards, 40,4 milliards, 40,1 milliards et 20,0 milliards. Les taux effectifs s'étaient situés dans une fourchette de 5,90% à 6,85%.

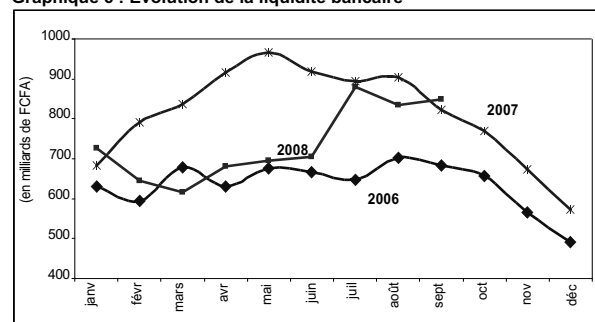
Sur le compartiment à long terme, les Trésors publics du Mali et du Bénin ont levé des montants respectifs de 31,3 milliards et 30,0 milliards sur le marché obligataire au taux de 6,0%. Au titre du trimestre précédent, seul le Trésor public du Sénégal avait levé un montant de 25,0 milliards sur le marché obligataire au taux de 7,0%.

Toutes maturités confondues, les émissions de titres ont porté sur 92,7 milliards contre 184,7 milliards le trimestre précédent.

Au cours du trimestre, les tombées d'échéances sur le marché des titres publics de l'Union se sont élevées à 153,4 milliards, contre 57,9 milliards le trimestre précédent. Les remboursements effectués à cet effet, ont contribué à la reconstitution de la liquidité bancaire qui est ainsi passée de 704,3 milliards en juin à 848,5 milliards en septembre 2008.

A fin septembre 2008, les encours des bons et obligations du Trésor émis par appel public à l'épargne sont ressortis respectivement à 331,3 milliards et 518,0 milliards.

Graphique 6 : Evolution de la liquidité bancaire



Source : BCEAO.

Durant le trimestre sous revue, les évolutions enregistrées indiquent une orientation baissière des deux indices de référence de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières, à savoir l'indice BRVM₁₀ et l'indice BRVM composite, qui ont fléchi respectivement de 11,7% et 7,2%, contre des progressions de 3,9% et 2,2% au deuxième trimestre 2008. A la même période de 2007, l'indice BRVM₁₀ et l'indice BRVM composite s'étaient accrus de 11,9% et 14,5%.

La capitalisation boursière s'est inscrite en recul de 8,4%, ressortant à 4.627,6 milliards à fin septembre 2008, du fait principalement de la baisse de la capitalisation du marché des actions, qui est passée de 4.427,2 milliards à fin juin 2008 à 4.115,5 milliards à fin septembre 2008, soit un recul de 7,0%.

Sur le compartiment obligataire, la capitalisation du marché a connu une baisse de 17,7%, d'un trimestre à l'autre, s'établissant à 512,1 milliards à fin septembre 2008, en relation avec la suppression de la cote de la ligne obligataire TPCI 6,5% 2005-2008 arrivée à échéance en juillet 2008.

Sur le marché interbancaire, le volume moyen des opérations s'est situé à 49,0 milliards au troisième trimestre 2008 contre 54,1 milliards le trimestre précédent et 34,6 milliards un an plus tôt. Sur la maturité à une semaine, correspondant au compartiment le plus actif du marché interbancaire, les taux moyens pondérés se sont élevés à 5,01% en juillet 2008, 5,24% en août 2008 et 5,21% en septembre 2008, traduisant des tensions sur la liquidité bancaire.

L'encours moyen des prêts interbancaires s'est replié, d'un trimestre à l'autre, de 15,0 milliards pour se situer à 92,6 milliards. Au troisième trimestre 2007, il était de 80,7 milliards.

IV - MISE EN ŒUVRE DE LA POLITIQUE MONÉTAIRE

4.1 - Politique des taux d'intérêt

4.1.1 - Taux directeurs de la BCEAO

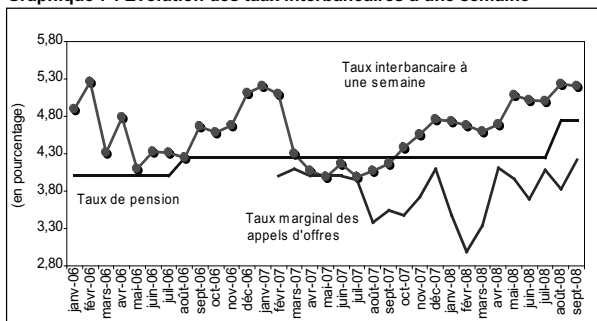
Au cours du troisième trimestre 2008, la BCEAO, tenant compte des risques pesant sur la stabilité des prix au sein de l'Union, a décidé, à compter du 16 août 2008, du relèvement d'un demi (½) point de pourcentage de son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter de 4,25% à 4,75%. Le taux d'escompte a été fixé à 6,75%.

4.1.2 - Politique d'open market

Durant le troisième trimestre 2008, la Banque Centrale a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités. Le montant mis en adjudication est resté stable à 100,0 milliards entre le 30 juin 2008 et le 30 septembre 2008. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,9720% à 4,5682% contre une plage de 3,9407% à 4,2331% le trimestre précédent.

La conduite de ces opérations par la Banque Centrale a contribué à satisfaire les besoins en ressources des banques.

Graphique 7 : Evolution des taux interbancaires à une semaine



Source : BCEAO.

4.2 - Réserves obligatoires

Les coefficients des réserves obligatoires applicables

aux banques de l'Union n'ont pas été modifiés durant le trimestre sous revue.

L'examen de la mise en œuvre du dispositif des réserves obligatoires sur l'ensemble de la période fait ressortir une capacité globalement suffisante des banques à constituer les réserves requises. Pour un niveau de réserves exigé de 570,8 milliards pour la période prenant fin le 15 septembre 2008, les réserves effectivement constituées ont atteint 848,5 milliards.

CONCLUSION

Le troisième trimestre 2008 a été caractérisé, au plan international, par l'intensification de la crise financière et ses effets sur le secteur réel.

Dans les Etats membres de l'Union, la situation économique a été marquée par la poursuite de l'accélération des tensions inflationnistes. Les niveaux records de la campagne agricole 2008/2009 augurent toutefois de bonnes perspectives de décre de l'inflation et de performances relativement satisfaisantes en matière de croissance économique en 2008 .

Sur le plan monétaire, le rythme de progression de la liquidité globale demeure soutenu, induit par la forte expansion des crédits à l'économie. Les avoirs extérieurs nets se sont pour leur part légèrement tassés.

Dans un contexte de persistance des risques sur la stabilité des prix, la Banque Centrale a procédé, à compter du 16 août 2008, au relèvement d'un demi (½) point de pourcentage de son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter de 4,25% à 4,75%. Le taux d'escompte a été fixé à 6,75%.

La situation budgétaire des Etats membres est demeurée tendue durant la période sous revue. Les fortes tensions sur la trésorerie publique, en liaison avec l'importance des dépenses courantes ont conduit certains Etats membres de l'Union à accumuler des arriérés de paiements.

ANNEXE I

U.M.O.A. : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006			2007			2008				
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	3 694,5	3 680,0	3 703,6	3 899,5	4 365,1	4 346,5	4 302,6	4 665,8	4 443,8	4 561,7	4 546,3
Banque centrale	3 542,0	3 634,4	3 667,6	3 725,6	4 210,4	4 313,9	4 344,1	4 492,5	4 343,7	4 495,9	4 513,0
Banques	152,5	45,6	36,0	173,9	154,7	32,6	(41,5)	173,3	100,1	65,8	33,3
CREDIT INTERIEUR	4 300,5	4 326,0	4 409,1	4 783,8	4 492,0	4 568,0	4 850,9	5 386,1	5 463,6	5 554,7	5 808,6
Position nette des Gouvernements	521,6	491,7	464,2	485,7	321,4	297,5	398,0	481,7	531,6	397,6	392,1
Crédits à l'économie	3 778,9	3 834,3	3 944,9	4 298,1	4 170,6	4 270,5	4 452,9	4 904,4	4 932,0	5 157,1	5 416,5
Crédits de campagne	201,3	204,3	155,6	159,9	183,6	158,5	99,7	146,8	176,1	156,0	100,3
Crédits ordinaires	3 577,6	3 630,0	3 789,3	4 138,2	3 987,0	4 112,0	4 353,2	4 757,6	4 755,9	5 001,1	5 316,2
ACTIF = PASSIF	7 995,0	8 006,0	8 112,7	8 683,3	8 857,1	8 914,5	9 153,5	10 051,9	9 907,4	10 116,4	10 354,9
MASSE MONETAIRE	6 502,7	6 520,7	6 574,6	7 170,8	7 361,6	7 490,1	7 718,2	8 511,6	8 487,3	8 579,4	8 721,3
Circulation fiduciaire	1 993,8	1 983,5	1 929,0	2 229,9	2 164,2	2 140,0	2 157,0	2 540,8	2 409,9	2 403,3	2 410,5
Dépôts en CCP	35,3	37,3	39,8	45,8	44,5	53,3	60,4	60,9	44,9	33,1	44,0
Dépôts en CNE	43,7	45,4	45,1	45,2	47,7	50,0	50,4	49,5	51,6	53,6	54,0
Dépôts en Banque	4 429,9	4 454,5	4 560,7	4 849,9	5 105,2	5 246,8	5 450,4	5 860,4	5 980,9	6 089,4	6 212,8
Sociétés d'Etat et EPIC	391,3	399,5	429,8	497,7	564,4	569,6	611,9	609,3	651,9	642,5	643,4
A vue	238,7	253,8	261,7	335,9	382,1	353,4	388,2	416,4	452,9	431,8	421,6
A terme	152,6	145,7	168,1	161,8	182,3	216,2	223,7	192,9	199,0	210,7	221,8
Part. & Ent. privées	4 038,6	4 055,0	4 130,9	4 352,2	4 540,8	4 677,2	4 838,5	5 251,1	5 329,0	5 446,9	5 569,4
A vue	2 077,5	2 045,7	2 070,3	2 224,6	2 341,1	2 458,0	2 525,9	2 739,0	2 722,1	2 793,0	2 761,5
A terme	1 961,1	2 009,3	2 060,6	2 127,6	2 199,7	2 219,2	2 312,6	2 512,1	2 606,9	2 653,9	2 807,9
AUTRES POSTES NETS	1 492,3	1 485,3	1 538,1	1 512,5	1 495,5	1 424,4	1 435,3	1 540,3	1 420,1	1 537,0	1 633,6

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE II

U.M.O.A. : SITUATION RESUMEE DESBANQUES

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	
											(*)	
AVOIRS EXTERIEURS NETS												
Avoirs extérieurs bruts	152,5	45,6	36,0	173,9	154,7	32,6	(41,5)	173,3	100,1	65,8	33,3	33,3
Engagements extérieurs	521,7	467,5	472,9	600,0	606,2	567,6	557,5	607,7	618,6	614,5	607,9	607,9
	369,2	421,9	436,9	426,1	451,5	535,0	599,0	434,4	518,5	548,7	574,6	574,6
RESERVES	832,0	833,3	812,9	648,2	964,3	1 084,7	994,7	893,3	899,1	931,9	973,0	973,0
CREANCES SUR LES ETATS	883,3	924,7	980,9	1 056,4	992,4	1 128,6	1 381,3	1 407,8	1 433,8	1 474,7	1 398,7	1 398,7
CREDITS A ECONOMIE	3 759,0	3 817,2	3 929,0	4 276,7	4 154,0	4 252,6	4 436,7	4 886,9	4 917,9	5 143,4	5 404,5	5 404,5
Crédits à court terme	2 494,3	2 499,9	2 538,9	2 793,3	2 661,2	2 691,2	2 728,5	3 094,9	3 049,0	3 187,3	3 296,3	3 296,3
Crédits de campagne	201,3	204,3	155,6	159,9	183,6	158,5	99,7	146,8	176,1	156,0	100,3	100,3
Crédits ordinaires	2 293,0	2 295,6	2 383,3	2 633,4	2 477,6	2 532,7	2 628,8	2 948,1	2 872,9	3 031,3	3 196,0	3 196,0
Crédits à moyen terme	1 132,4	1 180,9	1 253,2	1 340,1	1 348,2	1 406,2	1 555,3	1 634,8	1 717,8	1 779,8	1 928,1	1 928,1
Crédits à long terme	132,3	136,4	136,9	143,3	144,6	155,2	152,9	157,2	151,1	176,3	180,1	180,1
ACTIF = PASSIF	5 626,8	5 620,8	5 758,8	6 155,2	6 265,4	6 498,5	6 771,2	7 361,3	7 350,9	7 615,8	7 809,5	7 809,5
DEPOTS PART. & ENTREPRISES	4 321,7	4 348,4	4 435,4	4 730,9	4 900,7	5 090,6	5 270,7	5 673,1	5 744,4	5 861,6	6 001,2	6 001,2
Organismes publics	289,0	299,0	310,1	385,7	366,0	420,0	437,0	428,2	421,6	419,7	435,9	435,9
Particuliers & entreprises privées	4 032,7	4 049,4	4 125,3	4 345,2	4 534,7	4 670,6	4 833,7	5 244,9	5 322,8	5 441,9	5 565,3	5 565,3
DEPOTS DES ETATS	726,4	718,2	721,7	789,9	782,1	882,5	941,3	989,9	999,6	1 012,1	1 030,7	1 030,7
CREDITS DE LA BANQUE CENTRALE	2,9	3,8	1,1	23,1	34,2	31,9	35,6	127,7	148,5	198,1	216,5	216,5
AUTRES POSTES NETS	575,8	550,4	600,6	611,3	548,4	493,5	523,6	570,6	458,4	544,0	561,1	561,1

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE III

U.M.O.A. : SITUATION RESUMEE DE LA BCEAO

(en milliards de FCFA)

	2006			2007			2008				
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	3 542,0	3 634,4	3 667,6	3 725,6	4 210,4	4 313,9	4 344,1	4 492,5	4 343,7	4 495,9	4 513,0
Avoirs extérieurs bruts	3 875,4	3 935,1	3 966,5	4 028,2	4 526,8	4 646,3	4 690,2	4 795,6	4 640,3	4 881,0	4 859,2
Engagements extérieurs	333,4	300,7	298,9	302,6	316,4	332,4	346,1	303,1	296,6	385,1	346,2
CREANCES SUR LES ETATS	568,4	551,5	537,8	516,6	504,5	498,4	514,4	495,8	488,5	523,5	530,4
CREANCES SUR LES BANQUES	2,9	2,4	1,4	23,1	35,8	31,9	37,3	127,6	155,2	206,5	226,2
CREANCES SUR LES ETABL. FIN.	1,7	1,1	1,1	1,9	1,0	1,8	1,0	1,0	1,5	1,4	1,0
ACTIF = PASSIF	4 115,0	4 189,4	4 207,9	4 267,2	4 751,7	4 846,0	4 896,8	5 116,9	4 988,9	5 227,3	5 270,6
CIRCULATION FIDUCIAIRE	1 993,8	1 983,5	1 929,0	2 229,9	2 164,2	2 140,0	2 157,0	2 540,8	2 409,9	2 403,3	2 410,5
DEPOTS DES ETATS (y c. encaisses)	264,5	333,0	403,0	368,9	470,0	534,2	651,9	525,9	475,0	662,9	593,2
DEPOTS DES BANQUES (y c. encais.)	861,1	859,8	869,7	674,5	1 023,8	1 120,3	1 034,1	913,4	899,9	998,0	1 002,9
AUTRES DEPOTS	108,2	106,1	125,3	119,0	204,5	156,2	179,7	187,3	236,5	227,8	211,6
AUTRES POSTES NETS	887,4	907,0	880,9	874,9	889,2	895,3	874,1	949,5	967,6	935,3	1 052,4

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE IV

U.M.O.A. : BASE MONETAIRE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept. (*)
BASE MONETAIRE	2 963,1	2 949,4	2 924,0	3 023,4	3 392,5	3 416,5	3 370,8	3 641,5	3 546,3	3 629,1	3 625,0	
Circulation Fiduciaire	1 993,8	1 983,5	1 929,0	2 229,9	2 164,2	2 140,0	2 157,0	2 540,8	2 409,9	2 403,3	2 410,5	
Réserves des banques	861,1	859,8	869,7	674,5	1 023,8	1 120,3	1 034,1	913,4	899,9	998,0	1 002,9	
Autres Dépôts	108,2	106,1	125,3	119,0	204,5	156,2	179,7	187,3	236,5	227,8	211,6	
CONTREPARTIES DE LA BASE MONETAIRE	2 963,1	2 949,4	2 924,0	3 023,4	3 392,5	3 416,5	3 370,8	3 641,5	3 546,3	3 629,1	3 625,0	
Avoirs Extérieurs Nets	3 542,0	3 634,4	3 667,6	3 725,6	4 210,4	4 313,9	4 344,1	4 492,5	4 343,7	4 495,9	4 513,0	
Position Nette du Gouvernement	303,8	218,5	134,8	147,7	34,5	(35,8)	(137,5)	(30,1)	13,4	(139,4)	(62,9)	
Concours aux Banques et Etablissements Financiers	4,6	3,5	2,5	25,0	36,9	33,7	38,3	128,6	156,6	207,9	227,2	
Autres Postes Nets	(887,3)	(907,0)	(880,9)	(874,9)	(889,3)	(895,3)	(874,1)	(949,5)	(967,4)	(935,3)	(1 052,3)	
MASSE MONETAIRE	6 502,7	6 520,7	6 574,6	7 170,8	7 361,6	7 490,1	7 718,2	8 511,6	8 487,3	8 579,4	8 721,3	
Multiplieur	2,2	2,2	2,2	2,4	2,2	2,2	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE V

U.M.O.A. : POSITION NETTE DES GOUVERNEMENTS

(en milliards de FCFA)

	2006			2007			2008				
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
BILLETS ET MONNAIES	19,6	20,1	19,9	18,4	20,3	20,4	17,5	18,0	21,1	20,1	19,1
DEPOTS A LA BANQUE CENTRALE	244,9	312,9	383,0	350,5	449,7	513,8	634,4	507,9	453,9	642,8	574,2
DEPOTS DANS LES BANQUES	726,4	718,2	721,7	789,9	782,1	882,5	941,3	989,9	999,6	1 012,1	1 030,7
OBLIGATIONS CAUTIONNEES	18,2	16,0	14,8	19,5	15,6	16,1	15,2	16,5	12,6	12,3	11,0
TOTAL DES CREANCES	1 009,1	1 067,2	1 139,4	1 178,3	1 267,7	1 432,8	1 608,4	1 532,3	1 487,2	1 687,3	1 635,0
CONCOURS DE LA BANQUE CENTRALE	347,2	339,2	326,4	316,9	308,5	304,5	299,2	291,0	287,2	282,7	278,8
Escompte OC	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Article 16	337,2	329,3	320,6	311,3	303,1	299,2	293,9	285,8	282,0	277,5	273,6
C.C.P.	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
TITRES D'ETAT ET CONSOLIDATIONS	10,0	9,9	5,8	5,6	5,4	5,3	5,3	5,2	5,2	5,2	5,2
CONCOURS DES BANQUES	883,3	924,7	980,9	1 056,4	992,4	1 128,6	1 381,3	1 407,8	1 433,8	1 474,7	1 398,7
DEPOTS EN CCP DES PART. ET ENTR.	35,3	37,3	39,8	45,8	44,5	53,3	60,4	60,9	44,9	33,1	44,0
DEPOTS EN CNE	43,7	45,4	45,1	45,2	47,7	50,0	50,4	49,5	51,6	53,6	54,0
CONCOURS DU FMI	164,3	155,4	154,5	148,0	144,3	142,2	163,4	155,2	151,7	191,2	202,0
AUTRES CONCOURS	56,9	56,9	56,9	51,7	51,7	51,7	51,7	49,6	49,6	49,6	49,6
TOTAL DES DETTES	1 530,7	1 558,9	1 603,6	1 664,0	1 589,1	1 730,3	2 006,4	2 014,0	2 018,8	2 084,9	2 027,1
POSITION NETTE	521,6	491,7	464,2	485,7	321,4	297,5	398,0	481,7	531,6	397,6	392,1

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires..

ANNEXE VI

U.M.O.A. : INTERVENTIONS GLOBALES DE LA BCEAO

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept. (*)
CONCOURS AUX BANQUES & ETS FIN.												
. MARCHE MONETAIRE	4,6	3,5	2,5	25,0	36,9	33,7	38,3	128,6	156,7	207,9	227,2	
. PENSION	0,0	0,0	0,0	0,0	31,4	30,8	35,0	50,0	90,0	100,0	100,0	
. AVANCES S/TITRES D'ETAT	4,6	3,5	2,5	25,0	5,5	2,9	3,3	78,6	66,7	107,9	127,2	
. CONSOLIDATION	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
. AUTRES CONCOURS	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
CONCOURS AUX TRESORS	347,2	339,2	326,4	316,9	308,5	304,4	299,2	291,0	287,2	282,7	278,8	
. ESCOMPTE OBLIGATIONS CAUTIONNEES	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
. DECOUVERT EN COMPTE COURANT	337,2	329,3	320,6	311,3	303,1	299,1	293,9	285,8	282,0	277,5	273,6	
. ESCOMPTE D'EFFETS PUBLICS (ART. 13)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
. ESCOMPTE D'EFFETS PUBLICS (ART. 15)	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
. TITRES D'ETAT ET CONSOLIDATIONS	10,0	9,9	5,8	5,6	5,4	5,3	5,3	5,2	5,2	5,2	5,2	
. CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
INTERVENTIONS TOTALES	351,8	342,7	328,9	341,9	345,4	338,1	337,5	419,6	443,9	490,6	506,0	

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE VII

BENIN : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008		
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
	AVOIRS EXTERIEURS NETS	434,4	420,9	449,8	520,2	495,7	513,5	594,6	656,8	625,6	721,8
Banque centrale	377,4	389,6	396,9	436,7	459,6	458,8	504,3	521,3	500,4	539,0	576,7
Banques	57,0	31,3	52,9	83,5	36,1	54,7	90,3	135,5	125,2	182,8	189,8
CREDIT INTERIEUR	255,5	237,5	244,1	255,0	231,2	234,2	201,3	232,1	259,6	290,6	322,9
Position nette du Gouvernement	(107,8)	(132,2)	(142,3)	(160,8)	(222,1)	(208,2)	(258,7)	(287,9)	(280,8)	(259,7)	(227,8)
Crédits à l'économie	363,3	369,7	386,4	415,8	453,3	442,4	460,0	520,0	540,4	550,3	550,7
Crédits de campagne	19,6	14,0	13,1	8,9	41,1	29,7	12,5	20,6	25,8	15,3	4,2
Crédits ordinaires	343,7	355,7	373,3	406,9	412,2	412,7	447,5	499,4	514,6	535,0	546,5
ACTIF = PASSIF	689,9	658,4	693,9	775,2	726,9	747,7	795,9	888,9	885,2	1 012,4	1 089,4
MASSE MONETAIRE	654,3	638,2	653,2	726,1	691,2	718,2	763,0	869,4	905,6	971,8	1 019,8
Circulation fiduciaire	218,0	215,0	211,6	253,0	204,9	206,3	203,5	238,9	251,6	286,1	329,5
Dépôts en CCP	9,8	9,4	8,6	9,2	9,2	9,5	12,6	12,6	7,9	9,0	8,5
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	426,5	413,8	433,0	463,9	477,1	502,4	546,9	617,9	646,1	676,7	681,8
Sociétés d'Etat et EPIC	43,5	43,2	48,2	50,6	55,7	58,8	68,8	72,6	81,8	85,2	85,3
A vue	16,7	17,3	17,0	19,2	20,4	22,5	29,3	35,2	42,2	34,9	36,4
A terme	26,8	25,9	31,2	31,4	35,3	36,3	39,5	37,4	39,6	50,3	48,9
Part. & Ent. privées	363,0	370,6	384,8	413,3	421,4	443,6	478,1	545,3	564,3	591,5	596,5
A vue	197,5	193,3	199,9	221,1	224,3	233,6	252,3	303,2	310,5	331,3	306,8
A terme	165,5	177,3	184,9	192,2	197,1	210,0	225,8	242,1	253,8	260,2	289,7
AUTRES POSTES NETS	35,6	20,2	40,7	49,1	35,7	29,5	32,9	19,5	(20,4)	40,6	69,6

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE VIII

BURKINA : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006			2007			2008				
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	227,9	227,2	226,5	221,0	383,9	432,3	458,3	409,3	383,4	353,7	333,2
Banque centrale	227,0	227,7	226,4	202,9	350,3	392,1	431,9	355,0	318,9	291,3	297,4
Banques	0,9	-0,5	0,1	18,1	33,6	40,2	26,4	54,3	64,5	62,4	35,8
CREDIT INTERIEUR	485,7	477,6	474,3	512,2	443,6	388,8	394,6	452,8	484,0	528,7	579,9
Position nette du Gouvernement	(20,8)	(27,2)	(56,8)	(30,2)	(107,2)	(133,9)	(141,6)	(93,8)	(91,8)	(79,4)	(52,8)
Crédits à l'économie	506,5	504,8	531,1	542,4	550,8	522,7	536,2	546,6	575,8	608,1	632,7
Crédits de campagne	90,0	94,3	90,0	75,5	46,9	53,1	33,2	18,1	58,4	40,9	29,8
Crédits ordinaires	416,5	410,5	441,1	466,9	503,9	469,6	503,0	528,5	517,4	567,2	602,9
ACTIF = PASSIF	713,6	704,8	700,8	733,2	827,5	821,1	852,9	862,1	867,4	882,4	913,1
MASSE MONETAIRE	649,0	648,0	628,8	661,6	760,2	783,3	817,9	813,2	812,8	829,1	846,9
Circulation fiduciaire	162,0	145,8	131,8	142,0	189,4	196,5	208,8	202,4	164,1	161,1	174,4
Dépôts en CCP	3,5	3,8	3,3	3,7	4,0	3,1	3,5	3,5	3,4	3,8	3,9
Dépôts en CNE	43,7	45,4	45,1	45,2	47,7	50,0	50,4	49,5	51,6	53,6	54,0
Dépôts en Banque	439,8	453,0	448,6	470,7	519,1	533,7	555,2	557,8	593,7	610,6	614,6
Sociétés d'Etat et EPIC	69,5	75,4	74,5	77,2	86,1	84,6	94,6	83,3	85,9	75,0	97,9
A vue	29,5	32,8	26,3	30,0	45,4	37,6	39,5	31,3	32,4	25,7	33,1
A terme	40,0	42,6	48,2	47,2	40,7	47,0	55,1	52,0	53,5	49,3	64,8
Part. & Ent. privées	370,3	377,6	374,1	393,5	433,0	449,1	460,6	474,5	507,8	535,6	516,7
A vue	188,7	174,1	170,1	192,2	210,2	205,2	209,7	231,1	243,2	241,2	239,7
A terme	181,6	203,5	204,0	201,3	222,8	243,9	250,9	243,4	264,6	294,4	277,0
AUTRES POSTES NETS	64,6	56,8	72,0	71,6	67,3	37,8	35,0	48,9	54,6	53,3	66,2

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE IX

COTE D'IVOIRE : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006			2007			2008				
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	830,3	776,8	795,7	821,8	1 062,6	1 000,9	965,2	1 036,6	1 006,6	928,4	902,2
Banque centrale	707,5	668,3	727,5	776,0	905,5	946,0	927,4	994,2	957,5	925,7	903,3
Banques	122,8	108,5	68,2	45,8	157,1	54,9	37,8	42,4	49,1	2,7	-1,1
CREDIT INTERIEUR	1 459,4	1 469,6	1 393,4	1 636,3	1 436,3	1 500,1	1 675,2	1 962,5	1 926,5	1 956,2	1 972,1
Position nette du Gouvernement	385,4	385,6	321,7	345,3	290,8	305,9	367,7	430,7	455,1	432,6	415,2
Crédits à l'économie	1 074,0	1 084,0	1 071,7	1 291,0	1 145,5	1 194,2	1 307,5	1 531,8	1 471,4	1 523,6	1 556,9
Crédits de campagne	43,9	54,2	26,0	65,7	53,9	37,7	32,8	96,6	74,0	60,7	48,4
Crédits ordinaires	1 030,1	1 029,8	1 045,7	1 225,3	1 091,6	1 156,5	1 274,7	1 435,2	1 397,4	1 462,9	1 508,5
ACTIF = PASSIF	2 289,7	2 246,4	2 189,1	2 458,1	2 498,9	2 501,0	2 640,4	2 999,1	2 933,1	2 884,6	2 874,3
MASSE MONETAIRE	2 073,8	2 047,5	2 010,3	2 294,8	2 351,4	2 347,4	2 463,3	2 836,5	2 780,4	2 749,5	2 767,2
Circulation fiduciaire	703,1	685,6	640,6	815,2	757,6	758,4	770,4	1 043,4	976,4	922,9	878,9
Dépôts en CCP	9,6	9,1	8,9	12,8	9,2	7,9	15,5	16,9	7,5	8,1	8,1
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	1 361,1	1 352,8	1 360,8	1 466,8	1 584,6	1 581,1	1 677,4	1 776,2	1 796,5	1 818,5	1 880,2
Sociétés d'Etat et EPIC	60,9	66,0	63,6	78,2	130,2	126,9	121,4	104,2	102,8	105,0	95,6
A vue	29,7	35,7	32,6	43,7	91,6	50,8	50,6	57,6	56,9	57,1	44,4
A terme	31,2	30,3	31,0	34,5	38,6	76,1	70,8	46,6	45,9	47,9	51,2
Part. & Ent. privées	1 300,2	1 286,8	1 297,2	1 388,6	1 454,4	1 454,2	1 556,0	1 672,0	1 693,7	1 713,5	1 784,6
A vue	627,9	624,0	619,0	679,4	707,5	718,0	798,4	865,3	833,1	841,7	847,9
A terme	672,3	662,8	678,2	709,2	746,9	736,2	757,6	806,7	860,6	871,8	936,7
AUTRES POSTES NETS	215,9	198,9	178,8	163,3	147,5	153,6	177,1	162,6	152,7	135,1	107,1

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

GUINEE-BISSAU : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept. (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS												
Banque centrale	38,7	41,7	43,4	43,2	44,5	43,5	50,2	51,5	47,6	55,3	63,5	
Banques	34,0	34,2	38,0	33,9	38,2	37,3	43,6	44,4	46,4	64,0	51,3	
CREDIT INTERIEUR	4,7	7,5	5,4	9,3	6,3	6,2	6,6	7,1	1,2	-8,7	12,2	
Position nette du Gouvernement	15,7	16,4	15,5	16,7	18,7	23,4	22,4	20,7	32,3	50,3	28,4	
Crédits à l'économie	11,8	10,0	9,1	10,4	10,3	10,9	12,2	10,2	15,7	15,6	10,8	
Crédits de campagne	3,9	6,4	6,4	6,3	8,4	12,5	10,2	10,5	16,6	34,7	17,6	
Crédits ordinaires	0,0	1,0	0,0	0,5	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	5,7	0,4	
	3,9	5,4	6,4	5,8	8,3	12,4	10,2	10,5	16,6	29,0	17,2	
ACTIF = PASSIF	54,4	58,1	58,9	59,9	63,2	66,9	72,6	72,2	79,9	105,6	91,9	
MASSE MONETAIRE												
Circulation fiduciaire	52,5	54,9	55,6	55,2	59,1	62,2	70,7	69,0	72,9	106,2	95,1	
Dépôts en CCP	38,9	40,4	39,6	39,7	34,6	38,7	41,2	43,5	45,8	68,1	58,3	
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Dépôts en Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Sociétés d'Etat et EPIC	13,6	14,5	16,0	15,5	24,5	23,5	29,5	25,5	27,1	38,1	36,8	
A vue	0,1	0,1	0,1	0,3	0,6	0,5	0,2	0,3	0,1	0,4	1,1	
A terme	0,1	0,1	0,1	0,3	0,6	0,5	0,2	0,3	0,1	0,4	1,1	
Part. & Ent. privées	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
A vue	13,5	14,4	15,9	15,2	23,9	23,0	29,3	25,2	27,0	37,7	35,7	
A terme	11,7	12,6	14,3	13,3	21,7	19,8	25,5	19,8	20,7	32,0	26,3	
AUTRES POSTES NETS	1,8	1,8	1,6	1,9	2,2	3,2	3,8	5,4	6,3	5,7	9,4	
	1,9	3,2	3,3	4,7	4,1	4,7	1,9	3,2	7,0	(0,6)	(3,2)	

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE XI

MALI : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006			2007			2008				
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS	466,5	490,8	440,4	524,0	530,5	483,0	475,5	526,4	526,8	506,4	437,6
Banque centrale	419,4	458,6	407,3	460,0	489,0	491,2	467,2	460,5	459,7	464,7	422,3
Banques	47,1	32,2	33,1	64,0	41,5	-8,2	8,3	65,9	67,1	41,7	15,3
CREDIT INTERIEUR	422,9	379,5	445,3	447,0	421,8	393,4	441,0	494,8	479,8	493,8	535,4
Position nette du Gouvernement	(67,5)	(91,1)	(79,4)	(128,2)	(115,6)	(141,4)	(110,0)	(123,5)	(128,8)	(134,9)	(118,1)
Crédits à l'économie	490,4	470,6	524,7	575,2	537,4	534,8	551,0	618,3	608,6	628,7	653,5
Crédits de campagne	28,3	29,2	17,2	0,0	15,8	16,3	8,0	0,0	0,0	17,2	8,0
Crédits ordinaires	462,1	441,4	507,5	575,2	521,6	518,5	543,0	618,3	608,6	611,5	645,5
ACTIF = PASSIF	889,4	870,3	885,7	971,0	952,3	876,4	916,5	1 021,2	1 006,6	1 000,2	973,0
MASSE MONETAIRE	816,2	803,1	816,3	931,9	884,7	878,3	894,1	1 018,3	1 013,7	1 009,3	1 010,2
Circulation fiduciaire	297,2	304,1	302,4	343,7	322,6	319,9	320,0	323,9	335,7	345,5	322,1
Dépôts en CCP	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	519,0	499,0	513,9	588,2	562,1	558,4	574,1	694,4	678,0	663,8	688,1
Sociétés d'Etat et EPIC	23,2	33,1	38,4	85,2	59,3	71,6	60,9	75,2	57,1	59,3	55,2
A vue	21,7	30,5	23,8	80,8	34,4	45,6	40,7	58,9	40,3	41,1	39,8
A terme	1,5	2,6	14,6	4,4	24,9	26,0	20,2	16,3	16,8	18,2	15,4
Part. & Ent. privées	495,8	465,9	475,5	503,0	502,8	486,8	513,2	619,2	620,9	604,5	632,9
A vue	294,8	250,6	255,4	276,2	307,4	297,6	302,3	325,9	332,6	317,9	329,8
A terme	201,0	215,3	220,1	226,8	195,4	189,2	210,9	293,3	288,3	286,6	303,1
AUTRES POSTES NETS	73,2	67,2	69,4	39,1	67,6	(1,9)	22,4	2,9	(7,1)	(9,1)	(37,2)

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE XII

NIGER : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006				2007				2008			
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Sept. (*)
AVOIRS EXTERIEURS NETS												
Banque centrale	135,6	122,0	128,8	155,5	177,8	155,9	160,5	225,1	186,8	331,6	284,8	
Banques	136,4	133,5	139,9	161,3	196,5	177,6	178,0	234,1	200,3	338,7	306,7	
	(0,8)	(11,5)	(11,1)	(5,8)	(18,7)	(21,7)	(17,5)	(9,0)	(13,5)	(7,1)	(21,9)	
CREDIT INTERIEUR	137,5	167,6	166,0	151,8	146,8	157,2	177,0	142,1	166,7	53,6	112,9	
Position nette du Gouvernement	6,7	23,3	17,0	(7,9)	(19,9)	(21,2)	(16,0)	(49,8)	(46,4)	(176,8)	(148,7)	
Crédits à l'économie	130,8	144,3	149,0	159,7	166,7	178,4	193,0	191,9	213,1	230,4	261,6	
Crédits de campagne	0,8	0,5	0,2	0,4	0,4	0,3	0,1	0,7	0,8	0,5	0,0	
Crédits ordinaires	130,0	143,8	148,8	159,3	166,3	178,1	192,9	191,2	212,3	229,9	261,6	
ACTIF = PASSIF	273,1	289,6	294,8	307,3	324,6	313,1	337,5	367,2	353,5	385,2	397,7	
MASSE MONETAIRE												
Circulation fiduciaire	263,5	277,0	273,3	289,1	309,2	299,7	308,3	356,2	342,8	367,7	386,7	
Dépôts en CCP	121,6	130,5	124,6	132,9	144,8	124,3	129,6	133,3	133,9	135,1	134,1	
Dépôts en CNE	1,5	1,4	1,5	1,8	2,0	1,4	1,4	1,4	1,6	1,8	1,9	
Dépôts en Banque	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	
Sociétés d'Etat et EPIC	140,4	145,1	147,2	154,4	162,4	174,0	177,3	221,5	207,3	230,8	250,7	
A vue	7,6	7,8	7,5	10,0	8,5	10,6	9,8	13,2	11,5	14,5	19,5	
A terme	2,9	3,6	3,2	5,0	3,5	5,3	4,4	8,7	6,0	9,2	14,1	
Part. & Ent. privées	4,7	4,2	4,3	5,0	5,0	5,3	5,4	4,5	5,5	5,3	5,4	
A vue	132,8	137,3	139,7	144,4	153,9	163,4	167,5	208,3	195,8	216,3	231,2	
A terme	76,4	82,1	83,6	89,4	92,2	99,8	98,0	126,5	112,5	127,3	136,7	
AUTRES POSTES NETS	56,4	55,2	56,1	55,0	61,7	63,6	69,5	81,8	83,3	89,0	94,5	
	9,6	12,6	21,5	18,2	15,4	13,4	29,2	11,0	10,7	17,5	11,0	

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE XIII

SENEGAL : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006			2007			2008				
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
	AVOIRS EXTERIEURS NETS	731,4	729,0	749,7	779,5	800,1	823,2	771,7	851,2	751,2	744,1
Banque centrale	550,6	581,9	590,5	569,3	618,9	656,9	635,3	644,3	562,6	620,7	550,8
Banques	180,8	147,1	159,2	210,2	181,2	166,3	136,4	206,9	188,6	123,4	131,4
CREDIT INTERIEUR	955,9	999,6	1 049,5	1 122,4	1 140,7	1 191,0	1 208,1	1 323,5	1 326,1	1 395,3	1 481,4
Position nette du Gouvernement	(90,2)	(89,1)	(49,9)	11,1	38,0	20,3	47,9	93,2	71,8	72,1	34,1
Crédits à l'économie	1 046,1	1 088,7	1 099,4	1 111,3	1 102,7	1 170,7	1 160,2	1 230,3	1 254,3	1 323,2	1 447,3
Crédits de campagne	18,2	10,6	8,6	8,9	25,2	21,3	13,1	10,4	17,1	15,7	9,5
Crédits ordinaires	1 027,9	1 078,1	1 090,8	1 102,4	1 077,5	1 149,4	1 147,1	1 219,9	1 237,2	1 307,5	1 437,8
ACTIF = PASSIF	1 687,3	1 728,6	1 799,2	1 901,9	1 940,8	2 014,2	1 979,8	2 174,7	2 077,3	2 139,4	2 163,6
MASSE MONETAIRE	1 552,9	1 596,7	1 633,6	1 751,3	1 785,6	1 863,3	1 821,3	1 972,1	1 903,4	1 900,0	1 922,6
Circulation fiduciaire	387,7	391,9	396,4	453,4	453,8	438,2	421,4	483,6	439,6	418,9	448,7
Dépôts en CCP	9,8	12,4	16,1	16,8	18,6	22,6	23,9	22,7	20,5	6,6	17,7
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	1 155,4	1 192,4	1 221,1	1 281,1	1 313,2	1 402,5	1 376,0	1 465,8	1 443,3	1 474,5	1 456,2
Sociétés d'Etat et EPIC	67,5	60,2	51,4	63,3	54,0	54,1	52,9	58,7	57,6	62,8	51,5
A vue	28,0	29,4	23,0	30,2	23,4	37,6	33,0	46,9	39,1	39,6	32,3
A terme	39,5	30,8	28,4	33,1	30,6	16,5	19,9	11,8	18,5	23,2	19,2
Part. & Ent. privées	1 087,9	1 132,2	1 169,7	1 217,8	1 259,2	1 348,4	1 323,1	1 407,1	1 385,7	1 411,7	1 404,7
A vue	545,0	561,8	577,7	605,2	621,2	713,7	674,9	714,3	705,0	739,2	680,9
A terme	542,9	570,4	592,0	612,6	638,0	634,7	648,2	692,8	680,7	672,5	723,8
AUTRES POSTES NETS	134,4	131,9	165,6	150,6	155,2	150,9	158,5	202,6	173,9	239,4	241,0

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

ANNEXE XIV

TOGO : SITUATION MONETAIRE INTEGREE

(en milliards de FCFA)

	2006			2007			2008				
	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept.	Déc.	Mars	Juin	Sept. (*)
	AVOIRS EXTERIEURS NETS	186,0	194,3	197,8	204,1	224,2	216,6	213,7	199,1	203,5	228,4
Banque centrale	127,2	144,9	146,8	153,1	174,9	170,7	180,0	162,5	158,0	165,1	196,8
Banques	58,8	49,4	51,0	51,0	49,3	45,9	33,7	36,6	45,5	63,3	48,8
CREDIT INTERIEUR	165,8	169,1	181,4	199,0	200,9	214,0	232,0	263,2	254,7	254,0	271,5
Position nette du Gouvernement	2,1	3,4	5,2	2,6	(4,9)	(0,8)	(2,7)	8,1	2,8	(4,2)	(24,5)
Crédits à l'économie	163,7	165,7	176,2	196,4	205,8	214,8	234,7	255,1	251,9	258,2	296,0
Crédits de campagne	0,4	0,4	0,5	0,1	0,2	0,1	0,0	0,5	0,1	0,0	0,0
Crédits ordinaires	163,3	165,3	175,7	196,3	205,6	214,7	234,7	254,6	251,8	258,2	296,0
ACTIF = PASSIF	351,8	363,4	379,2	403,1	425,1	430,6	445,7	462,3	458,2	482,4	517,1
MASSE MONETAIRE	326,0	339,0	363,4	384,9	413,0	425,9	450,9	449,5	476,2	473,3	500,4
Circulation fiduciaire	65,1	70,1	82,1	100,1	106,7	107,8	112,2	122,0	112,9	115,7	114,7
Dépôts en CCP	1,0	1,2	1,5	1,6	1,6	8,8	3,4	3,8	4,2	3,9	3,9
Dépôts en CNE	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Dépôts en Banque	259,9	267,7	279,8	283,2	304,7	309,3	335,3	323,7	359,1	353,7	381,8
Sociétés d'Etat et EPIC											
A vue	27,2	20,3	33,6	34,2	32,1	30,9	46,6	43,5	47,6	42,4	42,4
A terme	18,3	11,1	23,3	28,0	24,8	22,0	33,8	19,1	28,3	25,8	25,5
Part. & Ent. privées	8,9	9,2	10,3	6,2	7,3	8,9	12,8	24,4	19,3	16,6	16,9
A vue	232,7	247,4	246,2	249,0	272,6	278,4	288,7	280,2	311,5	311,3	339,4
A terme	113,0	124,3	122,4	120,4	136,9	140,1	142,6	133,6	142,2	137,7	165,6
AUTRES POSTES NETS	119,7	123,1	123,8	128,6	135,7	138,3	146,1	146,6	169,3	173,6	173,8
	25,8	24,4	15,8	18,2	12,1	4,7	(5,2)	12,8	(18,0)	9,1	16,7

Source : BCEAO.

(*) = données provisoires.

EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA A FIN SEPTEMBRE 2008 ET PERSPECTIVES

Ce chapitre analyse l'évolution de l'inflation mesurée par l'Indice Harmonisé des Prix à la Consommation (IHPC) dans les pays de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) à fin septembre 2008. Il décrit les principales sources de l'inflation et donne les perspectives pour l'ensemble de l'année 2008.

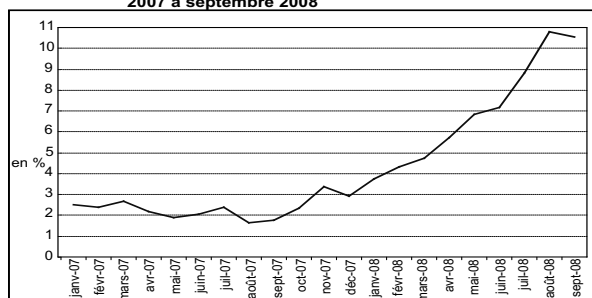
I - EVOLUTION DES PRIX A LA CONSOMMATION DANS LES ETATS MEMBRES DE L'UEMOA A FIN SEPTEMBRE 2008

1.1 - Evolution globale

Le troisième trimestre 2008 a été marqué par une persistance des tensions inflationnistes dans l'UEMOA. En effet, le taux d'inflation, en glissement annuel, est passé de 7,2% en juin 2008 à 10,5% à fin septembre 2008, avec un pic de 10,8% à fin août 2008 (cf. graphique 1). Les niveaux d'inflation atteints au troisième trimestre 2008 sont les plus hauts enregistrés depuis juillet 1995.

La hausse des prix des céréales locales, induite par les mauvaises récoltes de la campagne agricole 2007/2008, la flambée des prix des produits alimentaires importés de grande consommation (riz, blé, huile, lait, etc.) et l'impact des niveaux records atteints par les cours du pétrole brut au premier semestre 2008 constituent les principales causes de l'inflation dans les pays de l'Union.

Graphique 1 : Evolution de l'inflation en glissement annuel de janvier 2007 à septembre 2008



Source : BCEAO.

En moyenne, l'inflation s'est établie à 7,0% à fin septembre 2008 contre 2,2% à la même période de 2007. La fonction « Alimentation », avec une contribution de 5,0 points de pourcentage, explique 72,0% de l'inflation en moyenne à fin septembre 2008. Les composantes « Transport » et « Logement », avec des contributions respectives de 0,7 point de

pourcentage et 0,5 point de pourcentage ont également alimenté les tensions inflationnistes.

La hausse des prix des produits alimentaires résulte du renchérissement des céréales locales et des denrées importées. Ainsi, en glissement annuel, à fin septembre 2008, l'augmentation du prix du maïs a atteint 73,0% en moyenne dans l'Union et a varié entre 17,8% au Sénégal et 120,6% au Togo. La hausse des prix des céréales locales est due à une baisse de la production céréalière dans la sous-région au terme de la précédente campagne agricole et aux conséquences des inondations enregistrées au Togo en juillet 2008. L'impact de la baisse de la production céréalière dans les pays de l'UEMOA a été amplifié par l'augmentation de la demande émanant des pays voisins, notamment du Nigeria, et le recul de l'offre de maïs en provenance du Ghana, à la suite des déficits enregistrés dans ces pays. Toutefois, il convient de souligner une baisse des prix des céréales dans les pays côtiers en septembre 2008, notamment du maïs au Bénin (-27,0%) et au Togo (-16,1%), à la faveur des premières récoltes de la campagne 2008/2009. Dans les pays sahéliens, une amorce de baisse des prix des céréales locales a été observée, à partir de la troisième semaine du mois de septembre 2008, en liaison avec les anticipations d'une bonne récolte pour la campagne agricole 2008/2009.

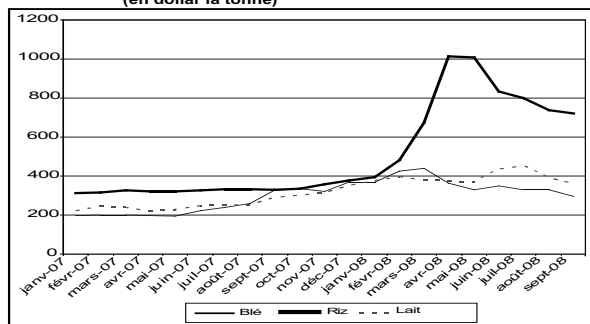
Selon le Fonds Monétaire International (FMI), les prix internationaux des produits alimentaires, exprimés en dollars US, ont connu une hausse de 14,0% en glissement annuel à fin septembre 2008. De manière spécifique, les cours mondiaux du riz ont enregistré une progression en glissement annuel de 118,7% à fin septembre 2008. Cependant, une rupture de la tendance haussière des prix des produits alimentaires a été observée au troisième trimestre 2008. Ainsi, comparés à juin 2008, les cours des denrées alimentaires en septembre 2008 ont baissé de 14,5%. Ceux du riz, du blé et du lait ont reculé sur cette période respectivement de 13,5%, 15,2% et 16,7% (voir graphique 2).

Les récentes baisses des cours mondiaux des produits alimentaires n'ont pas encore été répercutées de façon significative¹ sur les prix domestiques, qui

1. La dépréciation de 7,6% de l'euro par rapport au dollar entre juin et septembre 2008 limite l'ampleur de la baisse des cours en FCFA. Par ailleurs, la suppression des allègements fiscaux et des subventions accordés par certains Etats, notamment ceux sur le riz et l'huile au Sénégal, conjuguée aux rigidités habituelles à la baisse des prix expliquent la non répercussion de cette tendance baissière des cours mondiaux sur les prix domestiques.

avaient connu de fortes hausses au premier semestre 2008. Ainsi, en glissement annuel à fin septembre 2008, les prix du riz ont progressé en moyenne de 59,4% dans l'UEMOA, avec une variation par pays comprise entre 22,2% au Niger et 79,0% en Côte d'Ivoire. Ceux des produits laitiers, de l'huile et du pain ont augmenté sur un an respectivement de 14,1%, 21,4% et 13,6% dans l'Union.

Graphique 2 : Evolution des cours mondiaux du riz, du blé et du lait (en dollar la tonne)



Source : BCEAO.

L'évolution de la composante « Transport » est liée au renchérissement des produits pétroliers, en rapport avec la flambée des cours mondiaux du pétrole brut qui ont atteint en moyenne 134,6 dollars en août 2008, avant de redescendre à 104,2 dollars en septembre

2008 contre 78,2 dollars en septembre 2007. Les prix du pétrole brut, exprimés en FCFA, ont augmenté de 28,8% en glissement annuel à fin septembre 2008. Cette évolution s'est traduite par une progression de 16,2% du prix de l'essence super et de 25,7% de celui du gazole dans l'ensemble de l'Union.

L'accélération des tensions inflationnistes dans l'Union est confirmée par l'évolution de l'inflation sous-jacente. En effet, l'inflation sous-jacente dans l'UEMOA, calculée par la BCEAO, est passée de 1,9% à fin décembre 2007 à 3,0% à fin juin 2008 et 4,8% à fin septembre 2008. En moyenne à fin septembre 2008, elle s'est située à 3,4% contre 1,9% à la même période de 2007. L'inflation hors produits frais et énergie s'est, pour sa part, établie à 6,3% en glissement annuel à fin septembre 2008 contre 6,0% en juin 2008 et 3,5% à fin décembre 2007.

Par pays, le taux d'inflation, en moyenne à fin septembre 2008, est ressorti à 10,8% au Niger, 10,5% au Burkina, 10,4% en Guinée-Bissau, 9,3% au Mali, 8,4% au Togo, 7,4% au Bénin, 5,9% au Sénégal et 5,5% en Côte d'Ivoire. Le tableau 1, ci-après, retrace l'évolution comparée des prix à fin septembre 2007 et 2008.

Tableau 1 : UEMOA - Evolution des prix à fin juin (en %)

Pays	Glissement annuel		Inflation en moyenne	
	A fin Sept. 2007	A fin Sept. 2008	A fin Sept. 2007	A fin Sept. 2008
Bénin	-0,4	12,0	1,1	7,4
Burkina	0,4	13,1	-1,2	10,5
Côte d'Ivoire	1,2	9,7	2,1	5,5
Guinée-Bissau	4,3	12,9	3,6	10,4
Mali	1,4	12,9	1,2	9,3
Niger	-0,6	15,4	-1,2	10,8
Sénégal	6,0	7,9	5,7	5,9
Togo	-1,9	12,1	0,4	8,4
UEMOA	1,8	10,5	2,2	7,0
Zone euro	2,1	3,6	1,9	3,6
Ghana (*)	10,8	17,9	10,8	18,0
Nigeria (*)	8,5	12,0	8,5	10,0
Etats-Unis	2,8	4,9	2,5	4,6
Japon	-0,2	2,1	0,0	1,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

(*) : Estimations pour septembre 2008.

Le degré de convergence de l'inflation entre les pays de l'UEMOA s'est accru, consécutivement à la généralisation de la hausse des prix. L'écart-type des taux d'inflation en moyenne s'est ainsi fixé à 2,1 points de pourcentage à fin septembre 2008 contre 2,3 points de pourcentage à la même période de 2007.

Par rapport à la Zone euro où le taux d'inflation en moyenne à fin septembre 2008 s'est établi à 3,6%, le

différentiel d'inflation est défavorable à l'Union de 3,4 points de pourcentage. Cependant, vis-à-vis de l'ensemble de ses partenaires environnants², l'UEMOA a enregistré, à fin septembre 2008, un différentiel d'inflation favorable de 0,7 point de pourcentage.

2. Les pays environnants ayant les échanges commerciaux les plus importants avec les économies de l'Union sont le Nigeria, le Ghana, la Mauritanie et la Gambie.

1.2- Evolution par pays

1.2.1 - Bénin

L'inflation, en moyenne à fin septembre 2008, est ressortie à 7,4% contre 1,1% à la même période de 2007. Cette accélération est liée au renchérissement de 62,8% des céréales, en rapport avec la baisse de 8,2% de la production céréalière de la campagne agricole 2007/2008. En outre, l'augmentation des exportations de maïs vers le Nigeria, où la production de céréales au cours de la campagne agricole 2007/2008 a baissé de l'ordre de 6,8%, a accentué la hausse des prix. La progression des prix des produits alimentaires importés, notamment de l'huile (24,7%), des produits pétroliers et des services de transport (4,4%), a également contribué à la hausse de l'inflation. Les rubriques « Alimentation » et « Transport », avec des contributions respectives de 6,1 points de pourcentage et 0,6 point de pourcentage, constituent les principales sources de l'inflation en moyenne à fin septembre 2008.

1.2.2 - Burkina

Le taux d'inflation, en moyenne à fin septembre 2008, s'est établi à 10,5% contre -1,2% à la même période de 2007. Cette évolution est imputable à la progression de 24,2% des prix des produits alimentaires. Les plus importantes hausses ont concerné les céréales (50,6%), l'huile (31,4%) et le lait (14,3%). Par ailleurs, le relèvement des prix du ciment de 16,2%, à la suite de pénuries, et la révision à la hausse des prix des carburants et des services de transport de 5,9% ont alimenté les pressions inflationnistes. Les évolutions des prix des composantes « Alimentation » et « Transport » ont contribué respectivement à hauteur de 7,3 points de pourcentage et 1,1 point de pourcentage à l'inflation, en moyenne, à fin septembre 2008.

1.2.3 - Côte d'Ivoire

L'inflation à fin septembre 2008 s'est située à 5,5% en moyenne contre 2,1% à la même période de l'année 2007. La hausse des prix résulte du renchérissement de 10,6% des produits alimentaires, notamment du riz importé, du lait et de l'huile, en relation essentiellement avec la flambée de leurs cours sur les marchés internationaux. Les tensions ont été également induites par la progression du prix du ciment, du gaz, des carburants et des services de transports. La composante « Alimentation » est la principale source de la hausse des prix, avec une contribution de 3,4 points de pourcentage à l'inflation totale. Les rubriques « Transport » et « Restauration » ont contribué chacune à hauteur de 0,6 point de

pourcentage à l'accroissement des prix en moyenne à fin septembre 2008.

1.2.4 - Guinée-Bissau

La variation du niveau général des prix a atteint 10,4%, en moyenne sur les neuf premiers mois de 2008 contre 3,6% à la même période de 2007. Cette accélération de l'inflation est induite par la progression de 9,7% des prix des produits alimentaires, liée au renchérissement du riz importé, du lait et de l'huile, en rapport avec la hausse des cours internationaux, ainsi que les difficultés d'approvisionnement du marché local. Elle est également liée au relèvement des prix du gaz domestique (23,6%) et des loyers (8,4%). La composante « Alimentation » a contribué pour 9,7 points de pourcentage (93,0%) à l'inflation totale à fin septembre 2008.

1.2.5 - Mali

L'indice harmonisé des prix à la consommation a progressé de 9,3% en moyenne à fin septembre 2008 contre 1,2% un an plus tôt. La progression des prix est essentiellement imputable au renchérissement des céréales, en rapport avec les résultats mitigés de la campagne agricole 2007/2008 et l'augmentation des cours mondiaux du riz. En outre, la flambée des cours internationaux du lait, des oléagineux et du blé s'est traduite par une augmentation des prix domestiques du pain (21,4%), du lait (33,7%) et de l'huile (36,1%). Par ailleurs, une progression des prix du ciment (14,6%) et des produits pétroliers (6,6%) a été observée. L'évolution des prix des produits alimentaires, avec une contribution de 6,5 points de pourcentage, explique environ 70% de l'inflation totale à fin septembre 2008. Les composantes « Transport » et « Logement » ont contribué à hauteur de 0,7 point de pourcentage et 0,6 point de pourcentage à l'inflation.

1.2.6 - Niger

L'inflation, en moyenne sur les neuf premiers mois de 2008, est ressortie à 10,8% contre -1,2% un an plus tôt. Cette accélération s'explique par la hausse de 19,0% des prix des produits alimentaires, induite par la flambée des cours internationaux du lait, des oléagineux et du blé, ainsi que la diminution de l'offre de céréales locales. Elle résulte également de l'augmentation en moyenne des prix des carburants (15,7%), en rapport avec la progression des cours mondiaux du pétrole brut, et du renchérissement de 15,3% du ciment. Les composantes « Alimentation », « Logement » et « Transport » ont contribué respectivement à hauteur de 8,7 points de pourcentage, 0,7 point de pourcentage et 0,7 point de pourcentage à l'inflation totale à fin septembre 2008.

1.2.7 - Sénégal

La progression des prix, en moyenne à fin septembre 2008, s'est située à 5,9% contre 5,7% à la même période de 2007. Cette augmentation résulte du renchérissement de 10,1% des produits alimentaires, notamment de l'huile (13,3%), du lait (14,8%), du pain (16,7%) et du riz (25,0%), en rapport essentiellement avec les tensions sur les marchés mondiaux. L'inflation est également due à la hausse des prix des carburants et des services de transport (11,1%) et au relèvement du coût de l'électricité³ à partir d'août 2008. Les composantes « Produits alimentaires » et « Transport » sont les principales sources de l'inflation avec respectivement des contributions de 4,3 points de pourcentage et 0,8 point de pourcentage à l'inflation totale.

1.2.8 - Togo

L'inflation est ressortie, en variation moyenne, à 8,4% sur les neuf premiers mois de 2008 contre 0,4% à la même période de 2007. Cette accélération est due à la hausse de 21,2% des prix des produits alimentaires, notamment de l'huile (29,2%), du pain (34,8%) et des céréales (79,9%). Par ailleurs, un relèvement d'environ

18,0% des prix des carburants a été observé en août 2008. L'incidence des inondations enregistrées en juillet 2008, l'augmentation des exportations de céréales à destination des pays limitrophes et les tensions sur les cours mondiaux des produits alimentaires expliquent cette orientation des prix. La contribution de la composante « Alimentation » atteint 7,0 points de pourcentage, soit 83,3% de l'inflation totale à fin septembre 2008.

II - PERSPECTIVES D'EVOLUTION A COURT TERME DES PRIX

L'inflation s'inscrirait globalement en baisse au cours du quatrième trimestre 2008. Le taux d'inflation en glissement annuel passerait de 10,5% en septembre 2008 à 8,6% en décembre 2008.

Cette décélération de l'inflation serait liée à la baisse des prix des céréales locales au dernier trimestre 2008, à la suite de bonnes récoltes de la campagne agricole 2008/2009. Elle résulterait également de l'impact de l'orientation baissière des cours du baril du pétrole brut et de ceux des produits alimentaires importés (blé, riz, lait, etc.).

Tableau 2 : UEMOA - Evolution prévisible des prix à fin décembre 2008 (en %)

Pays	Inflation en glissement annuel		Inflation en moyenne	
	Réalisations déc. 2007	Estimations déc. 2008	Réalisations déc 2007	Estimations déc 2008
Bénin	0,3	11,3	1,3	8,2
Burkina	2,3	9,9	-0,3	10,4
Côte d'Ivoire	1,5	9,1	1,9	6,5
Guinée-Bissau	9,3	8,2	4,6	10,1
Mali	2,2	8,4	1,4	9,5
Niger	4,7	10,4	0,1	11,0
Sénégal	6,1	6,1	5,9	6,1
Togo	3,4	7,6	0,9	8,6
UEMOA	2,9	8,6	2,4	7,5

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

En moyenne, le taux d'inflation dans l'UEMOA ressortirait à 7,5% en 2008 contre 2,4% en 2007. Il

s'établirait à 11,0% au Niger, 10,4% au Burkina, 10,1% en Guinée-Bissau, 9,5% au Mali, 8,6% au Togo, 8,2% au Bénin, 6,5% en Côte d'Ivoire et 6,1% au Sénégal.

3. Hausse de 13,7% pour la deuxième tranche en basse tension.

EVOLUTION DE L'INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100 =1996 (1)

Périodes	COTONOU			OUAGADOUGOU			ABIDJAN			BISSAU			BAMAKO		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100	38,32		100	32,09		100	30,98		100	59,72		100	48,32	
Pondérations par pays en %	8,81	9,13		6,78	5,58		38,46	32,28		1,44	2,33		8,65	11,32	
Glissements annuels en l'an 2007 (en%)															
Juin	1,6	-3,7	4,5	-1,1	-2,7	-0,4	2,0	4,4	0,9	2,5	1,7	3,6	0,9	0,4	1,2
Juillet	1,8	-2,2	3,9	-1,4	-4,5	0,1	1,3	3,9	0,2	3,0	3,5	2,3	1,6	2,5	0,9
Août	1,0	-4,5	4,0	-1,6	-3,2	-0,8	0,9	4,2	-0,6	3,1	3,7	2,2	2,1	3,6	0,9
Septembre	-0,4	-5,4	2,4	0,4	2,6	-0,5	1,2	5,2	-0,5	4,3	5,6	2,5	1,4	2,3	0,5
Octobre	2,5	5,0	1,1	1,4	5,2	-0,3	1,1	5,3	-0,7	4,5	6,3	2,0	1,9	3,0	0,9
Novembre	3,2	7,0	1,2	3,9	7,6	2,3	1,1	3,9	-0,1	9,4	14,8	1,8	2,0	3,5	0,7
Décembre	0,3	-0,2	0,6	2,3	2,4	2,2	1,5	4,7	0,1	9,3	14,4	2,2	2,2	4,0	0,7
Glissements annuels en l'an 2008 (en%)															
Janvier	1,3	3,7	-0,0	6,9	14,2	3,9	2,1	4,0	1,2	6,7	10,1	1,9	4,0	6,4	2,0
Février	2,6	5,2	1,2	7,1	13,8	4,3	2,7	5,7	1,3	8,6	13,0	2,4	5,8	10,9	1,7
Mars	5,7	11,6	2,5	7,5	16,1	4,0	3,5	7,8	1,5	5,5	9,2	0,3	6,1	10,0	2,9
Avril	5,8	11,4	2,8	7,7	16,8	3,9	4,1	10,1	1,4	8,3	13,1	1,3	9,4	16,0	4,0
Mai	7,9	18,3	2,4	11,0	27,3	4,0	4,9	10,8	2,2	9,1	15,5	-0,1	9,9	15,7	5,0
Juin	5,9	18,5	-0,6	15,1	39,3	4,3	5,2	11,8	2,1	13,3	21,0	2,4	10,3	14,7	6,4
Juillet	10,9	27,3	2,4	11,4	29,1	3,6	8,2	15,7	4,7	13,9	22,4	1,5	12,3	17,5	7,6
Août	15,2	37,4	4,3	14,0	30,6	6,7	9,0	14,2	6,5	14,6	23,0	2,0	12,8	17,3	8,8
Septembre	12,0	29,6	3,2	13,1	28,0	6,4	9,7	14,9	7,3	12,9	18,9	4,0	12,9	17,5	8,8
Octobre	10,3			10,8			10,1			12,1			11,4		
Novembre	9,3			9,6			9,6			8,3			10,2		
Décembre	11,3			9,9			9,1			8,2			8,4		
Moyenne annuelle (en %)															
Neuf premiers mois de 2007	1,1	-2,3	2,9	-1,2	-3,4	-0,2	2,1	5,7	0,6	3,6	3,9	3,1	1,2	1,3	1,1
Neuf premiers mois de 2008	7,4	17,8	2,0	10,5	24,2	4,6	5,5	10,6	3,1	10,4	16,4	1,7	9,3	14,1	5,3

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

(1) Sauf l'indice Guinée-Bissau qui est en base (100= Juillet 2001 - Juin 2002).

EVOLUTION DE L'INDICE HARMONISE DES PRIX A LA CONSOMMATION

Base 100 =1996 (1)

Périodes	NIAMEY			DAKAR			LOME			UEMOA		
	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.	Indice Général	Alim.	H. Alim.
Pondérations par fonction	100	43,55		100	40,32		100	36,67		100	36,91	63,09
Pondérations par pays en %	6,21	7,33		22,87	24,98		6,78	6,74		100	100	
Glissements annuels en l'an 2007 (en%)												
Juin	-2,5	-4,3	-0,9	6,0	7,3	5,0	-0,1	-1,3	0,6	2,1	2,4	1,9
Juillet	-1,2	-3,4	0,8	6,9	9,5	5,0	3,9	10,2	0,9	2,4	3,8	1,6
Août	-1,5	-3,1	-0,1	5,7	7,0	4,8	-0,0	-0,8	0,4	1,7	2,7	1,1
Septembre	-0,6	-1,0	-0,3	6,0	7,5	4,8	-1,9	-5,1	-0,3	1,8	3,3	0,9
Octobre	1,9	4,0	0,1	5,6	7,5	4,2	0,3	5,0	-1,8	2,3	5,5	0,6
Novembre	4,8	8,0	2,2	6,9	10,5	4,1	4,1	14,3	-0,5	3,4	7,3	1,2
Décembre	4,7	7,3	2,6	6,1	9,3	3,8	3,4	10,9	-0,1	2,9	6,1	1,2
Glissements annuels en l'an 2008 (en%)												
Janvier	5,9	8,5	3,7	6,1	10,9	2,7	4,0	10,7	0,7	3,8	7,3	1,7
Février	7,6	12,9	3,4	5,5	10,0	2,3	4,5	12,5	0,8	4,3	8,8	1,8
Mars	8,7	15,4	3,2	4,3	7,1	2,2	4,8	13,9	0,4	4,8	9,5	2,0
Avril	8,5	14,2	4,0	5,2	9,2	2,2	7,5	20,4	1,2	5,7	11,9	2,2
Mai	9,5	15,8	4,3	6,0	10,9	2,6	9,3	24,4	1,6	6,9	14,2	2,7
Juin	10,5	17,1	4,8	5,9	10,6	2,5	8,5	23,8	0,8	7,2	15,3	2,5
Juillet	15,3	28,7	3,9	4,9	7,3	3,0	8,5	23,8	0,4	8,8	17,2	3,9
Août	15,4	27,6	4,9	7,4	11,6	4,1	16,0	37,3	5,7	10,8	19,2	5,9
Septembre	15,4	29,3	3,5	7,9	12,8	4,0	12,1	24,1	6,5	10,5	18,3	6,0
Octobre	12,3			7,5			12,3			10,0		
Novembre	11,4			6,1			7,9			8,8		
Décembre	10,4			6,1			7,6			8,6		
Moyenne annuelle (en %)												
Neuf premiers mois de 2007	-1,2	-2,9	0,2	5,7	6,7	5,1	0,4	0,5	0,3	2,2	3,2	1,6
Neuf premiers mois de 2008	10,8	19,0	4,0	5,9	10,1	2,9	8,4	21,2	2,0	7,0	13,6	3,2

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

(1) Sauf l'indice Guinée-Bissau qui est en base (100= Juillet 2001 - Juin 2002).

CONTRIBUTION DES FONCTIONS DE L'IHPC A L'INFLATION MOYENNE A FIN SEPTEMBRE (en point de pourcentage)

Fonctions	Bénin	Burkina	Côte d'Ivoire	Guinée-Bissau	Mali	Niger	Sénégal	Togo	Union
Produits alimentaires et boissons non alc	6,1	7,3	3,4	9,7	6,5	8,7	4,3	7,0	5,0
Boissons alcoolisées, Tabac et stupéfiant	0,0	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,1	0,1
Habillement	0,0	0,1	-0,1	-0,5	0,4	0,2	0,1	0,0	0,0
Logement	0,4	0,8	0,5	0,8	0,6	0,7	0,2	0,2	0,5
Ameublement	0,2	0,4	0,4	0,1	0,5	0,2	0,2	0,2	0,3
Santé	0,1	0,1	0,1	0,1	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0
Transport	0,6	1,1	0,6	0,3	0,7	0,7	0,8	0,7	0,7
Communication	0,0	0,0	-0,4	-0,1	-0,1	0,0	0,0	0,0	-0,1
Loisirs et culture	-0,1	0,1	0,0	-0,1	0,0	0,0	-0,1	0,1	0,0
Enseignement	0,0	0,0	0,0	0,0	0,1	0,0	0,1	0,0	0,0
Restaurants et Hôtels	0,1	0,2	0,6	0,0	0,2	0,3	0,2	0,0	0,3
Autres biens	0,0	0,3	0,3	0,0	0,3	0,0	0,1	0,0	0,2
Ensemble	7,4	10,5	5,5	10,4	9,3	10,8	5,9	8,4	7,0
Composantes hors alimentation	1,3	3,2	2,1	0,7	2,8	2,1	1,6	1,4	2,0
Composantes hors transport	6,8	9,4	4,9	10,1	8,6	10,1	5,1	7,7	6,3
Composantes hors alimentation et transp	0,7	2,1	1,5	0,4	2,1	1,4	0,8	0,7	1,3

Sources : Instituts Nationaux de la Statistique et BCEAO.

EVOLUTION DES PRIX DES CARBURANTS DANS LES ETATS DE L'UNION

(En FCFA /litre)

	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07	janv-08	févr-08	mars-08	avr-08	mai-08	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	glissement annuel en septembre 2008 (en %)
Bénin														
Essence super	480	480	480	475	475	475	475	475	475	475	575	650	595	24,0
Gazole	405	405	405	430	430	430	430	430	430	430	560	640	595	46,9
Pétrole lampant	350	350	350	350	350	350	350	350	350	350	375	400	400	14,3
Burkina														
Essence super	655	655	655	655	670	670	670	670	670	670	693	720	720	9,9
Gazole	578	578	578	578	603	603	603	603	603	603	646	695	695	20,2
Pétrole lampant	450	450	450	450	460	460	460	460	460	460	460	460	460	2,2
Côte d'Ivoire														
Essence super	615	615	615	615	615	615	615	615	615	615	765	795	795	29,3
Gazole	545	545	545	545	545	545	545	545	545	545	711,667	685	685	25,7
Pétrole lampant	395	395	395	395	395	395	395	395	395	470	531,667	495	495	25,3
Guinée Bissau														
Essence super	700	700	700	700	700	678	670	670	670	801	801	801	801	14,4
Gazole	520	520	520	520	520	520	569	569	569	729	729	729	729	40,2
Pétrole lampant	427	427	427	427	427	427	427	427	427	500	500	500	500	17,1
Mali														
Essence super	615	620	625	625	625	625	625	625	643	664	695	695	695	13,0
Gazole	525	535	535	535	535	535	535	535	563	580	585	585	585	11,4
Pétrole lampant	440	445	445	445	445	445	445	445	445	445	445	445	445	1,1
Niger														
Essence super	616	616	633	653	670	670	670	670	670	670	670	670	670	8,8
Gazole	570	570	613	642	664	664	664	664	664	664	664	664	664	16,5
Pétrole lampant	450	450	469	510	510	505	505	505	505	505	505	505	505	12,2
Sénégal														
Essence super	700	694	697	715	724	725	722	736	755	802	823	808	808	15,4
Gazole	580	597	606	632	647	640	647	668	704	784	813	795	764	31,6
Togo														
Essence super	505	505	505	505	505	505	505	505	505	505	505	559	595	17,8
Gazole	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	500	554	590	18,0
Pétrole lampant	370	370	370	370	370	370	370	370	370	370	370	370	370	0,0

Source : BCEAO.

ANNEXE IV

EVOLUTION DES PRIX DES CEREALES DANS LES ETATS DE L'UEMOA

(en FCFA)

	sept-07	oct-07	nov-07	déc-07	janv-08	févr-08	mars-08	avr-08	mai-08	juin-08	juil-08	août-08	sept-08	Sept. 08 / Sept. 07
Mais (prix du sac de 100 Kg)														
Bénin	13 100	14 400	19 500	17 800	18 900	19 400	22 800	24 200	30 800	30 800	39 000	36 600	26 700	103,8%
Burkina	12 200	13 100	15 100	15 000	15 300	15 300	15 300	16 000	19 900	20 700	22 600	24 000	23 750	94,7%
Mali	14 400	14 700	14 600	14 400	14 200	14 500	14 600	15 000	15 300	17 200	19 300	19 400	20 300	41,0%
Niger	11 750	12 083	14 416	15 500	15 290	17 271	18 667	17 500	17 708	18 500	19 875	22 500	22 647	92,7%
Sénégal	19 100	19 100	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	20 000	22 500	22 500	22 500	17,8%
Togo	11 740	9 700	14 539	13 974	16 600	16 200	16 750	20 750	28 158	26 400	31 000	30 863	25 900	120,6%
Petit mil (prix du sac de 100 Kg)														
Bénin	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Burkina	15 400	16 000	16 700	16 300	15 400	15 400	17 000	17 200	22 600	21 500	22 600	22 800	24 000	55,8%
Mali	14 600	14 700	14 800	14 700	14 200	14 800	15 000	15 100	15 400	17 000	18 800	19 000	19 700	34,9%
Niger	14 583	13 750	14 417	14 500	13 560	15 000	16 000	17 000	17 000	17 750	19 750	20 000	20 529	40,8%
Sénégal	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 000	25 800	3,2%
Togo	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-

Source : BCEAO.

INFORMATIONS GENERALES

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL D'ADMINISTRATION DE LA BCEAO

(Niamey, 17 décembre 2008)

Le Conseil d'Administration de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) s'est réuni, le mercredi 17 décembre 2008, à partir de 9 heures dans les locaux de l'Agence Principale de la BCEAO à Niamey, en République du Niger, sous la présidence de Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY, Gouverneur de la BCEAO, son Président statutaire.

Le Conseil, examinant la situation économique, financière et monétaire de l'Union Monétaire Ouest Africaine au 30 septembre 2008, a salué les performances réalisées par les Etats membres en matière de production agricole, qui ont contribué à la détente des pressions inflationnistes.

Les Administrateurs ont relevé que l'activité au sein de l'Union pourrait se ressentir des incidences de la récession dans les pays développés et du ralentissement de l'activité économique dans les pays émergents. Ils ont noté que la dégradation de l'environnement économique et financier international renforcerait les pressions sur les budgets des Etats membres. A cet égard, ils ont insisté sur l'importance à accorder à la poursuite des actions engagées visant à concilier la faiblesse des ressources budgétaires et les priorités en matière de dépenses d'investissement en soutien à la croissance, ainsi que celles en faveur des secteurs sociaux.

Le Conseil d'Administration a adopté le budget de la Banque Centrale pour l'année 2009 ainsi que les programmes monétaires pour 2009 proposés par les Comités Nationaux du Crédit.

Les membres du Conseil ont salué l'élaboration, sous la coordination de la BCEAO, d'un référentiel comptable spécifique des systèmes financiers décentralisés et instruit l'Institut d'émission de prendre les dispositions idoines pour son entrée en vigueur, à compter du 1er janvier 2010.

Le Conseil a autorisé l'admissibilité en support aux opérations de refinancement de la Banque Centrale des titres émis par les Autorités togolaises dans le cadre de l'assainissement du système bancaire.

Les Administrateurs ont recommandé l'adoption du plan d'action en vue du renforcement de la solidité et de l'efficacité du secteur financier. Ils ont, à cet effet, souligné la nécessité d'une implication effective de l'ensemble des acteurs concernés pour la réussite de ce plan.

Le Conseil a pris note de l'état des relations entre les Etats membres de l'Union et le Fonds Monétaire International, ainsi que des dernières évolutions intervenues dans la mise en oeuvre du dispositif de lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme dans les Etats membres de l'UEMOA.

Les membres du Conseil se sont félicités des avancées enregistrées dans le processus de ratification et d'adoption des textes de base de la Réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO. Ils ont exhorté les Etats qui n'ont pas encore achevé ce processus à accélérer les procédures en cours en vue de permettre l'entrée en vigueur diligente de ladite Réforme.

Les membres du Conseil d'Administration tiennent à exprimer aux Autorités et au peuple nigériens leurs remerciements pour l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour.

Fait à Niamey, le 17 décembre 2008

Le Président du Conseil d'Administration

Philippe-Henri DACOURY-TABLEY

COMMUNIQUE DE PRESSE DU CONSEIL DES MINISTRES DE L'UNION

(Niamey, 19 décembre 2008)

Le Conseil des Ministres de l'Union s'est réuni en session ordinaire, le vendredi 19 décembre 2008, à partir de 9 heures, dans les locaux de l'Agence Principale de la Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO), à Niamey en République du Niger, sous la présidence de Monsieur Charles Koffi DIBY, Ministre de l'Economie et des Finances de la République de Côte d'Ivoire, son Président en exercice.

Ont également pris part à ces travaux, Monsieur Soumaïla CISSE, Président de la Commission de l'Union Economique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA), Monsieur Philippe-Henri DACOURY-TABLEY, Gouverneur de la BCEAO, Monsieur Abdoulaye BIO-TCHANE, Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) et Monsieur Martin GBEDEY, Président du Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Au titre de la BCEAO, le Conseil, examinant la situation économique, financière et monétaire de l'Union à fin septembre 2008, a relevé la détente de l'inflation à la faveur des résultats satisfaisants de la campagne agricole. Les Ministres ont pris acte des actions à entreprendre pour assurer, dans de bonnes conditions, la commercialisation des productions dans l'Union et exhorté les Etats membres à mettre en oeuvre les recommandations formulées à cet effet.

Le Conseil des Ministres s'est préoccupé de la dégradation de l'environnement économique et financier international, en particulier son impact en matière de ralentissement des flux commerciaux et financiers avec l'extérieur. Il a en outre relevé que cette évolution est de nature à accroître les pressions sur les budgets des Etats membres. Aussi a-t-il insisté sur la nécessité de concilier l'insuffisance des ressources budgétaires et les priorités en matière de dépenses sociales et d'investissement dans les secteurs de soutien à la croissance.

Le Conseil des Ministres a adopté un plan d'action, en vue du renforcement de la solidité du secteur financier de l'Union, à la suite des recommandations formulées dans le cadre du Programme d'Evaluation du Secteur Financier de l'UEMOA.

Les Ministres ont été informés de l'adoption par le Conseil d'Administration de la BCEAO des programmes monétaires pour les Etats membres de l'Union au titre de l'année 2009.

Les membres du Conseil se sont félicités des avancées enregistrées dans le processus de ratification et d'adoption des textes de base de la Réforme institutionnelle de l'UMOA et de la BCEAO. Ils ont exhorté les Etats qui n'ont pas encore achevé ce processus à accélérer les procédures en cours, en vue de permettre l'entrée en vigueur diligente de ladite Réforme.

Au titre de la Commission Bancaire de l'UMOA, le Conseil a pris connaissance des résultats des travaux de la soixante-quatrième session tenue le 15 décembre 2008.

Au titre du CREPMF, le Conseil des Ministres de l'UMOA a approuvé le procès-verbal de la réunion ordinaire tenue le 26 septembre 2008 à Bamako.

Il a également approuvé le collectif budgétaire pour l'année 2008 ainsi que le budget de l'exercice 2009 du Conseil Régional. Le Conseil des Ministres a en outre décidé de proroger au 31 décembre 2009, le délai accordé aux institutions financières internationales pour bénéficier d'une exemption fiscale dans le cadre de leurs émissions d'emprunts obligataires sur le marché financier de l'UMOA.

Le Conseil a par ailleurs été informé de l'évolution des activités du marché financier régional au cours du troisième trimestre 2008 et de l'évolution de la Bourse Régionale des Valeurs Mobilières face à la crise financière internationale. Il a enfin été informé de la signature d'une Convention de coopération et d'échange d'informations entre la Conférence Interafricaine des Marchés d'Assurances (CIMA) et le Conseil Régional de l'Epargne Publique et des Marchés Financiers (CREPMF).

Au titre de la BOAD, le Conseil des Ministres a approuvé le Plan Stratégique de la BOAD 2009-2013. Il a ensuite approuvé les Perspectives Financières Actualisées de la BOAD pour le quinquennat 2008-2012.

Le Conseil a également été informé du projet de Budget d'équipement et de fonctionnement de l'exercice 2009, de la situation au 30 novembre des ressources du Fonds de bonification de la BOAD, de l'état d'avancement du Projet de Développement du Marché Financier de l'UEMOA et de l'état de recouvrement des créances sur prêts de la Banque au 15 Novembre 2008.

Il a enfin pris connaissance des notes sur la concessionnalité des prêts de la BOAD aux Etats membres de l'UEMOA, l'état d'avancement du projet de mise en place du marché hypothécaire de l'UEMOA, l'Atelier régional sur le cadre réglementaire, légal et institutionnel du marché du carbone de l'UEMOA organisé par la BOAD à Lomé du 24 au 26 novembre 2008 et du relevé des décisions de la 71ème réunion du Conseil d'Administration tenue à Niamey, le 16 décembre 2008.

Au titre de la Commission de l'UEMOA, le Conseil a examiné le rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2008. Ce rapport analyse l'évolution de la situation économique et financière récente et les perspectives 2009 des Etats membres d'une part et celle de l'Union d'autre part. Il apprécie également les efforts de convergence des économies nationales à l'horizon 2008.

Le Conseil a noté que l'activité économique dans l'Union enregistrerait un taux de croissance de 3,9 % en 2008 contre 3,3 % en 2007. Cette accélération de la croissance s'expliquerait essentiellement par les résultats globalement satisfaisants de la campagne agricole 2008/2009. Pour 2009, les perspectives indiquent un taux de croissance de 4,7 % sous l'hypothèse de bonnes conditions climatiques, d'une amélioration du climat sociopolitique sous-régional et de la poursuite des efforts entrepris pour juguler la crise énergétique.

Le Conseil a été fortement préoccupé par les fortes pressions inflationnistes qui ont marqué l'année 2008 en raison du renchérissement persistant des produits alimentaires. En effet, le taux d'inflation annuel moyen s'établirait à 7,6 % contre 2,4 % en 2007, soit le taux le plus élevé enregistré depuis une douzaine d'années. Le Conseil a recommandé la mise en œuvre effective des mesures arrêtées dans le cadre de la lutte contre la vie chère au cours de sa session extraordinaire du 23 avril 2008, à Abidjan.

En ce qui concerne la situation des finances publiques et la dette, le Conseil a noté que les déficits budgétaires se sont aggravés en rapport, notamment avec les mesures fiscales et budgétaires prises pour juguler l'inflation. Le Conseil a invité les Etats membres à poursuivre les efforts de recouvrement des recettes afin d'accélérer le rythme de convergence des économies nationales. Le Conseil s'est félicité des efforts déployés par les pays membres pour améliorer leurs relations avec les Institutions de Bretton Woods et a invité les Etats membres à persévérer afin de bénéficier, dans des délais rapprochés, des différentes initiatives de réduction de la dette et de consolider leur cadre macroéconomique. Le Conseil a également

invité les Etats à procéder à l'audit régulier des arriérés de paiement en vue de cerner le stock réel.

Abordant l'état de convergence, le Conseil a noté que la réalisation des objectifs a été contrariée principalement par les chocs exogènes, notamment la hausse des prix des produits alimentaires importés, qui a eu des incidences directes sur l'inflation et la situation budgétaire. Le Conseil a invité les Etats à s'approprier effectivement le mécanisme de la surveillance multilatérale et à poursuivre les efforts en vue de remettre les économies sur le sentier de convergence.

A l'issue des discussions, le Conseil des Ministres a pris acte du rapport semestriel d'exécution de la surveillance multilatérale de décembre 2008.

Par ailleurs, le Conseil des Ministres a examiné et approuvé :

- un projet de Collectif au Budget Général des Organes de l'UEMOA pour l'exercice 2008 et
- le projet de Budget de l'Union pour l'exercice 2009.

S'agissant du Collectif au Budget 2008, le Conseil a approuvé le recouvrement de recettes supplémentaires de PCS d'un montant de 15 053 000 000 FCFA et de la tranche 2008 de la subvention de l'Etat Français s'élevant à 13 119 140 000 CFA ainsi que leur affectation au FAIR et au FRDA afin de renforcer les moyens d'intervention desdits Fonds.

Prenant en compte le Collectif, le Budget Général des Organes de l'UEMOA passe de 83 688 789 714 FCFA à 111 860 929 714 FCFA.

Le Conseil a arrêté le Budget de l'Union pour l'exercice 2009 à 104 582 525 602 FCFA, financé à hauteur de 64 % sur ressources propres et 36 % avec les appuis des partenaires au développement.

Les dotations autorisées pour la mise en œuvre des politiques sectorielles représentent 67 529 893 147 FCFA, soit 65 %. Le Budget spécial du FAIR s'élève à 56 352 983 092 FCFA, soit 53,88 %. La dotation du FRDA s'élève à 5 000 000 000 FCFA, soit 4,78 %.

Le Conseil des Ministres a, enfin, pris connaissance de la note d'information sur l'évolution du projet de rénovation de l'Indice Harmonisé des prix à la Consommation (IHPC). Le Conseil a félicité et encouragé la Commission à poursuivre la mise en œuvre des actions nécessaires à la finalisation du projet afin que l'Union dispose d'un instrument moderne et fiable d'appréciation et de calcul de l'inflation.

Après examen du rapport de synthèse élaboré dans le cadre des travaux de la Commission Energie et Financement de l'Economie sous-régionale, mise en place par la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de l'Union, le Conseil des Ministres a procédé à l'identification des sources de financement du plan d'urgence de l'énergie au sein de l'Union.

Les Ministres, très sensibles à l'accueil chaleureux et fraternel qui leur a été réservé durant leur séjour,

expriment au Gouvernement et au peuple nigériens, leur profonde gratitude.

Fait à Niamey, le 19 décembre 2008

Le Président du Conseil des Ministres

Charles Koffi DIBY

CHRONOLOGIE DES PRINCIPALES MESURES DE POLITIQUE MONETAIRE ADOPTEES PAR LA BCEAO ENTRE 2002 ET JUIN 2008¹

7 janvier 2002

La Banque Centrale a procédé, valeur 7 janvier 2002, à son premier appel d'offres d'émission de bons de la Banque Centrale au titre de l'année 2002. A cet effet, 400 bons d'une valeur nominale globale de 20,0 milliards et d'une durée de deux semaines ont été mis en adjudication.

L'appel d'offres a enregistré la participation de six intervenants dont les soumissions d'un montant total de 17,3 milliards ont été retenues à hauteur de 16,8 milliards. Le taux marginal est ressorti à 5,00%.

16 avril 2002

La Banque Centrale a relevé de 3,00% à 9,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques au Mali, à compter de la période de constitution qui a commencé le 16 avril 2002. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA se sont établis comme suit, pour compter du 16 avril 2002 :

- Bénin : 9,00% ;
- Burkina : 3,00% ;
- Côte d'Ivoire : 5,00% ;
- Guinée Bissau : 3,00% ;
- Mali : 9,00% ;
- Niger : 5,00% ;
- Sénégal : 9,00% ;
- Togo : 3,00%.

S'agissant des établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,0% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

7 juillet 2003

Au regard des résultats favorables enregistrés en matière de maîtrise de l'inflation et, d'une manière

générale, de stabilité monétaire, la Banque Centrale a décidé de réduire ses taux directeurs de 100 points de base, à compter du lundi 7 juillet 2003. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 6,50% à 5,50% et le taux de pension de 6,00% à 5,00%.

Cet assouplissement de la politique des taux d'intérêt a été l'expression de la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier de l'Union à assurer le financement sain et adéquat de la relance de l'économie régionale. Il a accompagné la dynamique du marché financier régional qui s'est animé grâce notamment aux émissions de titres publics, organisées dans plusieurs Etats de l'Union, avec le concours de la BCEAO. Enfin, ce desserrement monétaire a traduit la confiance du secteur privé, des épargnants, des investisseurs et des institutions financières dans la solidité des mécanismes de fonctionnement de l'Union Monétaire.

20 octobre 2003

L'examen de la conjoncture économique, monétaire et financière laissant apparaître des signes encourageants de reprise de l'activité économique dans la plupart des Etats de l'Union, une confirmation de la décélération des prix et une consolidation des réserves de change, la Banque Centrale a décidé de poursuivre l'assouplissement de ses conditions monétaires, en réduisant ses taux directeurs de 50 points de base, à compter du lundi 20 octobre 2003. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 5,50% à 5,00% et le taux de pension de 5,00% à 4,50%.

Cette nouvelle détente de la politique monétaire a été l'expression de la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier à contribuer au financement sain et à un moindre coût de la relance de l'activité économique dans les Etats membres. Elle a également accompagné la dynamique du marché financier régional qui s'est animé grâce notamment aux émissions de titres publics, organisées dans plusieurs Etats de l'Union, avec le concours de la BCEAO.

16 mars 2004

La Banque Centrale a relevé de 9,00% à 13,00%, le coefficient des réserves obligatoires applicable aux banques du Bénin, à compter de la période de constitution commençant le 16 mars 2004. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables

1. Il s'agit des mesures ayant entraîné une modification des instruments de politique monétaire.

aux banques dans l'UMOA sont établis comme suit, pour compter du 16 mars 2004 :

- Bénin : 13,00%
- Burkina : 3,00%
- Côte d'Ivoire : 5,00%
- Guinée Bissau : 3,00%
- Mali : 9,00%
- Niger : 5,00%
- Sénégal : 9,00%
- Togo : 3,00%

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,00% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

22 mars 2004

Au regard des évolutions favorables constatées au niveau de l'orientation de l'activité économique, de la maîtrise de l'inflation et de la consolidation des réserves de change, la Banque Centrale a décidé de poursuivre l'assouplissement de ses conditions monétaires, en réduisant ses taux directeurs de 50 points de base, à compter du lundi 22 mars 2004. Ainsi, le taux d'escompte est passé de 5,00% à 4,50% et le taux de pension de 4,50% à 4,00%.

Cette nouvelle détente de la politique monétaire, après les baisses de 150 points de base des taux directeurs en 2003, traduisait la confiance de l'Institut d'émission commun dans la capacité du système financier à soutenir la reprise économique constatée dans les Etats membres de l'Union, par un financement à un moindre coût. Elle visait également à encourager les initiatives d'investissements nécessaires à la consolidation de l'activité économique.

16 juin 2005

La Banque Centrale a relevé les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques de 13,00% à 15,00% au Bénin, de 3,00% à 7,00% au Burkina et de 5,00% à 9,00% au Niger, à compter de la période de constitution commençant le 16 juin 2005. Ainsi, les coefficients des réserves obligatoires applicables aux banques dans l'UMOA sont fixés comme suit, pour compter du 16 juin 2005 :

- Bénin : 15,00%
- Burkina : 7,00%
- Côte d'Ivoire : 5,00%
- Guinée Bissau : 3,00%
- Mali : 9,00%
- Niger : 9,00%
- Sénégal : 9,00%
- Togo : 3,00%

Pour les établissements financiers distributeurs de crédits, le coefficient des réserves obligatoires est demeuré inchangé à 5,00% pour l'ensemble des Etats de l'UMOA.

24 août 2006

La Banque Centrale des Etats de l'Afrique de l'Ouest (BCEAO) a relevé ses taux directeurs de 0,25 point de pourcentage à partir du 24 août 2006. A compter de cette date, le taux de pension est passé de 4,00% à 4,25% et le taux d'escompte de 4,50% à 4,75%.

Cette décision qui vise à conforter la contribution de la politique monétaire à la stabilité macroéconomique, s'inscrit dans un contexte marqué par les inquiétudes suscitées notamment par l'évolution prévisible des prix au sein des Etats membres de l'Union Monétaire Ouest Africaine (UMOA), de nature à entraver la réalisation de l'objectif de stabilité des prix et, par conséquent, d'une croissance économique saine et durable. Le relèvement des taux directeurs de la BCEAO contribue à la maîtrise de l'inflation au sein de l'UMOA et, partant, à la sauvegarde de la compétitivité des économies des Etats membres.

1^{er} trimestre 2007

La conduite de la politique monétaire, au cours des trois premiers mois de l'année 2007, a été marquée notamment par le retour de la Banque Centrale sur le marché monétaire, avec le lancement d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités.

A travers la reprise de ses opérations le 5 février 2007, la BCEAO avait pour objectif de contenir les effets d'une diminution sensible de la liquidité bancaire en fin d'année 2006 sur le loyer de l'argent. Ces opérations devaient permettre de créer les conditions d'un recyclage optimal des disponibilités sur le marché

interbancaire et de préserver la cohérence de la hiérarchie des taux sur le marché des capitaux à court terme.

Au terme du premier trimestre 2007, la Banque Centrale a organisé sept appels d'offres d'injection de liquidités. Les soumissions reçues ont évolué entre 18,1 et 40,9 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 3,975% à 5,500%.

2^e trimestre 2007

Au cours du deuxième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi le lancement d'appels d'offres hebdomadaires d'injection de liquidités. Au terme de ce trimestre, treize appels d'offres d'injection de liquidités ont été organisés. Les soumissions reçues ont évolué entre 21,3 et 47,2 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 4,0000% à 4,3500%.

3^e trimestre 2007

Durant le troisième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. L'Institut d'émission a ainsi organisé treize appels d'offres d'injection de liquidités, portant à trente-trois le nombre total de ces opérations depuis leur reprise à compter du 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 11,7 et 41,7 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,0000% à 4,2000%.

4^e trimestre 2007

Au cours du quatrième trimestre 2007, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. Elle a ainsi organisé treize appels d'offres d'injection de liquidités, portant à quarante-six le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 29,9 et 97,8 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont fluctué dans une fourchette de 3,3000% à 5,0000%.

1^{er} trimestre 2008

Durant le premier trimestre 2008, la Banque Centrale a poursuivi ses interventions sur le marché monétaire. Elle a ainsi organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités, portant à cinquante-neuf le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 65,1 et 135,5 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué à la baisse, en se situant dans un intervalle de 2,7500% à 4,4000% contre une plage de 3,3000% à 5,0000% le trimestre précédent.

2^e trimestre 2008

Poursuivant ses interventions sur le marché monétaire au cours du deuxième trimestre 2008, la Banque Centrale a organisé treize (13) appels d'offres d'injection de liquidités, portant à soixante-douze le nombre total de ces opérations depuis leur reprise le 5 février 2007. Les soumissions reçues ont évolué entre 97,8 et 147,9 milliards. Les taux d'intérêt offerts ont évolué dans un intervalle de 3,7500% à 4,2500%, contre une plage de 2,7500% à 4,4000% le trimestre précédent.

3^e trimestre 2008

Au cours du troisième trimestre 2008, la BCEAO, tenant compte des risques pesant sur la stabilité des prix au sein de l'Union, a décidé, à compter du 16 août 2008, du relèvement d'un demi ($\frac{1}{2}$) point de pourcentage de son principal taux d'intervention, en l'occurrence le taux de pension, pour le porter de 4,25% à 4,75%. Le taux d'escompte a été fixé à 6,75%.

En outre, la BCEAO a poursuivi ses opérations hebdomadaires d'injection de liquidités. Le montant mis en adjudication est resté stable à 100,0 milliards entre le 30 juin 2008 et le 30 septembre 2008. Les taux d'intérêt moyens pondérés hebdomadaires ont évolué dans un intervalle de 3,9720% à 4,5682%, contre une plage de 3,9407% à 4,2331% le trimestre précédent.

SITUATION DU SYSTEME BANCAIRE DE L'UMOA

Ce Chapitre retrace les évolutions significatives ayant marqué les opérations et l'exploitation des 96 banques et 19 établissements financiers en activité dans l'UMOA, au 31 décembre 2007, sur les 121 établissements de crédit agréés à cette date, ainsi que leur situation au regard des principales normes prudentielles.

Il aborde également l'évolution récente des activités du système bancaire à fin juin 2008.

Au plan de l'évolution du réseau, sept (7) nouveaux agréments ont été accordés au cours de l'exercice 2007 à trois (3) banques et quatre (4) établissements financiers, dont deux (2) à travers la procédure d'installation par agrément unique. Parallèlement, les agréments d'une (1) banque et d'un (1) établissement financier ont été retirés au cours de la période. Ainsi, le nombre d'établissements de crédit agréés s'est accru de cinq (5) unités par rapport à la fin de l'exercice 2006.

Les nouveaux établissements agréés au cours de l'année 2007 sont Coris Bank International, la Société Financière de Garantie Interbancaire du Burkina (SOFIGIB) et la succursale SAFCA-Alios Finance Ouagadougou au Burkina, la Banque pour le Commerce et l'Industrie (BCI) et la succursale SAFCA-Alios Finance au Mali, Crédit Solidaire en Côte d'Ivoire et la Banque Populaire pour l'Épargne et le Crédit (BPEC) au Togo. L'agrément a été retiré à la Financière du Burkina et à la Caisse d'Épargne du Togo (CET), dans le cadre de leur transformation en banque (Coris Bank International et BPEC), ainsi qu'à Attijariwafa Bank Sénégal, absorbée par la Banque Sénégal-Tunisienne (BST), devenue Attijari Bank Sénégal (ABS).

Au cours de l'année 2008, un (1) seul agrément en qualité de banque, concernant United Bank for Africa Sénégal (UBA), a fait l'objet d'un avis conforme favorable de la Commission Bancaire de l'UMOA.

Neuf (9) autorisations préalables ont, par ailleurs, été accordées pour la modification de la structure du capital social des établissements de crédit, notamment dans le contexte de mise en oeuvre de la décision de relèvement du capital social minimum prise, en septembre 2007, par les Autorités de l'Union. Trois (3) fusions-absorptions ont été approuvées par la Commission Bancaire de l'UMOA. Il s'agit des fusions par absorption de :

- Attijari Bank Sénégal (ABS) par la Compagnie Bancaire de l'Afrique Occidentale (CBAO) ;

- la Compagnie Bancaire de l'Atlantique Côte d'Ivoire (COBACI) par la Banque Atlantique Côte d'Ivoire (BACI) ;

- Crédit Initiative par la Banque Malienne de Solidarité (BMS).

I - OPERATIONS DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE L'UMOA AU 31 DECEMBRE 2007 ET EVOLUTION RECENTE AU 30 JUIN 2008

L'activité des banques et établissements financiers de l'UMOA, appréciée sur la base du total des bilans, a progressé en 2007 de 1.482,6 milliards ou 19,7% pour s'établir à 8.999,9 milliards, soit une hausse plus marquée que celle de 10,0% enregistrée l'année précédente. Cette tendance est observée dans tous les Etats membres de l'Union. La part des banques dans le total des bilans des établissements de crédit s'est établie à 98,7%.

Les dépôts de la clientèle et les crédits, principales composantes des bilans, ont augmenté, respectivement de 11,5% et 2,0%, contre 10,2% et 11,6% l'année précédente.

A - EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS

Au cours de l'année 2007, les ressources et les emplois, hors trésorerie, des banques et établissements financiers de l'Union se sont accrus respectivement de 8,8% et de 9,2%.

Ainsi, les ressources ont augmenté de 608,4 milliards pour s'établir à 7.537,0 milliards à fin décembre 2007. Cette évolution résulte essentiellement d'une hausse de 651,6 milliards des dépôts et emprunts et de 39,6 milliards des autres ressources, atténuée par un repli atypique de 82,7 milliards des fonds propres nets, lié aux variations relevées en Côte d'Ivoire (-86,5 milliards) imputables notamment à quatre (4) banques et un (1) établissement financier, ainsi qu'au Mali (-20,5 milliards).

Les emplois, pour leur part, se sont accrus de 561,5 milliards d'une année à l'autre, pour ressortir à 6.643,5 milliards au 31 décembre 2007. Cette hausse a été impulsée principalement par un accroissement de 99,3

milliards des crédits à la clientèle et de 462,3 milliards des autres emplois, dont 371,5 milliards de titres de placement. L'analyse de la structure des crédits, qui se sont établis à 4.976,4 milliards au terme de l'année 2007, révèle une augmentation de la part relative des crédits à moyen et long terme, passée de 31,5% en 2006 à 33,9% en 2007.

La qualité du portefeuille de crédits s'est dégradée de 1,5 point de pourcentage sur la base du taux brut. Le taux net de dégradation s'est par contre amélioré de 0,4 point de pourcentage durant la même période, traduisant les efforts de provisionnement consentis par les établissements de crédit. Les taux brut et net de dégradation du portefeuille de crédits de l'ensemble des banques et établissements financiers de l'Union se sont chiffrés ainsi respectivement à 19,8% et 7,5% à fin décembre 2007. Le taux brut de dégradation du portefeuille est apparu au-dessus de la moyenne de l'Union en Côte d'Ivoire (20,1%), au Mali (23,5%), au Niger (21,8%) et au Togo (29,1%). Par rapport au taux net, les pays ayant enregistré des performances moins favorables que la moyenne de l'Union, sont le Bénin (9,0%), le Mali (9,5%), le Niger (10,7%), le Sénégal (8,6%) et le Togo (16,5%).

S'agissant de la trésorerie des banques et établissements financiers, en raison d'une progression des ressources plus importante que celle des emplois, elle s'est renforcée de 46,9 milliards, pour se situer à 893,5 milliards à fin décembre 2007.

L'évolution récente des activités des banques et établissements financiers est marquée, au 30 juin 2008, par une poursuite de la hausse des ressources et des emplois, respectivement de 10,2% et 13,1% par rapport à fin décembre 2007.

Les ressources ont augmenté de 770,1 milliards sur la période semestrielle, en liaison avec une hausse de 600,5 milliards des dépôts et emprunts, de 117,7 milliards des fonds propres nets et de 51,9 milliards de diverses autres ressources. Les emplois ont progressé de 868,4 milliards, à la suite d'un accroissement de 629,9 milliards des crédits et de 238,5 milliards des autres emplois, dont 114,1 milliards de titres de placement.

Il résulte de cette hausse des emplois, plus accentuée que celle des ressources, une baisse de 98,3 milliards de la trésorerie des banques et établissements financiers qui s'est fixée à 795,2 milliards au 30 juin 2008.

Le taux brut de dégradation du portefeuille s'est légèrement accru de 0,1 point de pourcentage pour ressortir à 19,9%, de même que le taux net qui s'est inscrit à 7,6% au 30 juin 2008.

En Côte d'Ivoire, au Mali et au Togo, le taux brut de dégradation du portefeuille est demeuré au-dessus de la moyenne de l'Union en s'établissant respectivement à 20,8%, 23,4% et 27,0%. Par rapport au taux net, les pays ayant dépassé la moyenne sont le Bénin (10,2%), le Mali (9,8%), le Sénégal (9,5%) et le Togo (16,6%).

B - EVOLUTION DES RESSOURCES ET DES EMPLOIS PAR NATURE D'ETABLISSEMENT

Les ressources des banques sont ressorties à 7.437,5 milliards à fin décembre 2007 contre 6.815,1 milliards au 31 décembre 2006, en augmentation de 622,4 milliards ou 9,1%, avec cependant un léger ralentissement du rythme de progression par rapport à la hausse de 10,6% enregistrée l'année précédente. L'évolution des ressources est liée principalement à un accroissement de 650,7 milliards des dépôts et emprunts, qui sont passés de 5.646,3 milliards un an plus tôt à 6.297,0 milliards à fin décembre 2007, et à la hausse des autres ressources de 35,2 milliards. Les fonds propres nets ont reculé de 63,5 milliards ou 8,9%.

Les emplois des banques se sont établis à 6.545,3 milliards au 31 décembre 2007, en augmentation de 562,6 milliards ou 9,4% par rapport à l'année précédente. Cette progression est toutefois inférieure à celle de 11,6% enregistrée en 2006. Elle résulte principalement d'une hausse de 462,1 milliards des emplois autres que les crédits, dont 369,4 milliards de titres de placement. Les crédits ont connu un accroissement de 100,6 milliards essentiellement impulsé par la hausse des crédits à moyen terme de 151,7 milliards et, dans une moindre mesure, des crédits à long terme de 4,2 milliards, partiellement compensée par une baisse des crédits à court terme de 45,5 milliards et des créances en souffrance de 9,4 milliards.

La trésorerie des banques s'est consolidée de 7,2% pour s'établir à 892,2 milliards au 31 décembre 2007.

La qualité du portefeuille de crédits des banques de l'Union, analysée sur la base du taux brut de dégradation s'est détériorée de 0,9 point de pourcentage pour s'élever à 19,3% à fin décembre 2007. Le taux net s'est amélioré de 0,4 point pour se situer à 7,5%.

Au cours du premier semestre 2008, les ressources bancaires ont augmenté de 790,8 milliards et les emplois de 884,4 milliards pour se chiffrer respectivement à 8.228,2 milliards et 7.429,6 milliards à fin juin 2008.

Au terme de la période semestrielle, la trésorerie nette ressort à 798,6 milliards.

Le taux brut et le taux net de dégradation du portefeuille sont ressortis respectivement à 19,4% et 7,6% à fin juin 2008.

L'évolution des activités des établissements financiers au cours de l'année 2007 est marquée par une baisse des ressources et des emplois respectivement de 12,3% et de 1,1%. Cette situation résulte essentiellement de la transformation d'un établissement financier en banque au Burkina et du repli des activités de certains établissements en Côte d'Ivoire et au Sénégal.

La trésorerie des établissements financiers est ressortie positive de 1,3 milliard à fin décembre 2007, en baisse de 12,8 milliards par rapport à son niveau de décembre 2006.

Le taux brut de dégradation du portefeuille de crédits des établissements financiers de l'Union s'est détérioré de 8,6 points de pourcentage entre 2006 et 2007, pour s'inscrire à 48,1% à fin décembre 2007. Cette évolution défavorable est constatée dans l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception du Bénin, du Mali et du Sénégal. Le taux net de dégradation du portefeuille de crédit s'est également inscrit en hausse, passant de 6,1% à fin décembre 2006 à 8,2% à fin décembre 2007, nonobstant l'intensification des efforts de provisionnement.

A la fin du premier semestre 2008, les ressources ont baissé de 20,8% pour s'établir à 78,8 milliards de même que les emplois de 16,3% pour ressortir à 82,2 milliards à fin juin 2008.

En conséquence de ces évolutions, la trésorerie nette des établissements financiers a baissé de 4,7 milliards, enregistrant ainsi un déficit de 3,4 milliards au 30 juin 2008.

Le taux brut et le taux net de dégradation du portefeuille de crédits s'établissent respectivement à 48,5% et 7,1%.

II - RESULTATS DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE L'EXERCICE 2007

Au terme de l'exercice 2007, le produit net bancaire et le résultat net se sont améliorés, en rapport notamment avec la hausse des produits bancaires plus forte que celle des charges bancaires, ainsi qu'avec la baisse des dotations nettes aux provisions, autres que celles relatives aux créances en souffrance.

A - EVOLUTION GLOBALE DES PRODUITS ET DES CHARGES

Les produits d'exploitation des banques et établissements financiers se sont élevés à 846,3 milliards à fin décembre 2007, en hausse de 97,8 milliards ou 13,1% par rapport à 2006. Cette progression est liée principalement à une consolidation de 48,1 milliards des intérêts et commissions générés par les opérations de crédit avec la clientèle et de 23,5 milliards des produits issus des opérations sur titres de placement.

Les charges d'exploitation des établissements de crédit, hors dotations aux amortissements et aux provisions, sont ressorties à 591,6 milliards en 2007, en augmentation de 81,5 milliards ou 16,0% par rapport à 2006, sous l'impulsion notamment des frais généraux qui se sont accrus de 40,7 milliards pour s'établir à 365,8 milliards. Les charges bancaires ont augmenté de 41,1 milliards pour se situer à 225,6 milliards en 2007 ainsi que les frais de personnel (y compris le personnel extérieur aux établissements) de 4,3% pour s'établir à 163,1 milliards.

Les dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, en s'établissant à 72,4 milliards au 31 décembre 2007, se sont accrues par rapport à l'exercice précédent où elles se situaient à 67,4 milliards. En revanche, les dotations nettes aux amortissements aux provisions sur immobilisations et aux autres provisions ont baissé de 8,1 milliards, pour se chiffrer à 53,3 milliards en 2007.

B - SOLDES CARACTERISTIQUES DE GESTION

Le produit net bancaire des banques et établissements financiers est passé de 542,9 milliards à 604,1 milliards, enregistrant une hausse de 11,3%, soit un accroissement du rythme de progression par rapport à l'augmentation de 7,5% réalisée l'année précédente. Il est constitué à hauteur de 75,1% par le produit net des opérations avec la clientèle, de 14,4% par celui des prestations diverses, notamment les opérations de change et de hors bilan, de 9,1% par les opérations sur titres et de 1,4% par les opérations de crédit-bail et assimilées.

Le résultat brut d'exploitation s'est établi à 201,3 milliards, en hausse de 12,1 milliards d'une année à l'autre, en liaison essentiellement avec une augmentation du produit net bancaire plus importante que celle des frais généraux.

Le résultat d'exploitation s'est accru de 31,9 milliards ou 46,1% pour se situer à 101,1 milliards en 2007, en liaison notamment avec la baisse des dotations nettes

aux provisions autres que celles relatives aux créances en souffrance qui ont baissé de 18,7 milliards, ainsi qu'avec le repli de 6,2 milliards des pertes sur créances irrécouvrables. Les dotations nettes des provisions pour créances en souffrance ont en revanche augmenté de 5,1 milliards.

Le résultat net cumulé des banques et établissements financiers est ressorti bénéficiaire de 57,3 milliards, en hausse de 25,5 milliards ou 80,2%, d'une année à l'autre. Cette évolution est principalement imputable aux performances réalisées par les établissements de crédit de l'ensemble des pays de l'Union, à l'exception de la Guinée-Bissau et du Mali.

Au titre de l'exercice 2007, 75 établissements de crédit sur les 115 en activité, soit 62 banques et 13 établissements financiers ont réalisé un bénéfice cumulé de 126,1 milliards, tandis que 34 banques et 6 établissements financiers ont enregistré une perte globale de 68,8 milliards. En 2006, 60 établissements de crédit étaient bénéficiaires pour 97,5 milliards et 52 étaient globalement déficitaires à hauteur de 65,7 milliards.

C - MARGES BANCAIRES

La marge sur les opérations avec la clientèle s'est élevée à 11,2% au 31 décembre 2007, en légère hausse de 0,6 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Cette évolution s'explique par une augmentation, d'un exercice à l'autre, du taux d'intérêt moyen appliqué aux crédits à la clientèle de 12,8% à 13,4%. Le taux moyen de rémunération des comptes créditeurs de la clientèle est resté inchangé à 2,2%.

La marge sur les opérations de trésorerie est demeurée négative, le taux moyen des ressources de trésorerie s'étant établi à 4,8% pour un taux moyen des prêts de même nature de 2,2%.

En définitive, la marge globale, différence entre le rendement moyen des prêts de toute nature et le coût moyen des capitaux empruntés, s'est légèrement améliorée, passant de 7,7% en 2006 à 7,9% en 2007.

D - PRINCIPAUX RATIOS D'EXPLOITATION

Le coefficient net d'exploitation (rapport entre les frais généraux et le produit net bancaire) s'est amélioré de 0,7 point de pourcentage en 2007 pour s'établir à 60,6 %.

Quant au rapport entre les frais généraux et le résultat brut d'exploitation, il s'est inscrit en hausse de 10 points, en se situant à 181,7% en 2007.

Le poids des frais de personnel dans l'ensemble des frais généraux s'est atténué, passant de 48,1% en 2006 à 44,6% en 2007. En outre, la part du produit net bancaire absorbée par les frais de personnel s'est repliée de 1,8 point de pourcentage pour se situer à 27,0% en 2007. En 2006, elle s'était accrue d'un (1) point de pourcentage par rapport à 2005.

L'effort net de provisionnement, que traduit le rapport entre les dotations nettes aux provisions et le résultat brut d'exploitation, s'est inscrit en baisse de 9,7 points de pourcentage par rapport à 2006, en ressortant à 40,8% en 2007.

Le coefficient de rentabilité (rapport entre le résultat net et les fonds propres nets) a été porté d'une année à l'autre de 4,6% à 8,2%. A l'instar des années précédentes, le niveau de ce coefficient recouvre cependant des disparités importantes, au regard des performances enregistrées dans chaque pays de l'Union : Niger (22,7%), Sénégal (18,5%), Togo (10,6%), Côte d'Ivoire (9,8%), Bénin (3,2%), Burkina (2,6%), Mali (-17,7%) et Guinée-Bissau (-21,3%).

III - RESPECT DES NORMES PRUDENTIELLES

Sur la base des informations disponibles au 31 mars 2008, le ratio moyen de couverture des risques s'est érodé de plus d'un quart en un an. Mesurant le rapport entre les fonds propres effectifs cumulés et les risques nets pondérés des banques et établissements financiers de l'Union, il s'est établi à 6,8% contre 9,3% à fin mars 2007, pour une norme réglementaire individuelle fixée à 8,0%.

Celui des banques, situé à 8,8% un an auparavant, a fléchi à 6,3% à fin mars 2008, en raison des baisses notées en particulier au Bénin (de 7,8% à 3,5%), en Côte d'Ivoire (de 12,3% à 6,8%), en Guinée-Bissau (de 27,4% à 22,37%), au Mali (de 6,9% à 5,1%), au Sénégal (de 11,5% à 10,1%) et au Togo (de -3,4% à -18,5%). L'évolution de la norme de solvabilité dans ces pays résulte essentiellement d'une diminution des fonds propres effectifs de certaines banques, en liaison avec les pertes enregistrées au cours de la période et des provisions complémentaires exigées par la Commission Bancaire, mais non encore constituées par les établissements concernés.

La proportion des banques et établissements financiers respectant la norme de solvabilité a baissé, en passant de 65,0% à fin mars 2007 à 64,0% à fin mars 2008.

Par pays, la norme est respectée par les établissements de crédit du Burkina (10,6%), de la Guinée-Bissau (22,7%), du Niger (10,2%) et du Sénégal (10,2%). En revanche, elle n'est pas respectée au Bénin (6,8%), en Côte d'Ivoire (7,0%), au Mali (5,2%) et au Togo (-11,6%).

Concernant le coefficient de liquidité sur la période annuelle, la proportion des banques et établissements financiers qui respectaient la norme minimale a diminué de 15 points de pourcentage pour s'établir à 46,0% en mars 2008. En mars 2007, la proportion des établissements de crédit ayant respecté cette norme était de 61%.

Pour la conformité aux autres normes prudentielles, au 31 mars 2008, des insuffisances sont enregistrées au niveau de la division des risques, en particulier la limitation des engagements sur une même signature (63% d'infraction), de la couverture des emplois à moyen et long termes par des ressources stables (54%) et de la structure du portefeuille (98%).

IV - SURVEILLANCE BANCAIRE ET SUIVI DES LIQUIDATIONS

Au plan général de la surveillance, au 31 mars 2008, 24,0% de l'effectif global des établissements de crédit, soit vingt-sept (27) établissements, étaient sous surveillance rapprochée de la Commission Bancaire ou sous administration provisoire, soit deux (2) au Bénin, deux (2) au Burkina, cinq (5) en Côte d'Ivoire, sept (7) au Mali, quatre (4) au Niger, deux (2) au Sénégal et cinq (5) au Togo. A fin mars 2008, ces établissements représentaient 37,9% des dépôts du système bancaire.

Parmi ces établissements, cinq (5) dont trois (3) banques, faisaient l'objet d'une mesure d'administration provisoire, en raison de leur situation financière déséquilibrée et des insuffisances relevées dans leur gestion et leur fonctionnement.

Le suivi des liquidations porte essentiellement sur les établissements de crédit fermés à l'issue de la crise bancaire des années 1980. Les recouvrements de créances gelées ainsi que les remboursements des dépôts restent caractérisés par leur évolution peu significative.

Par pays, sur la base des informations disponibles, la situation se présente comme suit :

Au Bénin, l'encours des créances gelées des banques liquidées ressort à 56,5 milliards au 30 septembre 2008, après un recouvrement cumulé de 8,8 milliards effectué par la Cellule qui en a la charge.

Les dépôts gelés se sont établis à 11,4 milliards, après des remboursements de 5,2 milliards.

Au Burkina, le montant cumulé des recouvrements est demeuré inchangé à 13,4 milliards au 30 septembre 2008, soit 29,7% du total des créances à recouvrer. Les dépôts gelés ont été remboursés à hauteur de 17,8 milliards.

En Côte d'Ivoire, au cours du troisième trimestre 2008, le montant des recouvrements s'est élevé à 197,1 millions dont 51,2 millions réalisés par cession d'actifs. Le cumul des recouvrements s'élève ainsi à 47,9 milliards à fin septembre 2008. Au titre des dépôts gelés, aucun remboursement n'est intervenu sur la période. Les remboursements cumulés demeurent ainsi inchangés à 43,3 milliards par rapport à leur niveau de décembre 2005.

En Guinée-Bissau, après vingt-sept (27) mois d'activité du liquidateur, seulement un montant de 18,1 millions a été recouvré sur un objectif de 7,7 milliards. Au titre des remboursements, les réalisations ont porté sur un montant de 1,0 milliard pour des prévisions de 6,8 milliards.

Au Mali, le montant cumulé des recouvrements des créances gelées est ressorti à 16,1 milliards au 30 juin 2008, sur un montant initial évalué à 52,5 milliards.

Au Niger, les montants des recouvrements de créances compromises et les remboursements de dépôts gelés sont restés inchangés, respectivement à 6,3 milliards et à 4,5 milliards, par rapport à leur niveau de décembre 2003. La cellule de recouvrement des crédits de l'ex-BRDN n'est plus fonctionnelle depuis décembre 2001.

Au Sénégal, le montant cumulé des créances recouvrées par la Société Nationale de Recouvrement s'est établi à 57,5 milliards à fin mars 2008 sur un total de 143,7 milliards. Le reliquat des dépôts et emprunts non encore remboursés ressort à 46,1 milliards à la même date.

L'activité des banques et établissements financiers de l'Union, mesurée par le total des bilans, a affiché une hausse de 19,7% en 2007, soit un rythme de progression en accélération de 9,7 points de pourcentage par rapport à l'année 2006. La trésorerie, structurellement excédentaire, s'est globalement consolidée. Cette tendance à la hausse des activités s'est poursuivie au cours du premier semestre 2008 .

Au niveau de l'exploitation, les dotations nettes aux provisions pour créances en souffrance ont légèrement augmenté en 2007. Toutefois, le résultats

net, en liaison avec les performances réalisées dans certains pays, a progressé de 25,5 milliards pour atteindre 57,3 milliards.

Au plan prudentiel, la proportion des banques et établissements financiers respectant la norme de solvabilité a baissé, en passant de 65,0% à fin mars 2007 à 64,0% à fin mars 2008.

Enfin, le recouvrement des créances gelées ainsi que les remboursements des dépôts des établissements en cours de liquidation restent caractérisés par leur évolution peu significative.

Au total, la situation du système bancaire de l'union s'est globalement confortée avec un volume d'activités

en hausse, un niveau de trésorerie soutenu, un résultat bénéficiaire ayant quasiment doublé d'une année à l'autre et une rentabilité sensiblement accrue.

Cette évolution favorable à l'échelle de l'ensemble du système bancaire ne doit cependant pas masquer les résultats financiers déficitaires enregistrés par un peu plus du tiers de l'effectif des établissements de crédit.

Par ailleurs, la situation prudentielle des banques et établissements financiers de l'Union, caractérisée par le respect de la norme de solvabilité par seulement deux tiers d'entre eux et le net recul de 9,3% à 6,8% du ratio moyen de couverture des risques en un an, suggère des efforts soutenus d'amélioration et de redressement dans l'ensemble des pays.

EVOLUTION DU TOTAL DES BILANS

(En milliards de FCFA)

UMOA	31 DECEMBRE			VARIATIONS	
	2005	2006	2007	MONTANT	EN %
	(1)	(2)	(3)	3-2 (4)	4/2 (5)
BENIN	724,1	767,2	1 044,7	277,5	36,2
- Banques	718,4	762,6	1 043,5	280,9	36,8
- Etablissements financiers	5,8	4,6	1,2	-3,4	-74,8
BURKINA	732,6	827,9	955,2	127,3	15,4
- Banques	707,1	800,5	930,3	129,8	16,2
- Etablissements financiers	25,5	27,4	24,8	-2,6	-9,3
COTE D'IVOIRE	2 003,6	2 137,5	2 569,9	432,4	20,2
- Banques	1 964,7	2 099,3	2 528,5	429,2	20,4
- Etablissements financiers	38,9	38,2	41,4	3,2	8,5
GUINEE BISSAU	23,3	29,1	45,4	16,3	55,9
- Banques	23,3	29,1	45,4	16,3	55,9
- Etablissements financiers					
MALI	925,5	1 061,7	1 211,6	149,9	14,1
- Banques	915,4	1 053,3	1 202,6	149,4	14,2
- Etablissements financiers	10,1	8,5	9,0	0,5	6,2
NIGER	235,4	279,8	380,3	100,5	35,9
- Banques	233,2	274,4	374,7	100,3	36,6
- Etablissements financiers	2,2	5,4	5,6	0,2	3,4
SENEGAL	1 767,7	1 961,8	2 249,3	287,6	14,7
- Banques	1 765,3	1 958,1	2 242,3	284,2	14,5
- Etablissements financiers	2,4	3,6	7,0	3,4	92,4
TOGO	419,6	452,3	543,5	91,2	20,2
- Banques	366,5	420,4	513,4	93,1	22,1
- Etablissements financiers	53,1	31,9	30,0	-1,9	-5,9
UMOA	6 831,9	7 517,3	8 999,9	1482,6	19,7
- Banques	6 693,9	7 397,7	8 880,9	1 483,2	20,0
- Etablissements financiers	138,0	119,6	119,0	-0,6	-0,5

EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE L'UMOA

(En milliards de FCFA)

UMOA	31/12/2006 (1)	31/12/2007 (2)	Evolution au 30/06/2008 (3)	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
1 . CREDITS	4 877,2	4 976,4	5 606,3	99,3	2,0
- Crédits à long terme	154,9	158,0	192,5	3,2	2,0
- Crédits à moyen terme	1 382,6	1 529,5	1 699,6	146,9	10,6
- Crédits à court terme	2 919,9	2 868,2	3 227,4	-51,8	-1,8
<i>.dont crédits de campagne</i>	173,2	133,6	161,3	-39,6	-22,9
- Crédit-bail et assimilés	36,9	46,0	58,5	9,1	24,7
- Crédits en souffrance (a)	382,9	374,8	428,3	-8,2	-2,1
<i>.dont douteux et litigieux</i>	251,4	222,6	236,6	-28,8	-11,5
(a)/crédits	7,9%	7,5%	7,6%		
2 . AUTRES EMPLOIS	1 204,8	1 667,0	1 905,5	462,3	38,4
Titres de placement	479,5	851,2	965,3	371,6	77,5
Immobilisations financières	156,1	200,1	214,7	44,0	28,2
Autres immobilisations	323,0	351,3	403,1	28,3	8,8
Divers emplois	246,1	264,4	322,5	18,3	7,4
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	6 081,9	6 643,5	7 511,8	561,5	9,2
1 . FONDS PROPRES NETS	774,5	691,8	809,5	-82,7	-10,7
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	5 685,2	6 336,8	6 937,3	651,6	11,5
- A terme	2 827,2	3 056,8	3 389,7	229,6	8,1
- Comptes disponibles	2 858,0	3 280,0	3 547,5	422,0	14,8
3 . AUTRES RESSOURCES	468,8	504,4	560,3	35,6	7,6
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	6 928,6	7 537,0	8 307,1	608,5	8,8
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	846,6	893,6	795,2	46,9	5,5

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	207,0	263,7	271,3	56,7	27,4
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-178,7	-187,5	-57,7	-8,8	4,9
- emplois	857,4	994,5	962,2	137,1	16,0
<i>dont hors UMOA</i>	403,1	442,8	440,4	39,8	9,9
- ressources	678,7	807,0	904,5	128,3	18,9
<i>dont hors UMOA</i>	204,9	184,1	254,7	-20,8	-10,2
3. BANQUE CENTRALE	-460,8	-442,3	-466,3	18,5	-4,0
- Concours	23,0	113,4	137,1	90,4	393,5
- Dépôts	483,8	555,7	603,4	71,9	14,9
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	846,6	893,6	795,2	46,9	5,5

EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES DE L'UMOA

(En milliards de FCFA)

UMOA	31/12/2006	31/12/2007	Evolution au 30/06/2008	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
1 . CREDITS	4 816,6	4 917,2	5 547,1	100,6	2,1
- Crédits à long terme	153,7	157,9	192,4	4,2	2,7
- Crédits à moyen terme	1 355,7	1 507,4	1 678,5	151,7	11,2
- Crédits à court terme	2 904,3	2 858,7	3 219,4	-45,5	-1,6
<i>.dont crédits de campagne</i>	170,7	132,1	160,5	-38,6	-22,6
- Crédit-bail et assimilés	23,7	23,2	32,6	-0,5	-2,0
- Crédits en souffrance (a)	379,3	369,9	424,2	-9,4	-2,5
<i>.dont douteux et litigieux</i>	249,0	219,3	234,0	-29,7	-11,9
<i>(a)/crédits</i>	7,9%	7,5%	7,6%		
2 . AUTRES EMPLOIS	1 166,0	1 628,1	1 882,6	462,1	39,6
Titres de placement	472,6	841,9	964,7	369,4	78,2
Immobilisations financières	152,5	193,7	204,3	41,2	27,0
Autres immobilisations	317,5	345,5	399,6	28,0	8,8
Divers emplois	223,6	247,0	310,0	23,4	10,5
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	5 982,6	6 545,3	7 429,6	562,6	9,4
1 . FONDS PROPRES NETS	716,0	652,5	764,3	-63,5	-8,9
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	5 646,3	6 297,0	6 922,5	650,7	11,5
- A terme	2 790,3	3 019,8	3 376,2	229,5	8,2
- Comptes disponibles	2 856,0	3 277,2	3 546,3	421,2	14,7
3 . AUTRES RESSOURCES	452,8	488,0	541,5	35,2	7,8
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	6 815,1	7 437,5	8 228,2	622,4	9,1
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	832,4	892,2	798,6	59,8	7,2

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	206,2	262,8	270,6	56,6	27,5
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-181,6	-204,6	-60,7	-23,0	12,6
- emplois	824,2	959,8	926,3	135,7	16,5
<i>dont hors UMOA</i>	403,0	442,8	440,3	39,8	9,9
- ressources	642,5	755,2	865,6	112,7	17,5
<i>dont hors UMOA</i>	202,4	182,5	253,1	-19,9	-9,8
3. BANQUE CENTRALE	-444,6	-424,8	-467,3	19,8	-4,5
- Concours	22,0	112,4	136,1	90,4	410,0
- Dépôts	466,6	537,2	603,3	70,6	15,1
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	832,4	892,2	798,6	59,8	7,2

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES ETABLISSEMENTS
FINANCIERS DE L'UMOA**

(En milliards de FCFA)

UMOA	31/12/2006 (1)	31/12/2007 (2)	Evolution au 30/06/2008 (3)	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
1 . CREDITS	60,6	59,3	59,2	-1,3	-2,1
- Crédits à long terme	1,1	0,1	0,0	-1,0	-90,3
- Crédits à moyen terme	26,9	22,1	21,2	-4,8	-18,0
- Crédits à court terme	15,7	9,5	8,0	-6,2	-39,7
<i>.dont crédits de campagne</i>	2,5	1,5	0,2	-1,0	-40,1
- Crédit-bail et assimilés	13,2	22,8	25,8	9,6	72,7
- Crédits en souffrance (a)	3,7	4,9	4,2	1,2	32,6
<i>.dont douteux et litigieux</i>	2,4	3,4	2,6	0,9	38,8
(a)/crédits	6,1%	8,2%	7,1%		
2 . AUTRES EMPLOIS	38,7	38,9	23,0	0,2	0,5
Titres de placement	7,0	9,2	0,7	2,3	32,7
Immobilisations financières	3,7	6,5	6,4	2,8	77,3
Autres immobilisations	5,6	5,7	3,4	0,2	2,9
Divers emplois	22,6	17,4	12,5	-5,2	-22,9
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	<u>99,3</u>	<u>98,2</u>	<u>82,2</u>	<u>-1,1</u>	<u>-1,1</u>
1 . FONDS PROPRES NETS	58,5	39,3	45,2	-19,2	-32,8
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	38,9	39,8	14,8	0,9	2,2
- A terme	36,9	37,0	13,5	0,1	0,2
- Comptes disponibles	2,0	2,8	1,3	0,8	39,0
3 . AUTRES RESSOURCES	16,0	20,5	45,2	4,4	27,5
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	<u>113,5</u>	<u>99,6</u>	<u>78,8</u>	<u>-13,9</u>	<u>-12,3</u>
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	14,2	1,3	-3,4	-12,8	-90,5

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	0,8	0,9	0,6	0,0	4,1
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	2,9	17,1	3,0	14,2	483,7
- emplois	33,2	34,7	35,9	1,4	4,3
<i>dont hors UMOA</i>	0,0	0,0	0,0	0,0	-25,5
- ressources	36,1	51,7	38,9	15,6	43,1
<i>dont hors UMOA</i>	2,5	1,6	1,6	-0,9	-36,6
3. BANQUE CENTRALE	-16,3	-17,5	1,0	-1,3	7,8
- Concours	0,9	1,0	1,0	0,0	5,3
- Dépôts	17,2	18,5	0,0	1,3	7,7
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	14,2	1,3	-3,4	-12,8	-90,5

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU BENIN**

(En milliards de FCFA)

BENIN	31/12/2006 (1)	31/12/2007 (2)	Evolution au 30/06/2008 (3)	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
1 . CREDITS	472,7	579,2	609,9	106,5	22,5
- Crédits à long terme	16,5	20,3	17,4	3,8	22,9
- Crédits à moyen terme	131,1	187,2	199,7	56,2	42,8
- Crédits à court terme	277,4	316,6	327,3	39,2	14,1
<i>.dont crédits de campagne</i>	8,8	20,6	15,9	11,8	133,5
- Crédit-bail et assimilés	0,4	3,2	3,3	2,8	694,3
- Crédits en souffrance (a)	47,3	51,9	62,3	4,6	9,7
<i>.dont douteux et litigieux</i>	36,7	30,8	27,8	-5,9	-16,2
<i>(a)/crédits</i>	<i>10,0%</i>	<i>9,0%</i>	<i>10,2%</i>		
2 . AUTRES EMPLOIS	106,8	178,2	239,5	71,4	66,9
Titres de placement	46,9	99,5	134,7	52,6	112,2
Immobilisations financières	14,7	15,0	20,9	0,3	1,7
Autres immobilisations	28,6	33,6	35,1	5,0	17,4
Divers emplois	16,6	30,1	48,9	13,6	81,9
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	<u>579,5</u>	<u>757,4</u>	<u>849,5</u>	<u>177,9</u>	<u>30,7</u>
1 . FONDS PROPRES NETS	64,7	76,1	75,2	11,4	17,6
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	606,5	803,9	866,3	197,4	32,5
- A terme	302,5	401,0	425,8	98,5	32,6
- Comptes disponibles	304,0	402,9	440,6	98,9	32,5
3 . AUTRES RESSOURCES	37,8	47,4	64,6	9,6	25,4
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	<u>709,0</u>	<u>927,4</u>	<u>1 006,1</u>	<u>218,4</u>	<u>30,8</u>
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	129,6	170,1	156,7	40,5	31,2

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	21,5	37,2	36,0	15,7	73,0
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-50,4	-58,2	-51,1	-7,8	15,5
- emplois	113,1	167,8	184,9	54,7	48,4
<i>dont hors UMOA</i>	62,4	72,8	90,8	10,4	16,7
- ressources	62,7	109,6	133,8	46,9	74,8
<i>dont hors UMOA</i>	20,7	27,9	31,3	7,2	34,8
3. BANQUE CENTRALE	-57,7	-74,7	-69,5	-17,0	29,4
- Concours	0,0	15,3	35,7	15,3	
- Dépôts	57,7	89,9	105,2	32,2	55,9
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	129,6	170,1	156,7	40,5	31,2

EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU BURKINA

(En milliards de FCFA)

BURKINA	31/12/2006	31/12/2007	Evolution au 30/06/2008	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
	(1)	(2)	(3)		
1 . CREDITS	582,3	580,2	645,9	-2,1	-0,4
- Crédits à long terme	12,2	12,2	15,8	0,0	-0,2
- Crédits à moyen terme	170,4	206,0	208,0	35,6	20,9
- Crédits à court terme	365,5	321,7	372,7	-43,8	-12,0
<i>.dont crédits de campagne</i>	72,6	26,6	50,0	-46,0	-63,3
- Crédit-bail et assimilés	2,7	2,5	2,3	-0,2	-7,7
- Crédits en souffrance (a)	31,5	37,8	47,1	6,3	20,1
<i>.dont douteux et litigieux</i>	22,2	27,2	28,3	5,0	22,4
(a)/crédits	5,4%	6,5%	7,3%		
2 . AUTRES EMPLOIS	109,0	166,2	184,2	57,2	52,5
Titres de placement	30,3	65,4	69,9	35,1	115,9
Immobilisations financières	18,8	33,0	33,4	14,2	75,6
Autres immobilisations	34,3	39,9	43,7	5,6	16,3
Divers emplois	25,6	28,0	37,2	2,3	9,0
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	691,3	746,4	830,1	55,1	8,0
1 . FONDS PROPRES NETS	78,4	87,1	93,4	8,7	11,1
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	611,9	722,1	779,8	110,2	18,0
- A terme	348,8	393,6	438,4	44,8	12,8
- Comptes disponibles	263,1	328,5	341,4	65,4	24,9
3 . AUTRES RESSOURCES	71,1	50,2	55,0	-20,9	-29,4
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	761,4	859,4	928,2	98,0	12,9
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	70,1	113,0	98,1	42,9	61,2

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	18,8	28,8	26,8	10,0	53,3
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-7,1	-27,5	-13,7	-20,4	286,7
- emplois	85,2	112,4	97,0	27,2	31,9
<i>dont hors UMOA</i>	47,9	57,0	43,6	9,2	19,1
- ressources	78,1	84,9	83,3	6,9	8,8
<i>dont hors UMOA</i>	19,1	27,3	38,6	8,2	42,9
3. BANQUE CENTRALE	-44,2	-56,8	-57,5	-12,6	28,4
- Concours	0,9	6,4	9,2	5,5	579,8
- Dépôts	45,2	63,2	66,7	18,0	39,9
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	70,1	113,0	98,1	42,9	61,2

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE LA COTE D'IVOIRE**

(En milliards de FCFA)

COTE D'IVOIRE	31/12/2006	31/12/2007	Evolution au 30/06/2008	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
	(1)	(2)	(3)		
1 . CREDITS	1 492,6	1 301,5	1 692,2	-191,2	-12,8
- Crédits à long terme	42,4	25,0	52,3	-17,4	-41,1
- Crédits à moyen terme	394,4	303,7	430,2	-90,8	-23,0
- Crédits à court terme	972,9	909,2	1 111,1	-63,7	-6,5
<i>.dont crédits de campagne</i>	68,2	74,8	61,7	6,7	9,8
- Crédit-bail et assimilés	25,3	28,8	41,8	3,5	13,7
- Crédits en souffrance (a)	57,5	34,8	56,7	-22,7	-39,6
<i>.dont douteux et litigieux</i>	34,4	15,3	27,0	-19,0	-55,4
(a)/crédits	3,9%	2,7%	3,4%		
2 . AUTRES EMPLOIS	306,1	460,6	562,7	154,5	50,5
Titres de placement	109,7	260,4	312,4	150,7	137,3
Immobilisations financières	43,3	53,9	59,5	10,6	24,5
Autres immobilisations	81,0	80,9	105,1	-0,1	-0,2
Divers emplois	72,0	65,3	85,7	-6,7	-9,3
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	1 798,7	1 762,0	2 254,9	-36,7	-2,0
1 . FONDS PROPRES NETS	224,6	138,1	199,6	-86,5	-38,5
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	1 651,8	1 597,3	2 021,2	-54,5	-3,3
- A terme	852,1	742,9	1 010,2	-109,2	-12,8
- Comptes disponibles	799,7	854,4	1 011,0	54,7	6,8
3 . AUTRES RESSOURCES	135,8	141,5	191,3	5,7	4,2
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	2 012,1	1 876,9	2 412,1	-135,3	-6,7
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	213,4	114,8	157,2	-98,6	-46,2

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	64,2	57,2	73,3	-7,0	-10,9
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-30,1	-30,4	20,6	-0,3	0,8
- emplois	223,7	212,3	191,2	-11,4	-5,1
<i>dont hors UMOA</i>	124,3	101,4	101,1	-23,0	-18,5
- ressources	193,5	181,9	211,8	-11,6	-6,0
<i>dont hors UMOA</i>	67,1	12,5	42,7	-54,6	-81,4
3. BANQUE CENTRALE	-119,0	-27,2	-104,5	91,8	77,1
- Concours	0,4	38,0	35,3	37,6	9415,0
- Dépôts	119,4	65,2	139,8	-54,2	-45,4
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	213,4	114,8	157,2	-98,6	-46,2

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DE LA GUINEE-BISSAU**

(En milliards de FCFA)

GUINEE-BISSAU	31/12/2006	31/12/2007	Evolution au 30/06/2008	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
	(1)	(2)	(3)		
1 . CREDITS	9,6	10,3	38,1	0,7	7,7
- Crédits à long terme	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
- Crédits à moyen terme	0,5	1,5	1,7	1,0	192,6
- Crédits à court terme	8,9	8,1	36,0	-0,8	-9,1
<i>.dont crédits de campagne</i>	<i>0,7</i>	<i>0,0</i>	<i>5,7</i>	<i>-0,7</i>	<i>-100,0</i>
- Crédit-bail et assimilés	0,0	0,0	0,0		
- Crédits en souffrance (a)	0,1	0,7	0,4	0,6	400,7
<i>.dont douteux et litigieux</i>	<i>0,0</i>	<i>0,2</i>	<i>0,1</i>	<i>0,2</i>	<i>884,0</i>
(a)/crédits	1,5%	7,2%	1,1%		
2 . AUTRES EMPLOIS	4,6	8,5	11,5	3,8	82,6
Titres de placement	2,1	5,0	6,3	2,9	133,6
Immobilisations financières	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Autres immobilisations	1,8	1,9	3,0	0,1	4,2
Divers emplois	0,7	1,5	2,3	0,9	135,7
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	<u>14,2</u>	<u>18,8</u>	<u>49,7</u>	<u>4,6</u>	<u>32,1</u>
1 . FONDS PROPRES NETS	6,0	4,5	7,1	-1,4	-24,0
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	19,0	27,4	42,3	8,4	44,0
- A terme	1,9	6,0	6,0	4,1	215,9
- Comptes disponibles	17,2	21,4	36,3	4,3	25,0
3 . AUTRES RESSOURCES	1,0	1,2	3,0	0,2	21,5
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	<u>26,0</u>	<u>33,2</u>	<u>52,5</u>	<u>7,2</u>	<u>27,5</u>
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	11,8	14,4	2,8	2,6	21,9

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	1,5	1,6	3,2	0,1	8,6
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-7,1	-7,2	7,1	-0,1	1,0
- emplois	9,8	10,5	10,7	0,7	7,3
<i>dont hors UMOA</i>	<i>5,6</i>	<i>3,9</i>	<i>2,8</i>	<i>-1,7</i>	<i>-29,8</i>
- ressources	2,7	3,4	17,8	0,6	23,5
<i>dont hors UMOA</i>	<i>0,6</i>	<i>0,5</i>	<i>4,6</i>	<i>0,0</i>	<i>-8,2</i>
3. BANQUE CENTRALE	-3,2	-5,6	-6,7	-2,4	74,2
- Concours	0,0	0,0	0,0		
- Dépôts	3,2	5,6	6,7	2,4	74,2
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	11,8	14,4	2,8	2,6	21,9

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU MALI**

(En milliards de FCFA)

MALI	31/12/2006	31/12/2007	Evolution au 30/06/2008	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
	(1)	(2)	(3)		
1 . CREDITS	643,3	676,8	719,0	33,6	5,2
- Crédits à long terme	18,9	23,7	23,6	4,9	25,8
- Crédits à moyen terme	117,7	162,4	175,3	44,6	37,9
- Crédits à court terme	424,7	424,3	447,9	-0,4	-0,1
<i>.dont crédits de campagne</i>	5,6	0,6	14,4	-5,0	-89,8
- Crédit-bail et assimilés	1,1	2,5	1,7	1,3	116,5
- Crédits en souffrance (a)	80,8	64,0	70,5	-16,8	-20,8
<i>.dont douteux et litigieux</i>	65,9	41,0	46,6	-24,9	-37,8
(a)/crédits	12,6%	9,5%	9,8%		
2 . AUTRES EMPLOIS	170,8	205,8	228,9	35,0	20,5
Titres de placement	23,0	37,4	47,4	14,4	62,7
Immobilisations financières	38,8	47,7	48,2	8,8	22,7
Autres immobilisations	63,8	70,8	86,8	7,1	11,1
Divers emplois	45,2	49,9	46,5	4,7	10,4
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	<u>814,0</u>	<u>882,6</u>	<u>947,9</u>	<u>68,6</u>	<u>8,4</u>
1 . FONDS PROPRES NETS	96,4	75,9	88,3	-20,6	-21,3
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	786,1	870,7	879,4	84,6	10,8
- A terme	306,4	361,5	372,5	55,1	18,0
- Comptes disponibles	479,7	509,2	506,9	29,5	6,2
3 . AUTRES RESSOURCES	54,2	59,6	52,7	5,4	10,0
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	<u>936,7</u>	<u>1 006,2</u>	<u>1 020,4</u>	<u>69,5</u>	<u>7,4</u>
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	122,7	123,6	72,5	0,9	0,7

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	31,4	39,1	45,0	7,7	24,3
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-24,4	7,7	24,0	32,1	-131,7
- emplois	153,9	135,5	124,2	-18,4	-12,0
<i>dont hors UMOA</i>	26,5	66,1	45,6	39,6	149,0
- ressources	129,5	143,2	148,2	13,7	10,6
<i>dont hors UMOA</i>	26,5	31,5	27,4	5,0	18,8
3. BANQUE CENTRALE	-66,9	-92,2	-51,8	-25,4	37,9
- Concours	0,0	6,4	18,6	6,4	
- Dépôts	66,9	98,6	70,4	31,7	47,4
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	122,7	123,6	72,5	0,9	0,7

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU NIGER**

(En milliards de FCFA)

NIGER	31/12/2006	31/12/2007	Evolution au 30/06/2008	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
	(1)	(2)	(3)		
1 . CREDITS	169,7	206,8	245,0	37,1	21,9
- Crédits à long terme	6,9	9,6	14,0	2,7	39,7
- Crédits à moyen terme	39,1	63,1	71,0	24,1	61,6
- Crédits à court terme	110,2	111,9	142,3	1,7	1,6
<i>.dont crédits de campagne</i>	0,4	0,7	0,5	0,3	98,6
- Crédit-bail et assimilés	0,0	0,0	0,0		
- Crédits en souffrance (a)	13,5	22,1	17,7	8,5	63,1
<i>.dont douteux et litigieux</i>	5,5	10,6	8,6	5,1	92,5
<i>(a)/crédits</i>	8,0%	10,7%	7,2%		
2 . AUTRES EMPLOIS	44,1	46,2	53,9	2,1	4,8
Titres de placement	13,1	13,4	18,1	0,3	2,2
Immobilisations financières	3,5	3,7	4,8	0,2	4,5
Autres immobilisations	17,7	17,6	17,6	0,0	-0,2
Divers emplois	9,8	11,5	13,4	1,7	17,1
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	<u>213,8</u>	<u>253,0</u>	<u>298,9</u>	<u>39,2</u>	<u>18,3</u>
1 . FONDS PROPRES NETS	32,2	32,5	34,4	0,3	0,8
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	198,5	275,5	288,0	76,9	38,7
- A terme	69,8	98,9	105,6	29,1	41,7
- Comptes disponibles	128,8	176,6	182,5	47,8	37,1
3 . AUTRES RESSOURCES	19,0	20,5	21,2	1,6	8,3
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	<u>249,8</u>	<u>328,5</u>	<u>343,6</u>	<u>78,8</u>	<u>31,5</u>
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	36,0	75,6	44,8	39,6	110,0

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	11,2	17,4	15,4	6,2	55,2
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-4,1	6,1	8,0	10,2	-249,6
- emplois	36,2	45,1	49,4	8,9	24,6
<i>dont hors UMOA</i>	18,0	21,1	21,8	3,1	17,3
- ressources	32,1	51,3	57,4	19,2	59,6
<i>dont hors UMOA</i>	14,6	15,2	18,1	0,6	4,0
3. BANQUE CENTRALE	-20,7	-64,3	-37,4	-43,6	211,2
- Concours	0,0	0,7	1,8	0,7	
- Dépôts	20,7	65,0	39,3	44,4	214,7
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	36,0	75,6	44,8	39,6	110,0

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU SENEGAL**

(En milliards de FCFA)

SENEGAL	31/12/2006 (1)	31/12/2007 (2)	Evolution au 30/06/2008 (3)	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
1 . CREDITS	1 247,6	1 318,0	1 424,6	70,4	5,6
- Crédits à long terme	55,3	64,5	66,8	9,2	16,7
- Crédits à moyen terme	445,7	511,2	528,5	65,5	14,7
- Crédits à court terme	629,5	620,0	684,7	-9,5	-1,5
<i>.dont crédits de campagne</i>	15,5	9,8	13,1	-5,7	-36,8
- Crédit-bail et assimilés	7,2	9,0	9,3	1,8	24,8
- Crédits en souffrance (a)	109,9	113,3	135,3	3,4	3,0
<i>.dont douteux et litigieux</i>	57,5	61,6	68,6	4,1	7,2
(a)/crédits	8,8%	8,6%	9,5%		
2 . AUTRES EMPLOIS	363,8	481,2	497,4	117,4	32,3
Titres de placement	217,5	309,8	310,8	92,3	42,5
Immobilisations financières	33,3	43,5	44,5	10,2	30,7
Autres immobilisations	63,7	71,9	74,9	8,2	12,9
Divers emplois	49,3	56,0	67,2	6,7	13,5
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	<u>1 611,4</u>	<u>1 799,2</u>	<u>1 922,0</u>	<u>187,8</u>	<u>11,7</u>
1 . FONDS PROPRES NETS	203,7	207,5	226,2	3,8	1,8
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	1 478,1	1 648,5	1 734,9	170,4	11,5
- A terme	778,4	837,2	853,5	58,9	7,6
- Comptes disponibles	699,8	811,3	881,5	111,5	15,9
3 . AUTRES RESSOURCES	106,5	149,7	146,3	43,2	40,6
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	<u>1 788,4</u>	<u>2 005,6</u>	<u>2 107,5</u>	<u>217,3</u>	<u>12,2</u>
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	177,0	206,5	185,5	29,7	16,7

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	42,9	65,6	58,7	22,7	53,0
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-24,8	-2,1	45,8	22,7	-91,6
- emplois	167,6	191,2	159,9	23,6	14,1
<i>dont hors UMOA</i>	100,1	93,5	90,7	-6,7	-6,7
- ressources	142,8	189,1	205,7	46,3	32,4
<i>dont hors UMOA</i>	50,9	53,6	75,6	2,8	5,5
3. BANQUE CENTRALE	-109,3	-138,8	-172,6	-29,5	27,0
- Concours	21,6	47,0	33,1	25,3	117,0
- Dépôts	130,9	185,7	205,7	54,8	41,8
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	177,0	206,5	185,5	29,5	16,7

**EVOLUTION DES EMPLOIS ET RESSOURCES DES BANQUES
ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS DU TOGO**

(En milliards de FCFA)

TOGO	31/12/2006	31/12/2007	Evolution au 30/06/2008	VARIATIONS	
				MONTANT	EN %
				2-1 (4)	4/1 (5)
	(1)	(2)	(3)		
1 . CREDITS	259,5	303,7	231,6	44,2	17,0
- Crédits à long terme	2,7	2,7	2,6	0,0	0,6
- Crédits à moyen terme	83,6	94,4	85,3	10,8	12,9
- Crédits à court terme	130,8	156,3	105,3	25,5	19,5
<i>.dont crédits de campagne</i>	1,5	0,5	0,0	-1,0	-67,6
- Crédit-bail et assimilés	0,1	0,0	0,0	0,0	-49,3
- Crédits en souffrance (a)	42,2	50,2	38,4	8,0	18,9
<i>.dont douteux et litigieux</i>	29,3	36,0	29,7	6,7	22,8
(a)/crédits	16,3%	16,5%	16,6%		
2 . AUTRES EMPLOIS	99,6	120,5	127,3	20,8	20,9
Titres de placement	37,0	60,3	65,8	23,4	63,2
Immobilisations financières	3,7	3,4	3,4	-0,2	-6,1
Autres immobilisations	32,1	34,7	36,8	2,6	7,9
Divers emplois	26,9	22,0	21,3	-4,8	-18,0
A. TOTAL EMPLOIS (1 + 2)	<u>359,1</u>	<u>424,2</u>	<u>358,9</u>	<u>65,1</u>	<u>18,1</u>
1 . FONDS PROPRES NETS	68,4	70,0	85,2	1,6	2,4
2 . DEPOTS ET EMPRUNTS	333,3	391,4	325,3	58,1	17,4
- A terme	167,4	215,7	177,8	48,2	28,8
- Comptes disponibles	165,8	175,8	147,5	9,9	6,0
3 . AUTRES RESSOURCES	43,4	38,3	26,1	-5,1	-11,8
B. TOTAL RESSOURCES (1+2+3)	<u>445,1</u>	<u>499,8</u>	<u>436,6</u>	<u>54,6</u>	<u>12,3</u>
DEFICIT OU EXCEDENT (B - A)	86,0	75,6	77,7	-10,4	-12,1

AFFECTATION DES EXCEDENTS OU COUVERTURE DES DEFICITS DE TRESORERIE

1. DISPONIBILITES	15,5	16,8	12,8	1,3	8,3
2. BANQUES ET CORRESPONDANTS	-30,7	-26,1	-61,8	4,6	-15,0
- emplois	67,9	68,5	105,0	0,5	0,8
<i>dont hors UMOA</i>	18,2	27,3	44,1	9,1	50,2
- ressources	37,2	42,4	43,2	5,1	13,8
<i>dont hors UMOA</i>	5,5	15,5	16,4	10,0	182,6
3. BANQUE CENTRALE	-39,8	-32,7	-3,1	7,1	-17,9
- Concours	0,0	0,9	6,3	0,9	
- Dépôts	39,8	33,6	9,4	-6,2	-15,6
DEFICIT OU EXCEDENT (1-2-3)	86,0	75,6	77,7	-10,4	-12,1

U.M.O.A.

FORMATION DES BENEFICES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS

(En millions de FCFA)

	2005	2006	2007
1 PRODUITS BANCAIRES	666 706	727 375	829 759
11 PRODUITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	20 032	26 449	33 465
12 PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	491 199	531 765	579 912
13 PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	22 020	24 857	37 496
14 PRODUITS SUR VENTES DE MARCHANDISES	1 317	1 231	1 144
15 PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	31 270	32 735	56 219
16 PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 495	9 713	10 736
17 AUTRES PRODUITS BANCAIRES	93 373	100 625	110 787
2 FRAIS BANCAIRES	161 616	184 465	225 644
21 CHARGES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	23 463	26 063	34 297
22 CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	102 361	114 175	125 935
23 CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	16 757	19 529	29 024
24 CHARGES SUR MARCHANDISES ACHETEES	1 142	1 212	1 405
25 CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	2 836	3 142	12 265
26 CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0
27 AUTRES CHARGES BANCAIRES	15 057	20 344	22 718
3 PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER (1-2)	505 090	542 909	604 115
31 PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	16 717	20 942	16 534
32 CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	12 112	15 560	18 978
4 PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+31-32)	509 695	548 291	601 671
41 FRAIS DE PERSONNEL	132 117	148 797	160 916
42 IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	16 284	17 009	20 325
43 AUTRES FRAIS GENERAUX	129 845	144 275	165 785
44 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISS. ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	41 356	49 010	53 311
5 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (4-41-42-43-44)	190 093	189 200	201 334
51 PROVISIONS NETTES	85 248	92 200	78 614
DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	81 147	67 367	72 432
DOTATIONS NETTES AUTRES PROVISIONS	4 101	24 833	6 182
52 PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	13 908	27 812	21 578
6 RESULTAT D'EXPLOITATION (5-51-52)	90 937	69 188	101 142
61 PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DIVERS	15 630	22 575	32 821
62 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	925	658	677
63 CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DIVERSES	20 079	22 343	31 698
64 DOTATIONS NETTES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	4 595	1 083	7 649
7 RESULTAT NET AVANT IMPOT (6+61+62-63-64)	82 818	68 995	95 293
71 IMPÔT SUR LE RESULTAT	35 645	37 232	38 038
8 RESULTAT NET (7-71)	47 173	31 763	57 255

U.M.O.A.

FORMATION DES BENEFICES DES BANQUES

(En millions de FCFA)

	2005	2006	2007
1 PRODUITS BANCAIRES	645 078	703 869	796 994
11 PRODUITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	18 240	24 408	32 203
12 PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	484 700	523 910	573 177
13 PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	12 625	14 051	16 718
14 PRODUITS SUR VENTES DE MARCHANDISES	0	0	410
15 PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	30 680	32 311	56 104
16 PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	7 265	9 601	10 567
17 AUTRES PRODUITS BANCAIRES	91 568	99 588	107 815
2 FRAIS BANCAIRES	149 851	171 095	203 529
21 CHARGES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	21 382	23 492	30 206
22 CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	101 513	113 222	125 854
23 CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	9 336	11 330	12 947
24 CHARGES SUR MARCHANDISES ACHETEES	633	677	1 259
25 CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	2 452	2 652	11 378
26 CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0
27 AUTRES CHARGES BANCAIRES	14 535	19 722	21 885
3 PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER (1-2)	495 227	532 774	593 465
31 PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	15 805	18 826	15 364
32 CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	10 966	13 953	16 608
4 PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+31-32)	500 066	537 647	592 221
41 FRAIS DE PERSONNEL	128 044	144 966	156 918
42 IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	15 852	16 606	19 797
43 AUTRES FRAIS GENERAUX	126 037	139 896	161 440
44 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISS. ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	40 109	48 006	52 392
5 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (4-41-42-43-44)	190 024	188 173	201 674
51 PROVISIONS NETTES	84 019	78 168	74 998
DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	79 886	57 439	72 021
DOTATIONS NETTES AUTRES PROVISIONS	4 133	20 729	2 977
52 PERTES SUR CREANCES IRRECOURVABLES	13 431	26 726	19 936
6 RESULTAT D'EXPLOITATION (5-51-52)	92 574	83 279	106 740
61 PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DIVERS	13 219	19 302	21 664
62 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	907	580	588
63 CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DIVERSES	19 297	21 408	31 388
64 DOTATIONS NETTES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	4 612	1 344	7 649
7 RESULTAT NET AVANT IMPOT (6+61+62-63-64)	82 791	80 409	89 955
71 IMPÔT SUR LE RESULTAT	35 053	36 501	37 478
8 RESULTAT NET (7-71)	47 738	43 908	52 477

U.M.O.A.

FORMATION DES BENEFICES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS

(En millions de FCFA)

	2005	2006	2007
1 PRODUITS BANCAIRES	21 628	23 506	32 765
11 PRODUITS SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 792	2 041	1 262
12 PRODUITS SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	6 499	7 855	6 735
13 PRODUITS SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	9 395	10 806	20 778
14 PRODUITS SUR VENTES DE MARCHANDISES	1 317	1 231	734
15 PRODUITS SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	590	424	115
16 PRODUITS SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	230	112	169
17 AUTRES PRODUITS BANCAIRES	1 805	1 037	2 972
2 FRAIS BANCAIRES	11 765	13 370	22 115
21 CHARGES SUR OPERATIONS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	2 081	2 571	4 091
22 CHARGES SUR OPERATIONS AVEC LA CLIENTELE	848	953	81
23 CHARGES SUR CREDIT-BAIL ET OPERATIONS ASSIMILEES	7 421	8 199	16 077
24 CHARGES SUR MARCHANDISES ACHETEES	509	535	146
25 CHARGES SUR OPERATIONS SUR TITRES ET DIVERSES	384	490	887
26 CHARGES SUR IMMOBILISATIONS FINANCIERES	0	0	0
27 AUTRES CHARGES BANCAIRES	522	622	833
3 PRODUIT NET BANCAIRE OU FINANCIER (1-2)	9 863	10 135	10 650
31 PRODUITS DIVERS D'EXPLOITATION	912	2 116	1 170
32 CHARGES DIVERSES D'EXPLOITATION	1 146	1 607	2 370
4 PRODUIT GLOBAL D'EXPLOITATION (3+31-32)	9 629	10 644	9 450
41 FRAIS DE PERSONNEL	4 073	3 831	3 998
42 IMPOTS, TAXES ET ASSIMILES	432	403	528
43 AUTRES FRAIS GENERAUX	3 808	4 379	4 345
44 DOTATIONS NETTES AUX AMORTISS. ET PROVISIONS SUR IMMOBILISATIONS	1 247	1 004	919
5 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (4-41-42-43-44)	69	1 027	-340
51 PROVISIONS NETTES	1 229	14 032	3 616
DOTATIONS NETTES AUX PROVISIONS SUR CREANCES EN SOUFFRANCE	1 261	9 928	411
DOTATIONS NETTES AUTRES PROVISIONS	-32	4 104	3 205
52 PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES	477	1 086	1 642
6 RESULTAT D'EXPLOITATION (5-51-52)	-1 637	-14 091	-5 598
61 PRODUITS EXCEPTIONNELS ET DIVERS	2 411	3 273	11 157
62 SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	18	78	89
63 CHARGES EXCEPTIONNELLES ET DIVERSES	782	935	310
64 DOTATIONS NETTES DU FONDS POUR RISQUES BANCAIRES GENERAUX	-17	-261	0
7 RESULTAT NET AVANT IMPOT (6+61+62-63-64)	27	-11 414	5 338
71 IMPÔT SUR LE RESULTAT	592	731	560
8 RESULTAT NET (7-71)	-565	-12 145	4 778

U.M.O.A.

MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES EN 2007
BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)

(Montants en millions FCFA)

	L	B	E	L	L	E	S	BENIN	BURKINA	COTE D'IVOIRE	GUINEE-BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	U M O A
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	96 214	80 137	143 061	3 194	128 122	41 473	184 391	37 325	713 916						
2	FONDS PROPRES NETS	68 844	67 556	190 509	5 798	72 331	29 134	196 533	64 017	694 722						
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	683 419	638 168	1 571 531	26 220	708 827	213 739	1 524 499	282 549	5 648 952						
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	848 477	785 861	1 905 101	35 211	909 280	284 346	1 905 424	383 891	7 057 591						
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	779 633	718 305	1 714 593	29 413	836 949	255 212	1 708 890	319 874	6 362 869						
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	4 922	5 554	7 320	67	5 663	1 484	6 833	1 496	34 297						
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	17 235	18 316	37 837	67	10 977	2 771	32 828	5 899	125 935						
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	22 157	23 870	45 157	134	16 640	4 255	39 661	7 395	160 232						
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	5,1%	6,9%	5,1%	2,1%	4,4%	3,6%	3,7%	4,0%	4,8%						
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,5%	2,9%	2,4%	0,3%	1,5%	1,3%	2,2%	2,1%	2,2%						
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,8%	3,3%	2,6%	0,5%	2,0%	1,7%	2,3%	2,3%	2,5%						
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,6%	3,0%	2,4%	0,4%	1,8%	1,5%	2,1%	1,9%	2,3%						
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	513 210	518 337	1 177 781	9 966	556 326	178 281	1 207 112	198 027	4 359 040						
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	62 760	74 645	174 640	2 640	75 772	26 530	139 607	26 523	583 239						
15	Taux MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,2%	14,4%	14,8%	26,5%	13,6%	14,9%	11,6%	13,4%	13,4%						
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	9,7%	11,5%	12,4%	26,2%	12,1%	13,6%	9,4%	11,3%	11,2%						
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	212 279	161 554	407 656	16 887	222 249	63 726	350 075	102 764	1 537 190						
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	4 905	3 684	8 264	399	5 835	1 450	6 019	3 017	33 573						
19	Taux MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	2,3%	2,3%	2,0%	2,4%	2,6%	2,3%	1,7%	2,9%	2,2%						
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	67 665	78 329	182 904	3 039	81 607	27 980	145 626	29 540	616 812						
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	725 489	679 891	1 585 437	26 852	778 575	242 007	1 557 187	300 791	5 896 230						
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	9,3%	11,5%	11,5%	11,3%	10,5%	11,6%	9,4%	9,8%	10,5%						
23	MARGE GLOBALE (22-11)	6,5%	8,2%	8,9%	10,9%	8,5%	9,9%	7,0%	7,5%	7,9%						
24	FRAIS GENERAUX	38 223	44 126	119 054	3 865	49 663	14 073	75 625	20 861	365 795						
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	15 937	19 664	51 262	1 537	24 480	5 339	35 340	9 418	163 091						
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	8 732	12 127	15 922	171	25 636	3 235	13 785	2 541	82 049						
27	RESULTAT NET	2 188	1 762	18 663	-1 236	-12 768	6 627	36 366	6 813	57 255						
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	58 418	139 672	177 112	4 079	81 136	28 694	148 900	33 227	604 115						
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	16 633	26 147	46 761	-571	24 409	13 839	65 404	9 873	201 334						
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	229,8%	168,8%	254,6%	-676,9%	203,5%	101,7%	115,6%	211,3%	181,7%						
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	41,7%	44,6%	43,1%	39,8%	49,3%	37,9%	46,7%	45,1%	44,6%						
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	27,3%	14,1%	28,9%	37,7%	30,2%	18,6%	23,7%	28,3%	27,0%						
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	52,5%	46,4%	34,0%	-29,9%	105,0%	23,4%	21,1%	25,7%	40,8%						
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	65,4%	31,6%	67,2%	94,8%	61,2%	49,0%	50,8%	62,8%	60,6%						
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	3,2%	2,6%	9,8%	-21,3%	-17,7%	22,7%	18,5%	20,6%	8,2%						
36	Taux DE MARGE NETTE (27/28)	3,7%	1,3%	10,5%	-30,3%	-15,7%	23,1%	24,4%	20,5%	9,5%						
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	88 986	111 799	256 954	4 404	103 852	34 959	201 886	42 881	846 293						
38	CHARGES D'EXPLOITATION	67 689	78 766	195 426	4 185	70 193	19 643	201 503	29 589	591 648						
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	76,1%	70,5%	76,1%	95,0%	67,6%	56,2%	99,8%	69,0%	69,9%						

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

U.M.O.A.

MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES EN 2007
BANQUES (*)

(Montants en millions FCFA)

	L	B	E	L	L	E	S	BENIN	BURKINA	COTE D'IVOIRE	GUINEE BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	U	M	O	A
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE							92 445	70 120	122 036	3 194	123 753	41 473	184 115	37 322				674 456
2	FONDS PROPRES NETS						68 095	64 650	183 242	1 832 421	5 798	71 976	26 197	195 593	39 673				655 224
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE						683 193	634 012	1 570 343	26 220	26 220	708 588	213 239	1 523 370	263 002				5 621 966
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)						843 733	768 782	1 875 620	1 875 620	35 211	904 317	280 909	1 903 078	339 997				6 951 647
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)						775 638	704 132	1 692 378	29 413	29 413	832 340	254 712	1 707 485	300 324				6 296 422
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE						4 651	3 878	6 350	67	67	5 491	1 484	6 789	1 467				30 177
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE						17 235	18 297	37 837	67	67	10 977	2 771	32 771	5 085				125 040
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)						21 886	22 175	44 187	134	134	16 468	4 255	39 560	6 552				155 217
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)						5,0%	5,5%	5,2%	2,1%	2,1%	4,4%	3,6%	3,7%	3,9%				4,5%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)						2,5%	2,9%	2,4%	0,3%	0,3%	1,5%	1,3%	2,2%	1,9%				2,2%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)						2,8%	3,1%	2,6%	0,5%	0,5%	2,0%	1,7%	2,3%	2,2%				2,5%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)						2,6%	2,9%	2,4%	0,4%	0,4%	1,8%	1,5%	2,1%	1,9%				2,2%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE						511 234	503 392	1 165 094	9 966	9 966	553 667	178 281	1 205 982	197 321				4 324 937
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE						62 395	71 052	172 732	2 640	2 640	75 257	26 530	139 402	25 177				575 185
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)						12,2%	14,1%	14,8%	26,5%	26,5%	13,6%	14,9%	11,6%	12,8%				13,3%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)						9,7%	11,2%	12,4%	26,2%	26,2%	12,0%	13,6%	9,4%	10,8%				11,1%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES						211 917	159 904	404 672	16 887	16 887	221 212	60 375	349 829	66 278				1 491 073
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE						4 879	3 684	8 256	399	399	5 762	1 298	6 019	1 245				31 542
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)						2,3%	2,3%	2,0%	2,4%	2,4%	2,6%	2,1%	1,7%	1,9%				2,1%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)						67 274	74 736	180 988	3 039	3 039	81 019	27 828	145 421	26 422				606 727
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)						723 151	663 296	1 569 767	26 852	26 852	774 878	238 656	1 555 811	263 599				5 816 010
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)						9,3%	11,3%	11,5%	10,9%	10,9%	10,5%	11,7%	9,3%	10,0%				10,4%
23	MARGE GLOBALE (22-11)						6,5%	8,1%	8,9%	10,9%	10,9%	8,5%	10,0%	7,0%	7,8%				8,0%
24	FRAIS GENERAUX						38 019	40 904	113 489	3 865	3 865	49 085	13 929	75 150	18 943				353 373
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)						15 808	18 244	49 707	1 537	1 537	24 203	5 286	35 105	8 699				158 585
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **						8 737	11 596	12 752	171	171	26 325	3 171	13 773	1 779				78 304
27	RESULTAT NET						2 098	1 956	15 513	-1 236	-1 236	-12 728	6 630	36 059	3 933				52 225
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)						58 045	69 836	175 411	4 079	4 079	80 423	28 468	148 078	29 125				591 343
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)						16 481	25 332	50 728	-571	-571	24 339	13 774	65 068	6 523				200 959
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)						230,7%	161,5%	223,7%	-676,9%	-676,9%	201,7%	101,1%	115,5%	290,4%				175,8%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)						41,6%	44,6%	43,8%	39,8%	39,8%	49,3%	37,9%	46,7%	45,9%				44,9%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)						27,2%	26,1%	28,3%	37,7%	37,7%	30,1%	18,6%	23,7%	29,9%				26,8%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **						53,0%	45,8%	25,1%	-29,9%	-29,9%	108,2%	23,0%	21,2%	27,3%				39,0%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)						65,5%	68,6%	64,7%	64,7%	64,7%	61,0%	48,9%	50,8%	65,0%				59,8%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)						3,1%	3,0%	8,5%	-21,3%	-21,3%	-17,7%	25,3%	18,4%	9,9%				8,0%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)						3,6%	2,8%	8,8%	-30,3%	-30,3%	-15,8%	23,3%	24,4%	13,5%				8,8%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION						86 878	98 277	247 176	4 404	4 404	102 058	34 711	200 077	35 777				809 356
38	CHARGES D'EXPLOITATION						65 768	66 290	182 153	4 185	4 185	68 537	19 494	200 077	26 820				556 261
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)						75,7%	67,5%	73,7%	95,0%	95,0%	67,2%	56,2%	100,0%	75,0%				68,7%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

U.M.O.A.

MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES EN 2007
ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)

(Montants en millions FCFA)

	L	I	B	E	L	L	E	S	BENIN	BURKINA	COTE D'IVOIRE	GUINEE-BISSAU	MALI	NIGER	SENEGAL	TOGO	U M O A
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE			3 769	10 017						21 026		4 369		277		39 461
2	FONDS PROPRES NETS			749	2 906						7 267		355	2 938	941	24 344	39 498
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE			226	4 156						1 189		240	500	1 129	19 547	26 986
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)			4 744	17 079						29 481		4 964	3 438	2 346	43 894	105 945
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4+2)			3 995	14 173						22 215		4 609	500	1 406	19 550	66 447
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE			271	1 676						970		172	0	44	29	4 120
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE			0	19						0		0	0	57	814	895
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)			271	1 695						970		172	0	101	843	5 015
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)			7,2%	16,7%						4,6%		3,9%	0,0%	15,9%	966,7%	10,4%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)			0,0%	0,5%						0,0%		0,0%	0,0%	5,0%	4,2%	3,3%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)			6,8%	12,0%						4,4%		3,7%	0,0%	7,2%	4,3%	7,5%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)			5,7%	9,9%						3,3%		3,5%	0,0%	4,3%	1,9%	4,7%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE			1 977	14 945						12 687		2 660	0	1 130	706	34 103
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE			365	3 593						1 908		515	0	205	1 346	8 054
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)			18,5%	24,0%						15,0%		19,4%	0,0%	18,1%	190,6%	23,6%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)			18,5%	23,6%						15,0%		19,4%	0,0%	13,1%	186,4%	20,3%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES			362	1 650						2 984		1 037	3 351	247	36 486	46 117
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE			26	0						8		73	152	0	1 772	2 031
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)			7,2%	0,0%						0,3%		7,0%	0,0%	0,0%	4,9%	4,4%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)			391	3 593						1 916		588	152	205	3 118	10 085
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)			2 338	16 595						15 671		3 697	3 351	1 376	37 192	80 220
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)			16,7%	21,7%						12,2%		15,9%	0,0%	14,9%	8,4%	12,6%
23	MARGE GLOBALE (22-11)			9,9%	9,7%						7,9%		12,2%	0,0%	7,7%	4,1%	5,0%
24	FRAIS GENERAUX			204	3 222						5 565		578	144	475	1 918	12 422
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)			129	1 420						1 555		277	53	235	723	4 506
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **			-5	531						3 170		-689	64	12	762	3 745
27	RESULTAT NET			90	-194						3 150		-40	-3	307	2 880	5 030
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)			373	69 836						1 701		713	226	822	4 102	12 772
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)			152	815						-3 967		70	65	336	3 350	379
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)			134,2%	395,3%						-140,3%		825,7%	0,0%	141,4%	57,3%	3277,6%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)			63,2%	44,1%						27,9%		47,9%	0,0%	49,5%	37,7%	36,3%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)			34,6%	2,0%						91,4%		36,8%	0,0%	28,6%	17,6%	35,3%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29)**			-3,3%	65,2%						-79,9%		-984,3%	0,0%	3,6%	22,7%	988,1%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)			54,7%	4,6%						327,2%		81,1%	0,0%	57,8%	46,8%	97,3%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)			12,0%	-6,7%						43,3%		-11,3%	0,0%	32,6%	11,8%	12,7%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)			24,1%	-0,3%						185,2%		-5,6%	0,0%	37,3%	70,2%	39,4%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION			2 108	13 522						9 778		1 794	248	1 809	7 104	36 935
38	CHARGES D'EXPLOITATION			1 921	12 476						13 273		1 656	149	1 426	2 769	35 387
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)			91,1%	92,3%						135,7%		92,3%	0,0%	78,8%	39,0%	95,8%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

U.M.O.A.

MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)

(Montants en millions FCFA)

L I B E L L E S		2005	2006	2007
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	550 138,5	620 105,8	713 916,4
2	FONDS PROPRES NETS	645 452,0	693 097,1	694 722,3
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	4 801 353,3	5 096 760,9	5 648 952,3
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	5 996 943,8	6 409 963,8	7 057 591,1
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	5 351 491,8	5 716 866,7	6 362 868,8
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	23 463,0	26 063,2	34 297,0
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	102 361,0	114 175,0	125 935,0
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	125 824,0	140 238,2	160 232,0
9	COÛT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,3%	4,2%	4,8%
10	COÛT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,1%	2,2%	2,2%
11	COÛT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,4%	2,5%	2,5%
12	COÛT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,1%	2,2%	2,3%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	3 810 296,2	4 179 200,0	4 359 039,8
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	493 908,0	535 082,7	583 239,0
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	13,0%	12,8%	13,4%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	10,8%	10,6%	11,2%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 364 744,1	1 350 496,7	1 537 189,7
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	20 031,0	26 432,8	33 573,0
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,5%	2,0%	2,2%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	513 939,0	561 515,5	616 812,0
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	5 175 040,3	5 529 696,7	5 896 229,5
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	9,9%	10,2%	10,5%
23	MARGE GLOBALE (22-11)	7,6%	7,7%	7,9%
24	FRAIS GENERAUX	289 458,0	325 092,4	365 795,0
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	140 651,0	156 318,0	163 091,0
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	87 994,0	95 544,9	82 049,0
27	RESULTAT NET	47 173,0	31 763,0	57 255,0
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	505 090,0	543 057,3	604 115,0
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	190 093,0	189 348,0	201 334,0
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	152,3%	171,7%	181,7%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	48,6%	48,1%	44,6%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	27,8%	28,8%	27,0%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	46,3%	50,5%	40,8%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	57,3%	59,9%	60,6%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	7,3%	4,6%	8,2%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	9,3%	5,8%	9,5%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	683 423,0	748 464,9	846 293,0
38	CHARGES D'EXPLOITATION	451 974,0	510 106,6	591 648,0
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	66,1%	68,2%	69,9%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

U.M.O.A.

MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES (*)

(Montants en millions FCFA)

L I B E L L E S		2005	2006	2007
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	522 106,0	588 265,5	674 455,9
2	FONDS PROPRES NETS	593 873,0	638 765,6	655 224,3
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	4 774 433,8	5 063 405,4	5 621 966,3
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	5 890 412,8	6 290 436,5	6 951 646,6
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	5 296 539,8	5 651 670,9	6 296 422,3
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	21 382,0	23 492,0	30 177,0
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	101 513,0	113 222,0	125 040,0
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	122 895,0	136 714,0	155 217,0
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,1%	4,0%	4,5%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,1%	2,2%	2,2%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	2,3%	2,4%	2,5%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,1%	2,2%	2,2%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	3 776 578,9	4 134 081,0	4 324 936,6
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	487 305,0	527 237,0	575 185,0
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	12,9%	12,8%	13,3%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	10,8%	10,5%	11,1%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	1 322 699,3	1 303 564,4	1 491 073,2
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	18 239,0	24 392,0	31 542,0
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,4%	1,9%	2,1%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	505 544,0	551 629,0	606 727,0
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	5 099 278,3	5 437 645,4	5 816 009,8
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	9,9%	10,1%	10,4%
23	MARGE GLOBALE (22-11)	7,6%	7,7%	8,0%
24	FRAIS GENERAUX	280 017,0	314 872,0	353 373,0
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	136 508,0	152 419,0	158 585,0
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	86 661,0	81 513,0	78 304,0
27	RESULTAT NET	47 738,0	43 908,0	52 225,0
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	495 227,0	532 922,0	591 343,0
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	190 024,0	188 321,0	200 955,0
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	147,4%	167,2%	175,8%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	48,7%	48,4%	44,9%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	27,6%	28,6%	26,8%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	45,6%	43,3%	39,0%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	56,5%	59,1%	59,8%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	8,0%	6,9%	8,0%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	9,6%	8,2%	8,8%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	660 883,0	722 843,0	809 358,0
38	CHARGES D'EXPLOITATION	430 750,0	486 516,0	556 261,0
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	65,2%	67,3%	68,7%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

U.M.O.A.

MARGE GLOBALE ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)

(Montants en millions FCFA)

L I B E L L E S		2005	2006	2007
1	EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	28 032,5	31 840,3	39 460,5
2	FONDS PROPRES NETS	51 579,0	54 331,5	39 498,0
3	COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	26 919,5	33 355,5	26 986,0
4	TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	106 531,0	119 527,3	105 944,5
5	TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	54 952,0	65 195,8	66 446,5
6	CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	2 081,0	2 571,2	4 120,0
7	AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	848,0	953,0	895,0
8	TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	2 929,0	3 524,2	5 015,0
9	COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	7,4%	8,1%	10,4%
10	COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	3,2%	2,9%	3,3%
11	COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	5,3%	5,4%	7,5%
12	COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,7%	2,9%	4,7%
13	ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	33 717,3	45 119,0	34 103,3
14	AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	6 603,0	7 845,7	8 054,0
15	TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	19,6%	17,4%	23,6%
16	MARGE CLIENTELE (15-10)	16,4%	14,5%	20,3%
17	PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	42 044,8	46 932,3	46 116,5
18	PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	1 792,0	2 040,8	2 031,0
19	TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	4,3%	4,3%	4,4%
20	TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	8 395,0	9 886,5	10 085,0
21	ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	75 762,0	92 051,3	80 219,8
22	RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	11,1%	10,7%	12,6%
23	MARGE GLOBALE (22-11)	5,8%	5,3%	5,0%
24	FRAIS GENERAUX	9 441,0	10 220,4	12 422,0
25	FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	4 143,0	3 899,0	4 506,0
26	DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	1 333,0	14 031,9	3 745,0
27	RESULTAT NET	-565,0	-12 145,0	5 030,0
28	PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	9 863,0	10 135,3	12 772,0
29	RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	69,0	1 027,0	379,0
30	IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	13682,6%	995,2%	3277,6%
31	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	43,9%	38,1%	36,3%
32	RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	42,0%	38,5%	35,3%
33	EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	1931,9%	1366,3%	988,1%
34	COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	95,7%	100,8%	97,3%
35	COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	-1,1%	-22,4%	12,7%
36	TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	-5,7%	-119,8%	39,4%
37	PRODUITS D'EXPLOITATION	22 540,0	25 621,9	36 935,0
38	CHARGES D'EXPLOITATION	21 224,0	23 590,6	35 387,0
39	COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	94,2%	92,1%	95,8%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)

	BENIN		BURKINA		COTE D'IVOIRE			GUINEE-BISSAU			MALI				
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007			
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	71 913	74 354	96 214	64 769	82 811	80 137	133 961	138 127	143 061	3 756	2 655	3 194	129 663	112 045	128 122
2 FONDS PROPRES NETS	62 363	63 533	68 844	64 105	69 846	67 556	206 037	203 935	190 509	2 200	9 566	5 798	76 966	84 227	72 331
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	508 630	554 720	683 419	630 946	583 427	638 168	1 388 916	1 480 724	1 571 531	15 306	18 398	26 220	633 336	622 825	708 827
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	642 906	692 607	848 477	659 820	736 084	785 861	1 728 913	1 822 786	1 905 101	21 263	30 619	35 211	839 965	819 097	909 280
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	580 543	629 074	779 633	595 715	666 238	718 305	1 522 877	1 618 851	1 714 593	19 063	21 053	29 413	762 999	734 870	836 949
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	3 069	4 194	4 922	4 023	4 701	5 554	7 377	5 420	7 320	2	55	67	4 030	4 698	5 663
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	12 571	13 829	17 235	13 060	14 724	18 316	33 625	35 049	37 837	16	11	67	9 174	8 902	10 977
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	15 640	18 023	22 157	17 083	19 425	23 870	41 002	40 469	45 157	18	66	134	13 204	13 600	16 640
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,3%	5,6%	5,1%	6,2%	5,7%	6,9%	5,5%	3,9%	5,1%	0,1%	2,1%	2,1%	3,1%	4,2%	4,4%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,9%	2,4%	2,4%	2,4%	0,1%	0,1%	0,3%	1,4%	1,4%	1,5%
11 COUT MOYEN DES CAPITALS EMPRUNTES (8/5)	2,7%	2,9%	2,8%	2,9%	2,9%	3,3%	2,7%	2,5%	2,6%	0,1%	0,3%	0,5%	1,7%	1,9%	2,0%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,4%	2,6%	2,6%	2,6%	2,6%	3,0%	2,4%	2,2%	2,4%	0,1%	0,2%	0,4%	1,6%	1,7%	1,8%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	367 231	418 539	513 210	449 991	544 063	518 337	1 190 270	1 241 066	1 177 781	6 396	7 497	9 966	540 069	511 799	566 326
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	43 769	50 530	62 760	62 264	72 023	74 645	168 174	169 620	174 640	1 158	1 735	2 640	58 469	62 113	75 772
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	11,9%	12,1%	12,2%	13,8%	13,2%	14,4%	14,1%	13,7%	14,8%	18,1%	23,1%	26,5%	10,8%	12,1%	13,6%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	9,4%	9,6%	9,7%	11,4%	10,7%	11,5%	11,7%	11,3%	12,4%	18,0%	23,1%	26,2%	9,4%	10,7%	12,1%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	183 261	180 125	212 279	141 518	118 520	161 554	379 978	383 921	407 656	12 263	14 493	16 887	191 354	182 740	222 249
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	3 016	3 844	4 905	1 997	2 073	3 684	5 370	6 998	8 264	43	194	399	2 972	4 208	5 835
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,6%	2,1%	2,3%	1,4%	1,7%	2,3%	1,4%	1,8%	2,0%	0,4%	1,3%	2,4%	1,6%	2,3%	2,6%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	46 785	54 374	67 665	64 261	74 096	78 329	173 544	176 618	182 904	1 201	1 929	3 039	61 441	66 321	81 607
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	550 492	598 664	725 489	591 509	662 582	679 891	1 568 248	1 624 987	1 585 437	18 659	21 990	26 852	731 423	694 539	778 575
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	8,5%	9,1%	9,3%	10,9%	11,2%	11,5%	11,1%	10,9%	11,5%	6,4%	8,8%	11,3%	8,4%	9,5%	10,5%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	5,8%	6,2%	6,5%	8,0%	8,3%	8,2%	8,4%	8,4%	8,9%	6,3%	8,5%	10,9%	6,7%	7,7%	8,5%
24 FRAIS GENERAUX	26 762	31 997	38 223	31 854	37 835	44 126	101 116	108 889	119 054	1 097	2 679	3 865	37 204	40 992	49 663
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel exterieur)	12 483	14 807	15 937	16 523	18 047	19 664	48 244	52 912	51 262	425	1 201	1 537	18 422	20 842	24 480
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	4 070	13 217	8 732	13 056	18 081	12 127	28 528	30 940	15 922	149	-119	-171	15 630	4 637	25 636
27 RESULTAT NET	2 175	-2 334	2 188	6 179	3 226	1 762	3 222	-11 844	18 663	500	-225	-1 236	1 070	9 045	-12 768
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	40 446	46 742	58 418	61 990	69 982	139 672	162 850	163 692	177 112	2 230	3 026	4 079	62 033	69 162	81 136
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	12 473	12 329	16 633	25 997	28 298	26 147	53 149	45 913	46 761	5	-571	5	20 439	23 162	24 409
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	214,6%	259,5%	229,8%	122,5%	133,7%	168,8%	190,3%	237,2%	254,6%	99,7%	53,580,0%	-676,9%	182,0%	177,0%	203,5%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	48,6%	46,3%	41,7%	51,9%	47,7%	44,6%	47,7%	48,6%	43,1%	38,7%	44,8%	39,8%	49,5%	50,8%	49,3%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	30,9%	31,7%	27,3%	26,7%	25,8%	14,1%	29,6%	32,3%	28,9%	19,1%	39,7%	37,7%	29,7%	30,1%	30,2%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	32,6%	107,2%	52,5%	50,2%	63,9%	46,4%	53,7%	67,4%	34,0%	13,5%	-2380,0%	-29,9%	76,5%	20,0%	105,0%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	66,2%	68,5%	65,4%	51,4%	54,1%	31,6%	62,1%	66,5%	67,2%	49,2%	88,5%	94,8%	60,0%	59,3%	61,2%
35 COEFFICIENT DE RENABILITE (27/2)	3,5%	-3,7%	3,2%	9,6%	4,6%	1,6%	22,7%	-5,8%	9,8%	22,7%	-2,4%	-21,3%	1,4%	10,7%	-17,7%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	5,4%	-5,0%	3,7%	10,0%	4,6%	1,3%	2,0%	-7,2%	10,5%	22,4%	-7,4%	-30,3%	1,7%	13,1%	-15,7%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	65 338	74 440	88 986	84 543	96 767	111 799	221 626	227 225	256 954	2 394	3 352	4 404	79 074	89 194	103 852
38 CHARGES D'EXPLOITATION	49 191	57 911	67 689	52 545	61 584	78 766	155 634	167 232	195 426	1 137	2 786	4 185	52 898	58 467	70 193
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	75,3%	77,8%	76,1%	62,2%	63,6%	70,5%	70,2%	73,6%	76,1%	47,5%	83,1%	95,0%	66,9%	67,6%	67,6%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES ET ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)

	NIGER			SENEGAL			TOGO			UMOA		
	2006	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	16 875	30 437	41 473	93 428	147 382	184 391	35 772	32 295	37 325	550 138,5	620 105,8	713 916,4
2 FONDS PROPRES NETS	23 032	31 151	29 134	149 746	166 553	196 533	61 003	64 287	64 017	645 452,0	693 097,1	694 722,3
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	160 645	178 605	213 739	1 276 731	1 352 249	1 524 499	286 843	305 813	282 549	4 801 353,3	5 096 760,9	5 648 952,3
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	200 552	240 193	284 346	1 519 906	1 666 184	1 905 424	383 618	402 395	383 991	5 996 943,8	6 409 963,8	7 057 591,1
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	177 521	209 042	255 212	1 370 159	1 499 631	1 708 890	322 615	338 108	319 874	5 351 491,8	5 716 866,7	6 362 868,8
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	705	1 213	1 484	2 990	4 671	6 833	1 267	1 111	1 496	23 463,0	26 063,2	34 297,0
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	2 211	4 693	2 771	26 081	30 111	32 828	5 643	6 856	5 899	102 361,0	114 175,0	125 935,0
8 TOTAL DES AGIOS PAGES (6+7)	2 916	5 906	4 255	29 051	34 782	39 661	6 910	7 967	7 395	125 824,0	140 238,2	160 232,0
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,2%	4,0%	3,6%	3,2%	3,2%	3,7%	3,5%	3,4%	4,0%	4,3%	4,2%	4,8%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	1,4%	2,6%	1,3%	2,0%	2,2%	2,2%	2,0%	2,2%	2,1%	2,1%	2,2%	2,2%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	1,6%	2,8%	1,7%	2,1%	2,3%	2,3%	2,3%	2,1%	2,4%	2,4%	2,5%	2,5%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	1,5%	2,5%	1,5%	1,9%	2,1%	2,1%	1,8%	2,0%	1,9%	2,1%	2,2%	2,3%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	116 985	151 906	178 281	945 267	1 084 482	1 207 112	194 087	219 849	198 027	3 810 296,2	4 179 200,0	4 359 039,8
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	18 226	21 977	26 530	114 967	129 533	139 607	26 881	27 552	26 523	493 908,0	535 082,7	583 239,0
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	15,6%	14,5%	14,9%	12,2%	11,9%	11,6%	13,8%	12,5%	13,4%	13,0%	12,8%	13,4%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	14,2%	11,8%	13,6%	10,1%	9,7%	9,4%	11,9%	10,3%	11,3%	10,8%	10,6%	11,2%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	52 905	55 117	63 726	301 762	301 830	350 075	103 704	113 751	102 764	1 364 744,1	1 350 496,7	1 537 189,7
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	762	1 155	1 450	3 680	4 841	6 019	2 191	3 120	3 017	20 031,0	26 432,8	33 573,0
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,4%	2,1%	2,3%	1,2%	1,6%	1,7%	2,1%	2,7%	2,9%	1,5%	2,0%	2,2%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	18 988	23 131	27 980	118 647	134 374	145 626	29 072	30 672	29 540	513 939,0	561 515,5	616 812,0
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	169 890	207 023	242 007	1 247 029	1 386 312	1 557 187	297 791	333 600	300 791	5 175 040,3	5 529 696,7	5 896 229,5
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	11,2%	11,2%	11,6%	9,5%	9,7%	9,4%	9,8%	9,2%	9,8%	9,9%	10,2%	10,5%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	9,5%	8,3%	9,9%	7,4%	7,4%	7,0%	7,6%	6,8%	7,5%	7,6%	7,7%	7,9%
24 FRAIS GENERAUX	12 925	14 423	14 073	59 591	66 295	75 625	18 909	21 982	20 861	289 458,0	325 092,4	365 795,0
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel exténeur)	5 196	5 845	5 339	29 805	32 086	35 340	9 553	10 578	9 418	140 651,0	156 318,0	163 091,0
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	2 912	4 066	3 235	14 175	21 428	13 785	6 728	3 295	2 541	87 994,0	95 544,9	82 049,0
27 RESULTAT NET	1 722	-536	6 627	28 461	30 944	36 366	3 844	3 487	6 813	47 173,0	31 763,0	57 255,0
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	20 356	22 476	28 694	122 227	135 281	148 900	32 958	32 696	33 227	505 090,0	543 057,3	604 115,0
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	6 368	6 673	13 839	57 988	63 957	65 404	12 579	9 011	9 873	190 093,0	189 348,0	201 334,0
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	203,0%	216,1%	101,7%	102,8%	103,7%	115,6%	150,3%	243,9%	211,3%	152,3%	171,7%	181,7%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	40,2%	40,5%	37,9%	50,0%	48,4%	46,7%	50,5%	48,1%	45,1%	48,6%	48,1%	44,6%
32 RAPPORT FRAIS DE PROVISIONNEMENT/PNB (26/28)	25,5%	26,0%	18,6%	24,4%	23,7%	23,1%	29,0%	32,4%	28,3%	27,8%	28,8%	27,0%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	45,7%	60,9%	23,4%	24,4%	33,5%	21,1%	35,5%	36,6%	25,7%	46,3%	50,5%	40,8%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	63,5%	64,2%	49,0%	48,8%	49,0%	50,8%	57,4%	67,2%	62,8%	57,3%	59,9%	60,6%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	7,5%	-1,7%	22,7%	19,0%	18,6%	18,5%	6,3%	5,4%	10,6%	7,3%	4,6%	8,2%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	8,5%	-2,4%	23,1%	23,3%	22,9%	21,4%	11,7%	10,7%	10,7%	9,3%	5,8%	9,5%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	24 437	29 778	34 959	164 112	183 716	201 886	41 899	43 993	42 881	683 423,0	748 464,9	846 293,0
38 CHARGES D'EXPLOITATION	16 669	20 966	19 643	96 730	109 529	201 503	27 170	31 632	29 589	451 974,0	510 106,6	591 648,0
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	68,2%	70,4%	56,2%	58,9%	59,6%	99,8%	64,8%	71,9%	69,0%	66,1%	68,2%	69,9%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES (*)

	BENIN			BURKINA			COTE D'IVOIRE			GUINEE-BISSAU			MALI		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	68 309	73 481	92 445	56 624	70 217	70 120	124 143	125 881	122 036	3 756	2 655	3 194	123 741	106 194	123 753
2 FONDS PROPRES NETS	61 218	63 077	68 095	60 897	66 285	64 650	189 098	186 335	183 242	2 200	9 566	5 798	74 481	82 245	71 976
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	508 316	554 689	683 193	528 505	576 837	634 012	1 388 679	1 480 380	1 570 343	15 306	18 398	26 220	632 906	622 483	708 588
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	637 843	691 247	843 733	646 026	713 339	768 782	1 701 921	1 792 595	1 875 620	21 263	30 619	35 211	831 129	810 922	904 317
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	576 626	628 169	775 638	585 128	647 054	704 132	1 512 823	1 606 621	1 692 378	19 063	21 053	29 413	756 648	728 677	832 340
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	2 900	4 025	4 651	2 939	3 362	3 878	7 070	4 832	6 350	2	55	67	3 580	4 291	5 491
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	12 571	13 829	17 235	12 964	14 569	18 297	33 625	35 049	37 837	16	11	67	9 174	8 902	10 977
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	15 471	17 854	21 886	15 903	17 931	22 175	40 695	39 881	44 187	18	66	134	12 754	13 193	16 488
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,2%	5,5%	5,0%	5,2%	4,8%	5,5%	5,7%	3,8%	5,2%	0,1%	2,1%	2,1%	2,9%	4,0%	4,4%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	2,5%	2,5%	2,5%	2,5%	2,9%	2,9%	2,4%	2,4%	2,4%	0,1%	0,1%	0,3%	0,3%	1,4%	1,5%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/6)	2,7%	2,8%	2,8%	2,7%	2,8%	3,1%	2,7%	2,5%	2,6%	0,1%	0,3%	0,5%	1,7%	1,8%	2,0%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	2,4%	2,6%	2,6%	2,5%	2,5%	2,9%	2,4%	2,2%	2,2%	0,1%	0,2%	0,4%	1,5%	1,6%	1,8%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	365 181	417 406	511 234	438 010	525 255	503 392	1 180 328	1 224 868	1 165 094	6 396	7 497	9 966	534 745	507 255	553 667
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	43 449	50 332	62 395	59 282	68 431	71 052	166 663	167 940	172 732	1 158	1 735	2 640	57 671	61 325	75 257
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	11,9%	12,1%	12,2%	13,5%	13,0%	14,1%	14,1%	13,7%	14,8%	18,1%	23,1%	26,5%	10,8%	12,1%	13,6%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	9,4%	9,6%	9,7%	11,1%	10,5%	11,2%	11,7%	11,3%	12,4%	18,0%	23,1%	26,2%	9,3%	10,7%	12,0%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	182 859	180 022	211 917	140 980	117 478	159 904	372 197	378 641	404 672	12 263	14 493	16 887	189 231	180 111	221 212
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	2 933	3 824	4 879	1 991	2 071	3 684	4 969	6 638	8 256	43	194	399	2 881	4 074	5 762
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	1,6%	2,1%	2,3%	1,4%	1,8%	2,3%	1,3%	1,8%	2,0%	0,4%	1,3%	2,4%	1,5%	2,3%	2,6%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	46 382	54 156	67 274	61 273	70 502	74 736	171 622	174 578	180 988	1 201	1 929	3 039	60 552	65 399	81 019
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	548 041	597 427	723 151	578 989	642 732	663 296	1 552 525	1 603 509	1 569 767	18 659	21 990	26 852	723 976	687 367	774 878
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	8,5%	9,1%	9,3%	10,6%	11,0%	11,3%	11,1%	10,9%	11,5%	6,4%	8,8%	11,3%	8,4%	9,5%	10,5%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	5,8%	6,2%	6,5%	7,9%	8,2%	8,1%	8,4%	8,9%	8,9%	6,3%	8,5%	10,9%	6,7%	7,7%	8,5%
24 FRAIS GENERAUX	26 531	31 850	38 019	29 982	35 815	40 904	96 921	104 291	113 489	1 097	2 679	3 865	36 318	40 054	49 085
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel exterieur)	12 340	14 704	15 808	15 590	17 082	18 244	46 617	51 588	49 707	425	1 201	1 537	17 975	20 387	24 203
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	4 054	13 221	8 737	12 688	16 379	11 566	29 429	20 551	12 752	149	-119	171	14 700	4 289	26 325
27 RESULTAT NET	2 114	-2 408	2 088	6 001	3 144	1 956	3 059	66	15 513	500	-225	-1 236	2 338	9 754	-12 728
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNE)	40 023	46 466	58 045	59 211	67 000	69 836	160 807	161 868	175 411	2 230	3 026	4 079	61 270	68 411	80 423
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	12 338	12 202	16 481	25 085	26 086	25 332	55 142	48 524	50 728	1 100	5	-571	20 705	23 407	24 339
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	215,0%	261,0%	230,7%	119,5%	137,3%	161,5%	175,8%	214,9%	223,7%	99,7%	53,580,0%	-676,9%	175,4%	171,1%	201,7%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	46,5%	46,2%	41,6%	52,0%	47,7%	44,6%	48,1%	49,5%	43,8%	38,7%	44,8%	39,8%	49,5%	50,9%	49,3%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNE (25/28)	30,8%	31,6%	27,2%	26,3%	25,5%	26,1%	29,0%	31,9%	28,3%	19,1%	39,7%	37,7%	29,3%	29,8%	30,1%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	32,9%	108,4%	53,0%	50,5%	62,8%	45,8%	53,4%	42,4%	25,1%	13,5%	-2380,0%	-29,9%	71,0%	18,3%	108,2%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	66,3%	68,5%	69,5%	50,6%	53,5%	58,6%	60,3%	64,4%	64,7%	49,2%	88,5%	94,8%	59,3%	58,5%	61,0%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/22)	3,5%	-3,8%	-3,1%	9,9%	4,7%	3,0%	1,6%	0,0%	8,8%	22,7%	-2,4%	-21,3%	3,1%	11,9%	-17,7%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	5,3%	-5,2%	3,6%	10,1%	4,7%	2,8%	1,9%	0,0%	8,5%	22,4%	-7,4%	-30,3%	3,8%	14,3%	-15,8%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	62 909	72 208	86 878	78 597	88 879	98 277	215 156	219 889	247 176	2 394	3 352	4 404	76 908	87 172	102 058
38 CHARGES D'EXPLOITATION	46 966	55 813	65 768	47 698	56 076	66 290	147 640	157 704	182 153	1 137	2 786	4 185	50 621	56 269	68 537
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	74,7%	77,3%	75,7%	60,7%	63,1%	67,5%	68,6%	73,7%	73,7%	47,5%	83,1%	95,0%	65,8%	64,5%	67,2%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES BANQUES (*)

	NIGER			SENEGAL			TOGO			UMOA		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
	1	16 875	30 431	41 473	93 096	147 116	184 115	35 560	32 292	37 322	522 106	588 266
2	23 032	27 928	26 197	147 531	164 338	195 593	35 416	38 992	39 673	593 873	638 766	655 224
3	160 645	177 796	213 239	1 275 931	1 351 234	1 523 370	264 145	281 589	263 002	4 774 434	5 063 405	5 621 966
4	200 552	236 156	280 909	1 516 559	1 662 687	1 903 078	335 121	352 872	339 997	5 890 413	6 290 437	6 951 647
5	177 521	208 228	254 712	1 369 027	1 498 349	1 707 485	299 705	313 880	300 324	5 296 540	5 651 671	6 296 422
6	705	1 213	1 484	2 943	4 627	6 789	1 243	1 087	1 467	21 382	23 492	30 177
7	2 211	4 693	2 771	26 014	30 054	32 771	4 938	6 115	5 085	101 573	113 222	125 040
8	2 916	5 906	4 255	28 957	34 681	39 560	6 181	7 202	6 552	122 895	136 714	155 217
9	4,2%	4,0%	3,6%	3,2%	3,1%	3,7%	3,5%	3,4%	3,9%	4,1%	4,0%	4,5%
10	1,4%	2,6%	1,3%	2,0%	2,2%	2,2%	1,9%	2,2%	1,9%	2,1%	2,2%	2,2%
11	1,6%	2,8%	1,7%	2,1%	2,3%	2,3%	2,1%	2,3%	2,2%	2,3%	2,4%	2,5%
12	1,5%	2,5%	1,5%	1,9%	2,1%	2,1%	1,8%	2,0%	1,9%	2,1%	2,2%	2,2%
13	116 985	150 430	178 281	944 272	1 083 374	1 205 982	190 662	217 997	197 321	3 776 579	4 134 081	4 324 937
14	18 103	21 975	26 530	114 777	129 328	139 402	26 212	26 171	25 177	487 305	527 237	575 185
15	15,5%	14,6%	14,9%	12,2%	11,9%	11,6%	13,7%	12,0%	12,8%	12,9%	12,8%	13,3%
16	14,1%	12,0%	13,6%	10,1%	9,7%	9,4%	11,9%	9,8%	10,8%	10,8%	10,5%	11,1%
17	52 905	53 418	60 375	301 576	301 666	349 829	70 689	77 736	66 278	1 322 689	1 303 564	1 491 073
18	743	1 002	1 298	3 675	4 841	6 019	1 004	1 748	1 245	18 239	24 392	31 542
19	1,4%	1,9%	2,1%	1,2%	1,6%	1,7%	1,4%	2,2%	1,9%	1,4%	1,9%	2,1%
20	18 846	22 977	27 828	118 452	134 169	145 421	27 216	27 919	26 422	505 544	551 629	606 727
21	169 890	203 847	238 656	1 245 847	1 385 041	1 555 811	261 351	295 733	263 599	5 099 278	5 437 645	5 816 070
22	11,1%	11,3%	11,7%	9,5%	9,7%	9,3%	10,4%	9,4%	10,0%	9,9%	10,1%	10,4%
23	9,5%	8,4%	10,0%	7,4%	7,4%	7,0%	8,4%	7,1%	7,8%	7,6%	7,7%	8,0%
24	12 795	14 186	13 929	59 134	65 820	75 150	17 239	20 177	18 943	280 017	314 872	353 373
25	5 187	5 792	5 286	29 561	31 851	35 105	8 813	9 814	8 695	136 508	152 419	158 585
26	3 073	3 986	3 171	14 045	21 416	13 773	5 961	1 790	1 779	86 661	81 513	78 304
27	1 724	-422	6 630	28 808	30 637	36 059	3 194	3 362	3 933	47 738	43 908	52 225
28	20 318	22 247	28 468	121 917	134 459	148 078	29 451	29 445	29 125	495 227	532 922	591 343
29	6 466	6 683	13 774	58 157	63 621	65 068	11 031	7 793	6 523	190 024	188 321	200 955
30	197,9%	212,3%	101,1%	101,7%	103,5%	115,5%	156,3%	258,9%	290,4%	147,4%	167,2%	175,8%
31	40,5%	40,8%	37,9%	50,0%	48,4%	46,7%	51,1%	48,6%	45,9%	48,7%	48,4%	44,9%
32	25,5%	26,0%	18,6%	24,2%	23,7%	23,7%	29,9%	33,3%	29,9%	27,6%	28,6%	26,8%
33	46,6%	59,6%	23,0%	24,2%	33,7%	21,2%	54,0%	23,0%	27,3%	45,6%	43,3%	39,0%
34	63,0%	63,8%	48,9%	48,5%	49,0%	50,8%	58,5%	68,5%	65,0%	56,5%	59,1%	59,8%
35	7,5%	-1,5%	1,5%	19,5%	18,4%	18,4%	9,0%	8,6%	9,0%	8,0%	6,9%	8,0%
36	8,5%	-1,9%	23,3%	23,6%	22,8%	24,4%	10,8%	11,4%	13,5%	9,6%	8,2%	8,8%
37	24 380	29 508	34 711	162 898	181 907	200 077	37 641	39 928	35 777	660 883	722 843	809 358
38	16 539	20 721	19 494	95 391	108 103	200 077	24 758	29 044	26 820	430 750	486 516	556 261
39	67,8%	70,2%	56,2%	58,6%	59,4%	100,0%	65,8%	72,7%	75,0%	65,2%	67,3%	68,7%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)

	BENIN			BURKINA			COTE D'IVOIRE			GUINEE-BISSAU			MALI		
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007
1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE	3 604	873	3 769	8 145	12 594	10 017	9 818	12 246	21 026				5 922	5 851	4 389
2 FONDS PROPRES NETS	1 145	456	749	3 208	2 906	2 906	16 938	17 601	7 267				2 485	1 982	355
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	314	31	226	2 442	6 590	4 156	237	344	1 189				430	342	240
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	5 063	1 360	4 744	13 795	22 745	17 079	26 993	30 191	29 481				8 837	8 175	4 964
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	3 918	905	3 995	10 587	19 184	14 173	10 054	12 590	22 215				6 352	6 193	4 609
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	169	169	271	1 084	1 339	1 676	307	588	970				450	407	172
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	0	0	0	96	155	19	0	0	0				0	0	0
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	169	169	271	1 180	1 494	1 695	307	588	970				450	407	172
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	4,7%	19,4%	7,2%	13,3%	10,6%	16,7%	3,1%	4,8%	4,6%				7,6%	7,0%	3,9%
10 COUT MOYEN DES COMPTES CREDITEURS (7/3)	0,0%	0,0%	0,0%	3,9%	2,4%	0,5%	0,0%	0,0%	0,0%				0,0%	0,0%	0,0%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	4,3%	18,7%	6,8%	11,1%	7,8%	12,0%	3,1%	4,7%	4,4%				7,1%	6,6%	3,7%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	3,3%	12,4%	5,7%	8,6%	6,6%	9,9%	1,1%	1,9%	3,3%				5,1%	5,0%	3,5%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	2 050	1 134	1 977	11 981	18 808	14 945	9 943	16 198	12 687				5 324	4 544	2 660
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	320	198	365	2 982	3 592	3 593	1 521	1 680	1 908				798	788	515
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	15,6%	17,5%	18,5%	24,9%	19,1%	24,0%	15,3%	10,4%	15,0%				15,0%	17,3%	19,4%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	15,6%	17,5%	18,5%	21,0%	16,7%	23,6%	15,3%	10,4%	15,0%				15,0%	17,3%	19,4%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	401	103	362	539	1 042	1 650	5 781	5 280	2 984				2 123	2 629	1 037
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	83	20	26	6	2	0	401	360	8				91	134	73
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	20,7%	19,4%	7,2%	1,1%	0,2%	0,0%	6,9%	6,8%	0,3%				4,3%	5,1%	7,0%
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	403	218	391	2 988	3 594	3 593	1 922	2 040	1 916				889	922	588
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	2 451	1 237	2 338	12 520	18 510	16 595	15 723	21 478	15 671				7 446	7 173	3 697
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	16,4%	17,6%	16,7%	23,9%	18,1%	21,7%	12,2%	9,5%	12,2%				11,9%	12,9%	15,9%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	12,1%	-1,1%	9,9%	12,7%	10,3%	9,7%	9,2%	4,8%	7,9%				4,9%	6,3%	12,2%
24 FRAIS GENERAUX	231	147	204	1 872	2 020	3 222	4 195	4 598	5 565				886	938	578
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	143	103	129	933	965	1 420	1 627	1 324	1 555				447	455	277
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	16	4	5	388	1 702	531	-901	10 388	3 170				930	948	-689
27 RESULTAT NET	61	74	90	178	82	-194	163	-11 910	3 150				-1 268	-709	-40
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	423	276	373	2 779	2 982	69 836	2 043	1 824	1 701				763	751	713
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	135	127	152	912	2 212	815	-1 993	-2 611	-3 967				-266	-245	70
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	171,1%	115,7%	134,2%	205,3%	91,3%	395,3%	-210,5%	-176,1%	-140,3%				-333,1%	-382,9%	825,7%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	61,9%	70,1%	63,2%	49,8%	47,8%	44,1%	38,8%	28,8%	27,9%				50,5%	48,5%	47,9%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	33,8%	37,3%	34,6%	33,6%	32,4%	2,0%	79,6%	72,6%	91,4%				58,6%	60,6%	38,8%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/28) **	11,9%	-3,1%	-3,3%	42,5%	76,9%	65,2%	45,2%	-397,9%	-79,9%				-349,6%	-142,0%	-984,3%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	54,6%	53,3%	54,7%	67,4%	67,7%	4,6%	205,3%	252,1%	327,2%				116,1%	124,9%	81,1%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/23)	5,3%	16,2%	12,0%	5,5%	2,3%	-6,7%	1,0%	-67,7%	43,3%				-51,0%	-35,8%	-11,3%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/23)	14,4%	26,8%	24,1%	6,4%	2,7%	-0,3%	8,0%	-653,0%	185,2%				-166,2%	-94,4%	-5,6%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	2 429	2 232	2 108	5 946	7 888	13 522	6 470	7 336	9 778				2 168	2 022	1 794
38 CHARGES D'EXPLOITATION	2 229	2 098	1 921	4 847	5 508	12 476	7 994	9 528	13 273				2 277	2 198	1 656
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	91,6%	94,0%	91,1%	81,5%	69,8%	92,3%	123,6%	129,9%	135,7%				105,1%	108,7%	92,3%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

EVOLUTION DES MARGES GLOBALES ET RATIOS CARACTERISTIQUES DES ETABLISSEMENTS FINANCIERS (*)

	NIGER			SENEGAL			TOGO			UMOA			
	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	2005	2006	2007	
	1 EMPRUNTS INTERBANCAIRES ET DE TRESORERIE			0	332	267	277	212		4	3	28 033	31 840
2 FONDS PROPRES NETS		2 938	2 215	2 215	2 15	941	25 588	25 295	24 344	24 344	51 579	54 332	39 498
3 COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	500	1 015	1 129	800	1 015	1 129	22 688	24 224	24 523	24 523	26 920	33 356	26 986
4 TOTAL DES RESSOURCES (1+2+3)	3 438	3 438	2 346	3 438	3 438	2 346	48 498	49 523	43 894	43 894	106 531	119 527	105 945
5 TOTAL DES CAPITAUX EMPRUNTES (4-2)	500	1 132	1 282	1 132	1 282	1 406	22 910	24 228	19 550	19 550	54 952	65 196	66 447
6 CHARGES SUR EMPRUNTS DE TRESORERIE	0	47	44	47	57	57	705	741	24	29	2 081	2 571	4 120
7 AGIOS SUR COMPTES CREDITEURS CLIENTELE	0	94	101	94	101	101	729	765	843	843	2 929	3 524	5 015
8 TOTAL DES AGIOS PAYES (6+7)	0	94	101	94	101	101	729	765	843	843	2 929	3 524	5 015
9 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (6/1)	0,0%	14,2%	16,5%	15,9%	15,9%	11,3%	11,3%	640,0%	966,7%	7,4%	7,4%	8,1%	10,4%
10 COUT MOYEN DES RESSOURCES DE TRESORERIE (7/3)	0,0%	5,9%	5,6%	5,9%	5,6%	3,1%	3,1%	3,1%	4,2%	3,2%	3,2%	2,9%	3,3%
11 COUT MOYEN DES CAPITAUX EMPRUNTES (8/5)	0,0%	8,3%	7,9%	8,3%	7,9%	7,2%	3,2%	3,2%	4,3%	4,3%	5,3%	5,4%	7,5%
12 COUT MOYEN DE L'ENSEMBLE DES RESSOURCES (8/4)	0,0%	2,8%	2,9%	2,9%	2,9%	4,3%	1,5%	1,5%	1,9%	1,9%	2,7%	2,9%	4,7%
13 ENCOURS DES CREDITS A LA CLIENTELE	0	996	1 108	996	1 108	1 130	3 425	1 852	1 706	1 706	33 717	45 119	34 103
14 AGIOS ENCAISSES SUR CREDITS A LA CLIENTELE	0	190	205	190	205	205	669	1 381	1 346	1 346	6 603	7 846	8 054
15 TAUX MOYEN DES CREDITS A LA CLIENTELE (14/13)	0,0%	19,1%	18,5%	18,1%	19,5%	17,4%	19,6%	19,6%	17,4%	17,4%	19,6%	17,4%	23,6%
16 MARGE CLIENTELE (15-10)	0,0%	13,2%	12,9%	13,1%	16,4%	16,4%	16,4%	71,5%	186,4%	16,4%	16,4%	14,5%	20,3%
17 PRETS DE TRESORERIE ET INTERBANCAIRES	3 351	186	164	186	164	247	33 015	36 015	36 486	42 045	46 932	46 117	
18 PRODUITS SUR PRETS DE TRESORERIE	132	5	0	132	5	0	1 187	1 372	1 772	1 792	2 041	2 031	
19 TAUX MOYEN DES PRETS DE TRESORERIE (18/17)	0,0%	2,7%	0,0%	2,7%	0,0%	0,0%	3,6%	3,8%	4,9%	4,3%	4,3%	4,4%	
20 TOTAL DES PRODUITS SUR LES OPERATIONS DE PRETS (14+18)	132	195	205	195	205	205	1 856	2 753	3 118	3 118	8 395	9 886	10 085
21 ENCOURS DES PRETS DE TOUTE NATURE (13+17)	3 351	1 182	1 272	1 376	1 376	1 376	36 440	37 867	37 192	37 192	75 762	92 051	80 220
22 RENDEMENT MOYEN DES PRETS TOUTE NATURE (20/21)	0,0%	16,5%	16,1%	14,9%	14,9%	5,1%	5,1%	7,3%	8,4%	8,4%	11,1%	10,7%	12,6%
23 MARGE GLOBALE (22-11)	0,0%	8,2%	8,2%	7,7%	7,7%	1,9%	1,9%	4,1%	4,1%	4,1%	5,8%	5,3%	5,0%
24 FRAIS GENERAUX	144	457	475	457	475	475	1 670	1 805	1 918	1 918	9 441	10 220	12 422
25 FRAIS DE PERSONNEL (y compris personnel extérieur)	53	244	235	244	235	235	740	764	723	723	4 143	3 899	4 506
26 DOTATIONS NETTES AUX COMPTES DE PROVISIONS **	64	130	12	64	130	12	767	1 505	762	1 333	14 032	14 032	3 745
27 RESULTAT NET	-3	-347	307	-347	307	307	650	125	2 880	2 880	-565	-12 145	5 030
28 PRODUIT NET BANCAIRE (PNB)	226	310	822	226	310	822	3 507	3 251	4 102	4 102	9 863	10 135	12 772
29 RESULTAT BRUT D'EXPLOITATION (RBE)	65	-169	336	65	-169	336	1 548	1 218	3 350	3 350	69	1 027	379
30 IMPORTANCE DES FRAIS GENERAUX (24/29)	0,0%	-270,4%	141,4%	141,4%	141,4%	107,9%	107,9%	148,2%	57,3%	57,3%	13682,6%	995,2%	3277,6%
31 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/FRAIS GX (25/24)	0,0%	53,4%	49,5%	49,5%	49,5%	44,3%	44,3%	42,3%	37,7%	37,7%	43,9%	38,1%	36,3%
32 RAPPORT FRAIS DE PERSONNEL/PNB (25/28)	0,0%	78,7%	28,6%	28,6%	28,6%	21,1%	21,1%	23,5%	17,6%	17,6%	42,0%	38,5%	35,3%
33 EFFORT NET DE PROVISIONNEMENT (26/29) **	0,0%	-76,9%	3,6%	3,6%	3,6%	49,5%	49,5%	123,6%	22,7%	22,7%	1931,9%	1366,3%	988,1%
34 COEFFICIENT NET D'EXPLOITATION (24/28)	0,0%	147,4%	57,8%	57,8%	57,8%	47,6%	47,6%	55,5%	46,8%	46,8%	95,7%	100,8%	97,3%
35 COEFFICIENT DE RENTABILITE (27/2)	0,0%	-15,7%	13,9%	13,9%	13,9%	32,6%	32,6%	2,5%	11,8%	11,8%	-1,1%	-22,4%	12,7%
36 TAUX DE MARGE NETTE (27/28)	0,0%	-111,9%	37,3%	37,3%	37,3%	18,5%	18,5%	3,8%	70,2%	70,2%	-5,7%	-19,8%	39,4%
37 PRODUITS D'EXPLOITATION	248	1 214	1 809	248	1 214	1 809	4 258	4 065	4 065	4 065	21 224	23 591	35 387
38 CHARGES D'EXPLOITATION	149	1 339	1 426	149	1 339	1 426	2 412	2 588	2 769	2 769	21 224	23 591	35 387
39 COEFFICIENT BRUT D'EXPLOITATION (38/37)	0,0%	110,3%	78,8%	78,8%	78,8%	78,8%	56,6%	63,7%	39,0%	39,0%	94,2%	92,1%	95,8%

* Ratios calculés sur la base des encours moyens de la période.

** Dotations nettes aux provisions sur créances en souffrance, pour dépréciation des autres éléments d'actif, pour risques et charges, et réglementées.

CHRONOLOGIE ECONOMIQUE ET POLITIQUE DES ETATS DE L'UNION

BENIN

1^{er}-5 octobre 2008 - Tenue à Cotonou du premier Salon International du Livre et de la Lecture (SILCO 2008).

2 octobre 2008 - Signature à Cotonou, entre le Bénin et une filiale du groupe Africa Petro and NRI Sa du Brésil d'une convention de recherche minière dans le département de l'Alibori (Nord du Bénin).

- Le Conseil des Ministres adopte un projet de décret fixant les conditions générales de création et les régimes de fonctionnement des établissements privés de l'enseignement supérieur.

6-8 octobre 2008 - Tenue à Cotonou d'un atelier international sur le thème « *La communication pour une bonne gouvernance des systèmes éducatifs* » organisé par la Conférence des Ministres de l'Education des pays ayant le Français en partage.

6-11 octobre 2008 - Tenue à Ouidah du deuxième cours régional sur la vaccinothérapie par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS), en collaboration avec le Gouvernement du Bénin.

7-8 octobre 2008 - Organisation à Cotonou d'un séminaire de formation des membres des comités techniques de normalisation dans le cadre du Programme Qualité UEMOA Phase 2.

7-9 octobre 2008 - Organisation à Cotonou par l'Observatoire de Lutte contre la Corruption (OLC) d'un atelier de formation sur le thème « *La lutte contre l'impunité dans l'administration publique* ».

- Tenue à Cotonou du forum national de concertation sur le thème : « *Les réalités de la pauvreté face aux défis des Objectifs du Millénaire pour le Développement* ».

8 octobre 2008 - Organisation à Cotonou de l'atelier de lancement du projet de renforcement des capacités nationales de suivi des ressources en eau.

9-10 octobre 2008 - Tenue à Cotonou d'un atelier de formation sur « *L'importance de la propriété industrielle dans le développement de l'entreprise* ».

9-11 octobre 2008 - Organisation à Cotonou du Salon National des Arts Culinaires Traditionnels du Bénin (SNACTB).

13 octobre 2008 - Organisation par le Millennium Challenge Account Bénin (MCA - Bénin) d'une formation à l'intention du personnel des institutions de microfinance sur l'application des actes uniformes de l'OHADA et les dispositions du Code civil relatives aux garanties dans le secteur des micro, petites et moyennes entreprises.

13-14 octobre 2008 - Tenue à Cotonou de la deuxième session du Conseil Régional de la Concertation sur les Ressources en Eau (CRCRE).

13-16 octobre 2008 - Tenue à Cotonou d'un séminaire sur le dialogue social au Bénin.

5 octobre 2008 - Lancement à Cotonou du projet de financement de la construction des micro-stations au profit des vendeurs illicites de carburant au Bénin.

16 octobre 2008 - Lancement à Cotonou de la campagne de vulgarisation du Document de Politique de Développement de la Microfinance au Bénin.

16-17 octobre 2008 - Organisation par l'Agence de Coopération et d'Information pour le Commerce International (ACICI) d'un séminaire portant sur le thème « *Négociations commerciales multilatérales et assistance liée au commerce : enjeux et priorités pour le Bénin* ».

17 octobre 2008 - Lancement à Cotonou de la campagne nationale de sensibilisation sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

17-19 octobre 2008 - Le Président Boni YAYI prend part au Québec (Canada) aux travaux du douzième Sommet des Chefs d'Etat et de Gouvernement des pays ayant en partage l'usage de la langue française.

18 octobre 2008 - Tenue à Ouidah (Département de l'Atlantique) d'une journée de réflexion sur le thème du renforcement des échanges d'informations entre la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID) et la Direction Générale des Douanes et Droits Indirects (DGDDI).

18-22 octobre 2008 - Organisation à Cotonou d'un atelier sur les dangers liés aux changements climatiques dans les pays de la CEDEAO.

20 octobre 2008 - Célébration à Cotonou de la journée nationale des Organisations de la Société Civile (OSC) sur le thème « *Les Organisations de la Société Civile béninoise dans la dynamique de la gouvernance concertée* ».

20-24 octobre 2008 - Tenue à Cotonou d'un atelier de sensibilisation des chefs d'entreprises sur le programme de renforcement des capacités en analyse des flux de capitaux privés étrangers.

21-22 octobre 2008 - Tenue à Cotonou de la Conférence des Ministres de la CEDEAO sur les changements climatiques en Afrique de l'Ouest.

22 octobre 2008 - Signature du décret portant remaniement du Gouvernement de la République du Bénin.

22-24 octobre 2008 - Organisation à Cotonou d'une conférence régionale sur le thème « *Les services de télécommunications et les droits des consommateurs en Afrique* ».

24 octobre 2008 - Célébration au Bénin de la 63^{ème} journée des Nations Unies.

25-26 octobre 2008 - Tenue à Cotonou du 1^{er} forum extraordinaire du Mécanisme Africain d'Evaluation par les Pairs (MAEP).

28-30 octobre 2008 - Le Président Boni YAYI prend part au 6^{ème} Forum mondial sur le développement durable à Brazzaville (République du Congo).

31 octobre 2008 - Signature à Cotonou, entre le Millénium Challenge Account Bénin (MCA – Bénin) et la Direction Générale des Impôts et des Domaines (DGID), d'un protocole d'accord dans le cadre du projet « *Accès au foncier* ».

COTE D'IVOIRE

5 octobre 2008 - Ouverture officielle de la campagne 2008-2009 par le Président du Comité de Gestion de la filière café-cacao.

13 octobre 2008 - Tenue à Bouaké du séminaire d'évaluation de l'application de l'Accord Politique de Ouagadougou.

14 octobre 2008 - Tenue au Palais de la culture de Treichville de la deuxième édition du Salon international de la sous-traitance et du partenariat.

20 octobre 2008 - Séances de travail du Premier Ministre Guillaume SORO avec les militaires et les

structures impliquées dans le processus électoral, en vue de sécuriser les centres de collecte dans le cadre du recensement électoral.

21 octobre 2008 - Le Conseil National des Sages (CNS) de la filière café-cacao a dénoncé le non-respect du prix indicatif d'achat bord champ (700 FCFA le kg) de la fève de cacao par les acheteurs dans les zones de production.

28 octobre 2008 - Le Premier Ministre, Monsieur Guillaume SORO, et le Président de la Commission Électorale Indépendante, Monsieur Robert MAMBE, ont annoncé à travers un communiqué conjoint la réouverture effective des 774 centres d'enrôlement du District d'Abidjan.

- Tenue à Abidjan d'un atelier d'évaluation du Plan Directeur de Développement Agricole (PDDA) 1992-2015.

31 octobre 2008 - Lancement officiel de la carte bancaire dénommée « *Carte bancaire de l'UEMOA* », en présence de Monsieur Kablan YAO-SAHI, Directeur National de la BCEAO pour la Côte d'Ivoire.

3 novembre 2008 - Signature par le Président de la République de l'ordonnance n° 2008-313 portant modification du budget de l'Etat.

4 novembre 2008 - Annonce par le Gouvernement des nouveaux prix du carburant à la pompe, en liaison avec la chute des cours mondiaux du pétrole. Ainsi, le litre du super sans plomb passe de 795 à 695 FCFA et celui du gasoil de 685 à 625 FCFA.

- Signature d'une convention de partenariat entre le Centre National de Recherche Agronomique (CNRA) de Côte d'Ivoire et Afiecom Limitada, une société angolaise exerçant dans le domaine agricole. Ce partenariat permettra à l'Angola de développer son secteur agricole avec la création de plantations de palmiers à huile et la construction d'huileries et de raffineries.

7 novembre 2008 - Signature d'une convention de subvention du projet de suivi de la situation politique et d'observation des élections en Côte d'Ivoire, entre l'ambassadeur des Etats-Unis, S.E. Mme Wanda L. NESBITT, et le Représentant du Centre Carter. Cette subvention, d'un montant global d'environ 103 millions de FCFA, permettra le suivi de l'identification et du recensement électoral.

12 novembre 2008 - Le Premier Ministre, M. Guillaume SORO, a accordé une audience à M. Jean

Marc GRAVELLINI, Directeur Afrique de l'Agence Française de Développement (AFD),

22 novembre 2008 - Signature à N'Zérékoré (Guinée) d'un accord de partenariat entre la Côte d'Ivoire et la Guinée, portant sur le bitumage de l'axe Danané-Lola (Guinée) long de 87 km.

27 novembre 2008 - L'Ambassadeur du Canada, S.E. M^{me} Isabelle MASSIP, a procédé avec les responsables de 7 ONG de la société civile ivoirienne, à la signature des accords de contribution relatifs aux projets de sensibilisation et d'éducation civique des populations au processus électoral dans 31 départements administratifs du pays.

REPertoire LEGISLATIF

03 CONDITION ECONOMIQUES, RECHERCHES ECONOMIQUES, SYSTEMES ECONOMIQUES

BENIN

Loi n° 2005-35 du 8 novembre 2005, portant autorisation de ratification de l'accord de crédit de développement signé, en juillet 2005, entre la République du Bénin et l'Association Internationale de Développement (AID), dans le cadre du financement de la deuxième phase du programme d'appui à la réduction de la pauvreté.

Journal officiel de la République du Bénin, 01/03/2006, n° 5, p.166.

BENIN

Décret n° 2005-704 du 17 novembre 2005, portant transmission à l'Assemblée Nationale du projet de loi uniforme relatif aux entreprises d'investissement à capital fixe dans l'UEMOA.

Journal officiel de la République du Bénin, 01/03/2006, n° 5, p.170.

MALI

Loi n° 08-013 du 7 mai 2008, autorisant la ratification de l'accord de financement, signé à Bamako le 10 mars 2008, entre la République du Mali et l'Association Internationale de Développement (IDA), relatif au second crédit d'appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté.

Journal officiel de la République du Mali, 18/75/2008, n° 29, p.1124.

08 INDUSTRIE

MALI

Loi n° 08-027 du 23 juillet 2008, portant modification de la Loi n° 04-037 du 2 août 2004, portant organisation de la recherche, de l'exploitation, du transport et du raffinage des hydrocarbures.

Journal officiel de la République du Mali, 22/08/2008, n° 34, p.1354.

11 FINANCES PUBLIQUES, OPERATIONS BANCAIRES, RELATIONS MONETAIRES INTERNATIONALES

MALI

Ordonnance n° 08-002/P-RM du 27 mars 2008, autorisant la ratification de l'accord de crédit, signé à Bamako le 25 janvier 2008, entre la République du Mali et Fortis Bank, pour le financement de la phase 2 du projet d'assainissement de la zone industrielle de Sotuba.

Journal officiel de la République du Mali, 09/05/2008, n° 19, p.728.

MALI

Décret n° 08-174/P-RM du 27 mars 2008, portant ratification du contrat de financement du projet régional d'aménagement hydroélectrique de Félou B, signé à Bamako le 23 novembre 2006, entre le Gouvernement de la République du Mali et la Banque Européenne d'Investissement (BEI), la Société de Gestion de l'Energie de Manantali (SOGEM) et l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS).

Journal officiel de la République du Mali, 09/05/2008, n° 19, p.723.

MALI

Décret n° 08-362/P-RM du 26 juin 2008, portant ratification de l'accord portant création de l'Initiative Africaine Concertée sur la Réforme Budgétaire (CABRI), signé à Prétoria le 24 juin 2007.

Journal officiel de la République du Mali, 08/08/2008, n° 32, p.1250.

MALI

Loi n° 08-019 du 22 juillet 2008, portant modification de la loi n° 99-046 du 28 décembre 1999 portant Loi d'Orientation sur l'Education.

Journal officiel de la République du Mali, 22/08/2008, n° 34, p.1322.

MALI

Loi n° 08-020 du 22 juillet, portant modification de la Loi n° 06-067 du 29 décembre 2006 portant Code Général des Impôts.

Journal officiel de la République du Mali, 22/08/2008, n° 34, p.1322.

MALI

Loi n° 08-021 du 22 juillet 2008, portant modification de la Loi n° 06-068 du 29 décembre 2006 portant Livre de Procédures Fiscales.

Journal officiel de la République du Mali, 22/08/2008, n° 34, p.1323.

15 BILOGIE, ALIMENTS, SANTE

MALI

Décret n° 08-378/P-RM du 7 juillet 2008, portant approbation du marché relatif à la réalisation de systèmes d'alimentation en eau potable pour les villes de Fana et Ouélessébougou (2^{ème} région) et 22 centres de la 3^{ème} région (lot 1)

Journal officiel de la République du Mali, 15/08/2008, n° 33, p.1287.

16 ENVIRONNEMENT

BENIN

Décret n° 2005-620 du 6 octobre 2005, portant transmission à l'Assemblée Nationale pour autorisation de ratification de l'accord de prêt signé avec le Fonds Africain de Développement (FAD), dans le cadre du financement partiel du Projet d'Appui à la Gestion des Forêts Communales

Journal officiel de la République du Bénin, 15/04/2006, n° 8, p.289.

MALI

Arrêté n° 06-011/MEA-SG du 26 janvier 2006, portant création du Comité de pilotage du programme de renforcement des capacités des collectivités locales en matière de gestion de l'environnement et des ressources naturelles.

Journal officiel de la République du Mali, 08/08/2008, n° 32, p.1261.

LISTE DES PRINCIPALES PUBLICATIONS DE LA BCEAO

Périodiques

- 1 - Rapport annuel de la BCEAO – de 1956 à 2007 (annuel)
- 2 - Notes d'Information et Statistiques – de 1956 à 2004
 - Statistiques monétaires (mensuel)
 - Statistiques économiques (trimestriel)
 - Etudes et recherche (trimestriel)
 - Informations générales (trimestriel)
- 3 – Bulletin mensuel de conjoncture - d'octobre 2005 à septembre 2008
- 4 - Bulletin mensuel de statistiques monétaires et financières - de janvier 2005 à octobre 2008
- 5 - Note trimestrielle d'information - de mars 2005 à décembre 2008
- 6 - Annuaire statistique - 2004, 2005, 2006
- 7 - Annuaire des banques et établissements financiers – de 1967 à 2006
- 8 - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers (annuel)
 - Bilans des banques et établissements financiers – de 1967 à 2003
 - Bilans et comptes de résultats des banques et établissements financiers – 2004, 2005
- 9 - Recueil des textes légaux et réglementaires – 2003
- 10 - Monographies des Systèmes Financiers Décentralisés (annuel) – de 1993 à 2005
- 11 - Perspectives économiques des Etats de l'UEMOA (2006, 2007)
- 12 - Revue de la stabilité financière dans l'UEMOA (2006, 2008)
- 13 - Revue Economique et Monétaire (juin 2007, décembre 2007)

Ouvrages

- 14 - Plan Comptable Bancaire de l'UMOA (4 volumes) – Dakar, Edition BCEAO, août 1994
 - Recueil des instructions relatives à la comptabilisation et à l'évaluation des opérations bancaires
 - Volume I : Cadre réglementaire général
 - Volume II : Documents de synthèse
 - Volume III : Transmission des documents de synthèse
- 15 - Histoire de l'UMOA (3 tomes en français et en anglais) – Paris, Edition Georges Israël, janvier 2000
- 16 - Système Comptable Ouest Africain (SYSCOA) (4 tomes)
 - Plan comptable général des entreprises – Paris, Edition Foucher, décembre 1996
 - Guide d'application – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
 - Système minimal de trésorerie – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
 - Tableaux de passage – Paris, Edition Foucher, octobre 1997
- 17 - Méthodologie d'Analyse Financière – Dakar, Edition BCEAO, 2004

ACHEVÉ D'IMPRIMER SUR LES PRESSES
DE L'IMPRIMERIE DE LA BCEAO
Janvier 2009